

DOSSIER DE REPONSE D'APPEL A CANDIDATURES CONCERNANT LA CREATION D'UN DISPOSITIF D'AIDE ET DE MAINTIEN A DOMICILE

M.E.C.S. La Landelle

N° FINESS 810 00 35 58

Association Gestionnaire
AEP de La Landelle
81700 PALLEVILLE

Olivier de LA SOUJEOLE
Président

Direction
AEP de La Landelle
81700 PALLEVILLE

Pascal BLANCHON
Directeur Général

 05.63.82.10.00

 05.63.82.10.01

contact@lalandelle.org



I. EVOLUTION DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE	5
1.1 Des lois qui ont permis la personnalisation de l'accompagnement en faveur de l'enfant	5
1.2 La parentalité dans la protection de l'enfance : une notion réaffirmée	6
1.3 Le schéma départemental et les évolutions législatives	7
II. UNE ASSOCIATION GESTIONNAIRE INSCRITE DANS CES EVOLUTIONS	8
2.1 L'AEP de La Landelle : Une histoire, des valeurs, des principes	8
2.1.1 Notre histoire.....	8
2.1.2 Organigramme Associatif aujourd'hui	11
2.2 Accompagner l'enfant et sa famille dans une visée d'autonomie	12
III. LA MECS LA LANDELLE : UN ETABLISSEMENT AVEC UN POTENTIEL D'ACTION AU CŒUR D'UN TERRITOIRE.....	16
3.1 La M.E.C.S. La Landelle : une organisation au service du territoire.....	16
3.2 Le public	20
3.3 L'offre de service : une lecture qui ouvre sur une opportunité de diversification	24
3.4 Le territoire.....	29
IV. LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE	30
4.1 Le cadre de la mise en œuvre.....	30
4.2 Les limites de l'accompagnement	33
4.3 Des références théoriques	34



4.4	La formation professionnelle	37
4.5	Des pratiques à mettre en œuvre	38
4.5.1	<i>Procédure d'admission</i>	38
4.5.2	<i>L'admission</i>	39
4.5.3	<i>Le déroulement de la mesure</i>	40
4.5.4	<i>Des pratiques qui associent les familles et valorisent leurs capacités</i>	41
4.5.5	<i>La place des enfants</i>	43
4.5.6	<i>L'hébergement par l'internat : une sécurité renforcée par le dispositif associatif</i>	44
4.5.7	<i>Les partenariats</i>	45
4.6	Le fonctionnement du service.....	46
4.5.1	<i>Amplitude d'ouverture et d'accueil des usagers</i>	46
4.5.2	<i>Les modes de communications</i>	46
4.7	Calendrier d'ouverture.....	48
V.	LES MOYENS	49
5.1	Humains	49
5.2	Matériels et financiers.....	55
VI.	L'EVALUATION	56



PREAMBULE

Les politiques publiques dans le cadre de la Protection de l'Enfance évoluent en interrogeant la prise en charge de l'enfant non plus seulement sur le plan de la carence (éducative, scolaire, affective, sociale) mais notamment sur le plan qu'a l'impact environnemental dans sa construction identitaire.

Pour le secteur de la protection de l'enfance, elle transforme en profondeur les établissements dédiés à l'enfance et à leur famille et met au cœur du dispositif de leurs prestations l'usager et son respect dans les dispositifs.

La réforme de la protection de l'enfance de Mars 2007 demande aux institutions de placement classique de diversifier les modes d'accompagnement en évitant la rupture avec le milieu naturel chaque fois que cela est possible.

L'A.E.P. de La Landelle expérimente depuis 2006 des modes d'intervention alternatifs au placement. Les dix ans d'expérience du Service Educatif de Jour, adossé à l'internat de l'A.E.P.¹ de La Landelle, constituent un socle de connaissances permettant dans le cadre de mesures administratives de développer des pratiques de soutien à la parentalité tout en protégeant l'enfant. L'évaluation des pratiques de ce service, réalisée dans le cadre de l'évaluation externe, a permis d'en mesurer la pertinence. Plus récemment, en 2015, l'A.E.P. de la Landelle a été retenue pour le développement d'un service de Placement à Domicile, dans le cadre d'une procédure d'appel à projets lancée par le Département de Haute-Garonne.

La M.E.C.S. La Landelle concourt à la Protection de l'enfance sur le département du Tarn depuis un peu plus de 50 ans. Son positionnement sur une zone rurale au sud du département répond à des besoins de ce territoire, mais également à des situations de l'ensemble du département du Tarn. Au-delà des aires urbaines, des familles et leurs enfants vivant sur des zones rurales, exposées aux mêmes évolutions sociétales, doivent pouvoir trouver des soutiens face aux difficultés.

De plus, au sortir des évaluations interne et externe, nous faisons le constat que le placement éducatif, s'il protège le jeune, comporte aussi le risque de désaffiliation et ne permet pas toujours de travailler les difficultés parentales qui ont justifié la séparation. Nous sommes confrontés à des familles pour lesquelles la situation de placement engendre parfois des bénéfices secondaires venant freiner la démarche de résolution des problèmes et à des jeunes dont l'avenir se construit tout droit vers des placements qui durent.

¹ Association d'Education Populaire



L'ensemble de ces considérations conduit aujourd'hui l'A.E.P. de La Landelle inscrite depuis plus de 50 ans dans la Protection de l'Enfance et ses évolutions à répondre à l'appel à projets, lancé par le Conseil Départemental du Tarn pour la création de Dispositif d'Aide et de Maintien à Domicile, dans le cadre de mesures de placements administratifs ou judiciaires.



I. EVOLUTION DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

1.1 Des lois qui ont permis la personnalisation de l'accompagnement en faveur de l'enfant

Le 21^{ème} siècle va véritablement renforcer le socle de la Protection de l'Enfance et institue la place de la famille et ses droits au travers de plusieurs lois.

Pour ce qui est de la loi n° 2002.2 du 2 janvier 2002, nous nous arrêterons sur ce qu'elle définit comme principes autour de l'enfance et de la famille en difficulté. Elle renforce les droits des personnes et la place faite aux usagers ainsi que leur respect dans le dispositif. Elle renforce également la mise en œuvre d'un projet adapté et individualisé qui doit être réalisé à partir de « *ses besoins spécifiques, des qualités et lacunes de son environnement familial, scolaire et social, des aptitudes ou difficultés de l'enfant à se protéger des agressions ou au contraire de se nourrir des apports enrichissants qu'il peut lui offrir* ».

La loi du 05 Mars 2007 relative à la réforme de la Protection de l'Enfance s'appuie sur trois grands axes :

- *Mieux prévenir*
- *Mieux signaler*
- *Mieux intervenir*

Dès le premier article, le législateur insiste sur le fait « qu'un enfant est d'abord l'enfant de ses parents » au sens où les parents, aussi vulnérables soient-ils, ont autant de droits concernant leur enfant.

En 2007, le nouvel article L112.3 du C.A.S.F.² donnait pour la première fois la définition suivante : « *la Protection de l'Enfance a pour but de prévenir les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, d'accompagner les familles et d'en assurer, le cas échéant, selon les modalités adaptées à leurs besoins une prise en charge totale ou partielle des mineurs. Elle comporte à cet effet un ensemble d'interventions en faveur des enfants et de leurs parents* ».

Les recommandations du Conseil de l'Europe soulignent que le placement doit demeurer la mesure extrême et préconisent des solutions alternatives pour garantir la protection du mineur et son développement depuis le milieu naturel.

² Code de l'Action Sociale et des Familles



Enfin, la loi du 1^{er} mars 2016, relative à la protection de l'enfance, s'inscrit dans le droit fil de la loi du 5 mars 2007 et vient en conforter certaines dispositions, pour que l'intérêt de chaque enfant soit davantage pris en considération, que chaque réponse s'ajuste au mieux aux évolutions de la situation, que la stabilité et la cohérence de l'accompagnement soient garanties. Ainsi, la nouvelle définition de la protection de l'enfance énonce, de manière plus affirmée, la prise en compte des besoins fondamentaux et du respect des droits de l'enfant, la prévention en tant que partie intégrante de la protection de l'enfance et le nécessaire appui sur les ressources de l'environnement de l'enfant.

1.2 La parentalité dans la protection de l'enfance : une notion réaffirmée

La famille est incontestablement le fait social le plus ancien dans l'histoire de l'humanité. Mais les formes qu'elle prend se sont multipliées. Les portraits de famille se sont diversifiés. On parle de famille en crise, alors qu'Irène THERY la qualifie de « *remarquablement vivante* », mais connaissant depuis 1960 une mutation profonde provoquée pour certains par « l'individualisation », pour d'autres le moteur du changement est l'égalité des sexes, valeur en passe de devenir le symbole de notre société démocratique.

Ce qui définit la famille aujourd'hui, selon Irène THERY, c'est la présence d'un enfant. L'axe du droit commun de la famille s'est déplacé du mariage vers la filiation, filiation qui, au fur et à mesure que les couples se diversifient, n'a cessé de s'unifier. L'abîme entre enfants légitimes et ceux qu'on appelait les « bâtards » s'est comblé.

« Du point de vue des valeurs collectives, nous distinguons désormais les enjeux de couple, contractuels, et les enjeux de filiation, idéalement inconditionnels et indissolubles ».

Deux valeurs qui forcément entrent en conflit en cas de séparation puisque ce qui fait la famille c'est la présence d'un enfant. La famille, par ses nouvelles constructions, devient une architecture relationnelle. C'est tout cet environnement que nous devons prendre en compte lorsque nous, professionnels, travaillons dans le maintien ou la restauration du lien.

Ces liens sont précieux, même lorsque la famille se trouve en difficulté. Le soutien que nous apportons aux enfants n'a pas le même sens en fonction du milieu dans lequel il s'inscrit, naturel ou institutionnel. La relation parent-enfant est le noyau central dans la construction identitaire de l'enfant. Soutenir l'enfant, c'est aussi et peut-être d'abord, accompagner sa famille dans sa capacité à faire émerger ses compétences parentales.



La loi de mars 2007, relative à la Protection de l'Enfance élaborée dans un large consensus, analysant les expériences menées dans des départements tels que le Gard, reconnaît l'évolution des pratiques à l'œuvre dans les structures et ouvre le champ à d'autres prestations associant les parents. Tout cela sera confirmé par la loi du 1^{er} mars 2016.

1.3 Le schéma départemental et les évolutions législatives

Le Conseil Départemental du Tarn, au terme d'une longue démarche de concertation a adopté courant 2012 un nouveau schéma de protection de l'enfance, déterminant pour les cinq ans à venir les axes forts de la politique publique en faveur de l'enfance.

Il reprend à son compte les grandes orientations nationales et les décline pour le Tarn en fonction du contexte. Il souhaite ainsi renforcer la place de la prévention, diversifier les réponses à apporter aux besoins des enfants et des familles en insistant sur le soutien à la parentalité, en organisant les prestations sur l'ensemble du département.

Il définit comme objectif stratégique la nécessité de diversifier les modalités d'intervention en établissement, notamment en mettant en place des mesures d'accueil à « temps partiel ».

Le projet de création d'un service de placement à domicile a la volonté de s'inscrire pleinement dans ce schéma départemental de protection de l'enfance 2012-2017.

L'A.E.P. La Landelle s'engage, dans le respect de ses valeurs, à revisiter ses pratiques professionnelles dans le sens des évolutions législatives et sociétales.



II. UNE ASSOCIATION GESTIONNAIRE INSCRITE DANS CES EVOLUTIONS

L'A.E.P. de La Landelle est inscrite depuis plus de 50 ans dans la Protection de l'Enfance sur le département du Tarn, et plus récemment sur le territoire de la Haute-Garonne.

2.1 L'AEP de La Landelle : Une histoire, des valeurs, des principes

2.1.1 Notre histoire

L'Association d'Education Populaire de La Landelle est inscrite depuis plus de 50 ans dans la Protection de l'Enfance sur le département du Tarn, et plus récemment sur le territoire de la Haute-Garonne.

La Maison d'enfants de la Landelle est née de la pensée généreuse que Madame de Noireterre a exprimée dans son testament datant de 1907 :

« Je charge mon légataire général et universel de consacrer ma fortune de quelle nature qu'elle soit à l'œuvre qui sera créée en mon nom et qui portera le titre de

« ŒUVRE DES ENFANTS ABANDONNES HONNEUR ET PATRIE »

Je voudrais que cet établissement fût créé dans les environs de Paris et l'œuvre devra recevoir les enfants abandonnés sans distinction de sexe ni de religion...

Les enfants seront élevés dans la religion où ils seront nés avec des idées libérales et resteront à l'Etablissement jusqu'à un apprentissage qui leur permettra de gagner leur vie ».

En 1907, après le décès de Monsieur de Noireterre, son épouse, Laure DUPRAT de TERSON, n'ayant pas d'héritiers directs, fait donation de ses biens ainsi que du château et de la propriété de La Landelle au profit de l'enfance malheureuse.

De 1957 à 1978, l'œuvre fut gérée par les Sœurs de la Divine Providence de Ribeauvillé (Alsace).



Sœur Marie Simone BRUN a obtenu la première habilitation Justice provisoire en 1963, pour l'accueil de 85 garçons de 5 à 17 ans, en vertu des articles 375 à 382 du Code civil ; habilitation rendue définitive en 1969 pour l'accueil de jeunes de 5 à 21 ans.

Depuis 1971, sous l'impulsion des sœurs, puis de l'A.E.P. de La Landelle, l'établissement s'est adapté à de nouveaux besoins :

- C'est ainsi que la Maison d'Enfants à Caractère Social a succédé à l'Orphelinat,
- entre 1970 et 1973, les grands dortoirs et le réfectoire disparaissent au profit de pavillons accueillant de 12 à 14 jeunes,
- en 1974, La Landelle qui n'accueillait jusque-là que des garçons est habilitée à recevoir des filles et la mixité est introduite jusqu'à 12 ans.

La transition du « confessionnel vers le laïc » s'est réellement opérée à compter de 1978, puisque c'est à cette époque que la direction de la M.E.C.S. est confiée à un « professionnel laïc ».

En 1983, l'agrément est étendu pour l'accueil de filles jusqu'à 18 ans.

En 1989 et 1992, deux villas sont ouvertes à Castres pour l'accueil des adolescents et des adolescentes.

En 1996, dans sa vocation d'aider des personnes en difficulté, la Landelle se dotait d'un centre de formation professionnelle pour jeunes et adultes.

En 2006, L'A.E.P. de La Landelle est autorisée à gérer, sur les communes de Palleville et Castres, la Maison d'Enfants à Caractère Social « La Landelle » dont la capacité totale s'établira comme suit :

- Un internat de 70 places pour recevoir des mineurs âgés de 4 à 18 ans
- Un service de 7 places pour Jeunes Majeurs de 18 à 21 ans
- Un service éducatif de jour (SEJ) de 10 places dans le cadre d'un dispositif de prévention pour des jeunes de 6 à 18 ans (sur Castres + Puylaurens).
- Un service Animation d'une capacité de 30 places.

En septembre 2009 est ouverte la M.E.C.S. Francis BARRAU à Revel sur le territoire de la Haute-Garonne, où elle accueille aujourd'hui 24 enfants âgés de 12 à 18 ans.

En 2009 également, l'A.E.P. de La Landelle choisit de s'engager à l'accompagnement des adultes en grandes difficultés sociales sur le site de Palleville. Un chantier d'insertion, « Jardins en chantier » basé sur l'activité du maraîchage, l'entretien des espaces verts et maintenant



la cuisine, permet ainsi à 12 bénéficiaires du R.S.A³ (ou des ASS), habitant le territoire, de préparer un retour vers l'emploi encadré par des professionnels encadrants techniques et une chargée d'insertion professionnelle.

Depuis 2013, l'établissement a été l'objet d'une réorganisation qui a vu l'arrêt du service Animation, qui assurait jusque-là l'accueil des enfants de la M.E.C.S. les week-ends et les vacances (mais également d'enfants d'autres M.E.C.S. du Tarn).

Depuis cette période et afin d'assurer une continuité dans l'accompagnement des enfants, une seule équipe éducative par unité assure la prise en charge des enfants accueillis à La Landelle.

Le Service Educatif de Jour quant à lui, s'est doté en 2011 d'une extension à 42 places avec une installation à Lescout (avec projet de relocalisation sur Puylaurens), puis d'une nouvelle extension de 3 places en 2014, avec la mise en place d'une antenne à Brassac.

En mars 2014, l'A.E.P. de La Landelle a répondu à un appel à projet du Département de la Haute-Garonne et a été autorisée à créer un Dispositif d'Aide à Domicile (placement), en lien avec la M.E.C.S. Francis BARRAU, pour 10 place (de 13 à 18 ans) sur le site de Caraman, qui vient de bénéficier d'une extension à 13 places fin 2016.

En 2015, à la suite d'un nouvel appel à projet, l'Association en partenariat avec les Hôpitaux de Lavaur et du Bon Sauveur d'Alby, a créé un Service Educatif et Thérapeutique de 5 places (de 13 à 18 ans), installé à Réalmont.

Ce contexte dynamique explique le souhait de notre Association de répondre à cet appel à candidatures, qui s'inscrit dans des savoir-faire et des compétences acquis et évalués.

L'origine confessionnelle de notre Association combinée au mouvement laïc, engagé à compter des années 1980, marquent les valeurs de notre association, sur un mode de gouvernance bienveillante et participative, à dimension humaine.

Les valeurs centrées sur l'usager sont empreintes du respect de la dignité et de l'intégrité de chacun ; chaque personne accueillie est un être unique.

La déclinaison des valeurs se concrétise dans le respect du culte de chacun, de sa culture, de sa différence en garantissant que le projet de vie collective ne vienne pas altérer cette singularité.

Les valeurs du travail des professionnels s'appuient sur le respect de la personne accueillie, de son histoire et de la place de sa famille. Le souci constant de la garantie des droits propres à chacun balise l'action des professionnels dans un cadre pluridisciplinaire et encadré.

³ Revenu de Solidarité Active

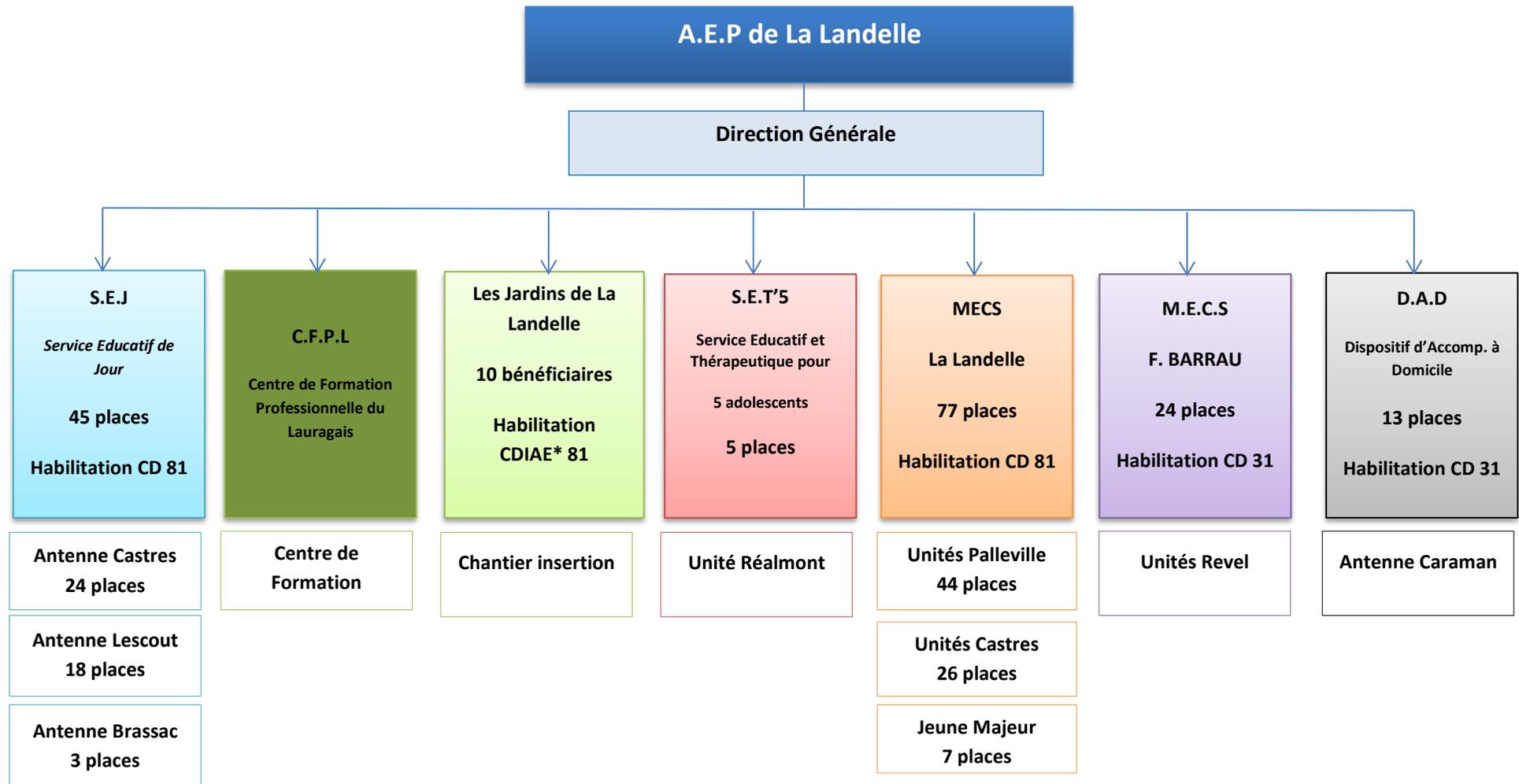


Le projet personnalisé proposé à chaque enfant et à sa famille fédère l'ensemble des professionnels.

Les valeurs d'un management participatif et bienveillant contribuent à garantir à chaque professionnel une place et une vraie responsabilité définies et reconnues.

Le cadre de travail est structuré, sécurisant et se définit dans un dialogue avec l'ensemble des acteurs institutionnels.

2.1.2 Organigramme Associatif aujourd'hui





2.2 Accompagner l'enfant et sa famille dans une visée d'autonomie

La charte de l'A.E.P. de La Landelle énonce que « *tout enfant est issu d'une famille, d'une culture, d'une histoire et que cette réalité est incontournable. L'Association intègre dans son action, une action auprès des familles* ».

Ce texte a pour objectif de soutenir la mise en œuvre des pratiques de Protection de l'Enfance à l'A.E.P. de La Landelle et préciser les contours de son action auprès des enfants au regard des objectifs associatifs et des politiques publiques en œuvre.

L'enfant avant et dès sa naissance existe au monde dans sa famille sur un plan sociologique, sociétal et psychique.

Au cours des dernières décennies, les fonctionnements familiaux se sont modifiés, marqués notamment par l'évolution des rapports homme/femme, de la place de l'enfant au sein de la famille et plus largement au sein de la société.

Le développement des configurations familiales diversifiées complexifie les processus psychologiques et sociaux.

Dès lors, il semble aujourd'hui logique pour l'A.E.P. de La Landelle de concevoir la protection de l'enfant à partir de sa famille, son milieu naturel, son environnement.

Tout en individualisant le regard sur cet enfant, tout en le considérant comme un être unique et libre, l'A.E.P. choisit de l'accompagner, comme membre d'un système familial et/ou environnemental.

L'approche globale de la famille met en avant la complexité du réseau relationnel dans lequel se développe l'enfant et l'importance des relations interpersonnelles dans et par lesquelles l'enfant se construit en tant que sujet.

Les acteurs de la Protection de l'Enfance prennent en compte ces évolutions épistémologiques et se dirigent vers un nouveau paradigme qui voudrait rendre aux familles leur autonomie dans l'éducation et la protection de leurs enfants, là où pendant des décennies des liens de dépendance et des rapports de soumission symbolique ont été la normalité.

L'A.E.P. de La Landelle s'engage à développer des pratiques qui privilégient la dignité des familles en les accompagnant dans une recherche d'autonomie.

L'objectif assigné aux professionnels est d'accompagner l'enfant et la famille dans une visée d'autonomie suffisante permettant le vivre ensemble.



5 – Garantir pour l'enfant, sa famille et les professionnels, un dispositif institutionnel qui s'inscrit dans cette vision éthique de l'accompagnement des parcours

- Adapter le dispositif institutionnel et l'inscrire dans un réseau.
- Pour favoriser une approche pluridisciplinaire.

1 – Prendre en compte la globalité et la singularité de chaque situation

- Individualiser l'accompagnement en identifiant et en prenant en compte la dynamique du système familial, ses ressources, ses limites.
- Accompagner l'enfant à se situer dans un système relationnel.
- Prendre appui sur le roman familial et les éléments d'anamnèse pour individualiser l'accompagnement.

2 – Prendre appui sur des liens d'attachement pour offrir à l'enfant la possibilité de vivre l'expérience d'un attachement sécurisé

- Identifier les liens d'attachement dans la famille.
- Mobiliser et s'appuyer sur l'ensemble des personnes ressources pour que chacun, de sa place, participe à l'évolution de l'enfant.
- Prendre en compte les liens d'attachement dans la construction des parcours.

Accompagner l'enfant et sa famille dans une visée d'autonomie

- Accompagner les familles pour qu'elles soient suffisamment autonomes pour répondre aux besoins de l'enfant.
- Partir de là où en sont les enfants et/ou les familles

4 – Etre à l'écoute et reconnaître les compétences familiales

Entre « laisser tout faire et tout compenser »

La liberté du sujet ?

- Accueillir l'enfant et les parents avec leur histoire, dans l'écoute de leurs compétences,
- Accueillir, appréhender les difficultés pour permettre à l'enfant de grandir dans un environnement qui réponde suffisamment à ses besoins,
- Créer des outils d'accompagnement, adopter des postures qui laissent l'espace aux familles pour la recherche et la création de leurs solutions propres.

3 – Construire une démarche de co-éducation

- La dynamique d'accompagnement des enfants s'appuie sur une démarche de co-éducation, dans laquelle nous proposons comme partenaire de la famille.
- Repérer autour de l'enfant l'ensemble des personnes ressources pour que chacun, de sa place, participe à l'évolution de l'enfant.



Prendre en compte la globalité et la singularité de chaque situation

L'A.E.P. de La Landelle veut porter un regard global sur l'enfant, considérer les liens familiaux, extra-familiaux et environnementaux. De ce point de vue, il nous semble primordial de prendre appui sur les éléments de l'histoire familiale pour construire les projets des jeunes.

Prendre appui sur des liens d'attachement

L'A.E.P. de La Landelle veut garantir à l'enfant la possibilité d'un attachement sécurisé et engage les professionnels pour établir des liens bienveillants, bien traitants, et construire le projet.

Construire une démarche de co-éducation

Aujourd'hui, il y a une volonté publique de développer les interventions préventives pour diminuer le risque de stigmatisation des familles. Pour cela, l'action éducative elle-même doit être modifiée par :

- Une analyse plus large de la situation : nous passons d'un système triangulaire (parents - enfant - professionnels) à un système plus complexe où nous considérons le système triangulaire au sein d'un contexte et d'un environnement social ;
- Une prise en compte des ressources du groupe familial et de son environnement social ;
- Une inscription dans le processus de résilience : il est primordial de s'appuyer davantage sur le côté positif d'une situation et non plus sur les difficultés et lacunes parentales.

Ces modifications permettent davantage de considération envers les parents qui, dès lors, sont envisagés comme les partenaires d'une mission.

La volonté ici n'est plus de former les parents en leur inculquant un savoir, mais de co-construire avec eux un savoir interactif. De cette façon, les parents ne seraient plus renvoyés à leurs propres difficultés mais seraient au contraire considérés dans leurs capacités.



Les compétences familiales

Se reconnaître partenaire prend sens dans la réalisation d'un projet commun qui réside le plus souvent dans les objectifs posés par l'ordonnateur du placement.

L'institution devient partenaire de la famille pour répondre à une demande. Il est ici question d'accompagner la famille dans la recherche et la création de leurs solutions.

Adopter une posture à l'écoute des potentialités familiales et pas uniquement des défaillances, permettre aux parents de se restaurer dans l'expérimentation de leurs capacités peut éviter l'écueil de la création de liens de dépendance.

Ces pratiques privilégient plutôt qu'un « face à face », un « côte à côte », favorisant l'élaboration de solutions communes pour sortir « du danger »

Un dispositif institutionnel qui garantit les parcours

Les établissements et service de l'A.E.P. de La Landelle ont élaboré et mis en œuvre un protocole d'admission qui répond à plusieurs constats:

- La nécessité d'une approche pluridisciplinaire afin de mieux cerner les difficultés et les compétences de chaque personne accueillie et de leur entourage,
- La nécessité de singulariser le dispositif d'accompagnement afin de l'adapter au mieux aux situations accueillies,
- Inscrire chaque service dans des démarches de partenariat afin de proposer une ouverture sur le territoire dans des dispositifs de droit commun.

La mise en place d'un comité éthique au sein de l'association vise à soutenir la réflexion et apporter un espace de recul et d'éclairage aux professionnels dans les pratiques du quotidien.



III. LA MECS LA LANDELLE : UN ETABLISSEMENT AVEC UN POTENTIEL D'ACTION AU CŒUR D'UN TERRITOIRE

3.1 La M.E.C.S. La Landelle : une organisation au service du territoire

La M.E.C.S. La Landelle est implantée sur un territoire rural au sud du département du Tarn, limitrophe du département de la Haute-Garonne (5 km de Revel).

Le choix d'implantation illustre la volonté tant de l'A.E.P. de La Landelle que des instances départementales d'apporter des réponses en terme de protection de l'enfance, sur un secteur éloigné des grandes agglomérations.

De par sa situation géographique, la structure est une réponse à des problématiques nécessitant une mise à distance, mais aussi à des situations pour lesquelles les ressources du territoire peuvent être une ressource au service de leur intégration.

Les équipements (scolaires, sociaux, médicosociaux, formation professionnelle et loisirs), les pourvoyeurs d'emploi (entreprises, services, artisanat) présents sur le secteur situé entre Castres, Puylaurens et Revel en font un territoire riche en partenariats possibles, appui à toute action d'intégration.

L'A.E.P. de La Landelle, dans le cadre de cet appel à candidatures, propose de transformer 7 places de la M.E.C.S. La Landelle en 21 places à destination de la création d'un dispositif d'aide et de maintien à domicile. Ce dispositif que nous présentons comme un véritable outil d'accompagnement des parcours des enfants et de leurs familles, dans le cadre de mesures de placements (administratives ou judiciaires), sera adossé aux groupes d'internat de la M.E.C.S. La Landelle, sur son site de Palleville.

Dans le cadre du projet d'une transformation globale de la M.E.C.S. La Landelle, en lien également avec l'appel à projets « accueil et accompagnement éducatif des Mineurs Non Accompagnés » (2^{ème} dossier que nous présentons), voici ci-dessous le schéma de réorganisation territorial adopté par le Conseil d'Administration de l'A.E.P. de La Landelle, dans sa séance du 28 janvier 2017.



Actuellement 77 places sur 6 groupes (4 à Palleville et 2 à Castres) + les jeunes majeurs
A redistribuer

PALLEVILLE
Passage de 44 à 30 places d'internat

Groupe 1

10 places

1 à 2 places de repli

7 places
Accompagnement à Domicile

Groupe 2

10 places

1 à 2 places de repli

7 places
Accompagnement à Domicile

Groupe 3

10 places

1 à 2 places de repli

7 places
Accompagnement à Domicile

30 places internat
+ 21 places DAMD
51 places
Reste
7 places à répartir

Transformation de 7 places d'internat
(21 places d'Accompagnement à Domicile)

CASTRES

Simone BRUN

10 places
(-2 places)

Passerelle

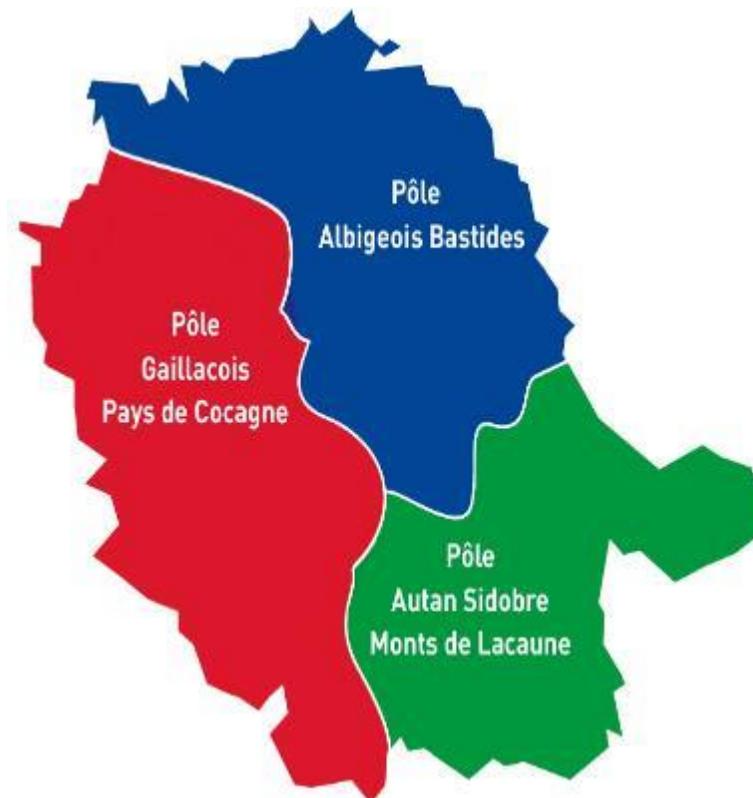
14 places

Jeunes Majeurs

7 places

MNA

9 places
(7 places Palleville
+ 2 Places Simone Brun)

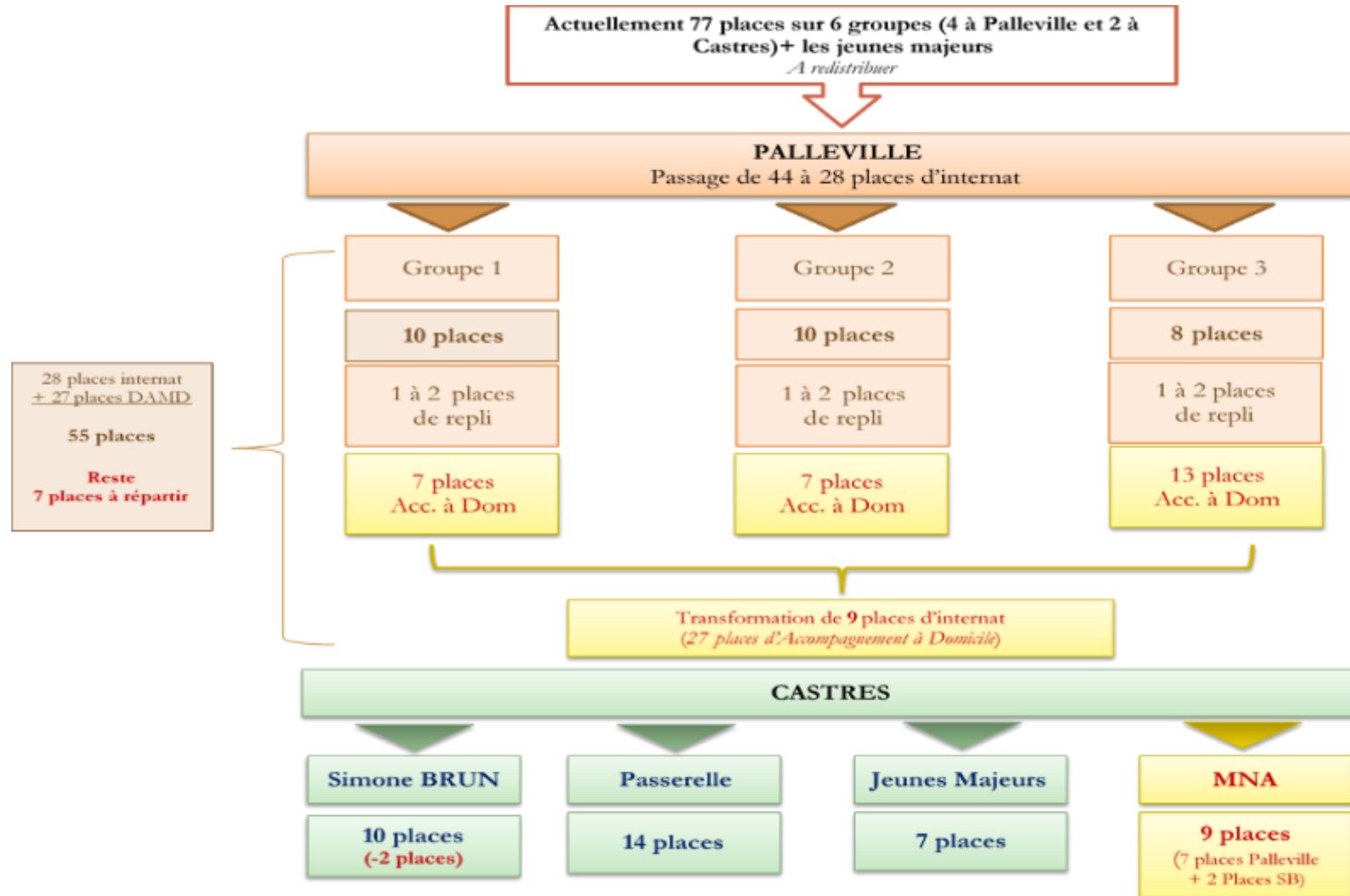


En lien avec l'ARSEAA⁴ (MECS de Gaillac), l'A.E.P. de La Landelle propose de répartir les 21 places d'accompagnement et maintien à domicile créées de la façon suivante :

- **6 places sur le sud du Pôle Gaillacois**, territoire de la Maison du Département de Puylaurens (notre pôle de référence),
- **Et 15 places sur le Pôle Autan Sidobre**, pôle où sont centrées historiquement nos interventions, mais, dans une cohérence de proximité géographique du service avec les lieux de résidence des familles, sur un territoire allant de l'extrémité sud du Tarn (limitrophe de l'Aude et de la Haute Garonne) jusqu'à Castres et son agglomération. Cette proximité est nécessaire pour accompagner les enfants et leurs familles et est recherchée dans les textes de référence de la protection de l'enfance du mars 2007 et mars 2016.

⁴ Association Régionale pour la Sauvegarde de l'Enfant, de l'Adolescent et de l'Adulte

Si toutefois le Conseil Départemental du Tarn le souhaitait, nous proposons également une réponse « optionnelle » qui couvre l'ensemble du Pôle Autan Sidobre, en transformant 2 places de plus d'internat (passage à 28 places d'internat sur le site de Palleville) pour créer 6 autres places d'accompagnement et maintien à domicile (27 au total). L'Association disposant de locaux sur Castres et Brassac, un pôle d'activité de ce service pourrait y être créé. Cela dit, la dynamique d'accompagnement des parcours présentée dans ce document nous amène à solliciter préférentiellement la création d'un dispositif à 21 places et non 27.



3.2 Le public

Depuis le début de son activité, la M.E.C.S. La Landelle accueille des jeunes originaires en large majorité du Tarn. Avant d'évoquer les situations des jeunes accueillis au sein de la M.E.C.S. depuis 2015, il nous a semblé intéressant d'évoquer les situations accompagnées par le S.E.J.⁵ de l'A.E.P. de La Landelle ces 3 dernières années :

SEJ	2014		2015		2016	
Nombre de mesures suivis	65		62		63	
Nombre de fin de mesures	29	44.62%	21	33.87%	21	33.33%
Demande de placement / signalement	3	4.62%	8	12.90%	12	19.05%
Mesures possibles Accompagnement et Maintien à Domicile	15	23.08%	12	19.35%	15	23.81%

Sur les 3 dernières années, les professionnels du S.E.J. estiment que 22 % des situations auraient pu relever, sur « notre territoire de référence », d'une mesure d'accompagnement à domicile.

Dans le même temps, au sein de la M.E.C.S. La Landelle, sur son site de Palleville, de 2015 à aujourd'hui, sur 60 enfants accueillis et représentant l'ensemble des tranches d'âges :

Les situations qui ont conduit au placement ont pour motifs :

- Des difficultés psychosociales (20),
- Des carences éducatives, absence de cadre ou de limite (18),
- Des défauts de soin (9),

⁵ Service Educatif de Jour



- Des conflits parents/enfants (6),
- Des conflits parentaux (7).

Parmi eux, 13 enfants poursuivent un enseignement spécialisé (U.L.I.S⁶. Primaire/Collège ou E.G.P.A.⁷), 3 sont accueillis en I.M.E.⁸ et 8 sont inscrits dans une formation professionnelle.

Les parents de ces enfants cumulant des difficultés sociales, d'insertion, voire de santé, peuvent se trouver momentanément ou durablement démunis ; ils se retrouvent alors dans un contexte ne favorisant pas une posture d'implication et de soutien dans l'accompagnement de leurs enfants.

Différents facteurs de risques concernent également ces enfants :

- 21 présentent des troubles du comportement,
- 13 peuvent avoir des conduites à risques,
- 12 être acteurs de violences,
- 6 fuguent régulièrement.

La mesure de placement traditionnelle en institution peut ne pas répondre totalement aux problématiques de ces enfants. Certaines situations nécessitent de s'adapter aux besoins spécifiques des enfants et/ou de leurs parents de façon plus ajustée.

Ce constat reste prégnant dans l'accompagnement des plus jeunes enfants. En effet, après une période d'accueil qui permet de stabiliser la situation, certains se retrouvent en réelle difficulté face au collectif, pouvant alors exprimer, et à défaut, le souhait d'être orientés vers un accueil chez un(e) assistant(e) familial(e).

Ainsi, nous savons que le Comité des Droits des Enfants des Nations Unies, dans ses observations concernant la France, rapport de juin 2009, note avec préoccupation que « *de nombreuses familles ne sont pas aidées comme elles le devraient dans l'exercice de leurs responsabilités parentales, notamment les familles qui vivent une situation de crise en raison de la pauvreté, de l'absence de logement adéquat ou d'une séparation* ». Ces situations concernent plusieurs familles accompagnées par la M.E.C.S. La Landelle.

⁶ Unités Localisées pour l'inclusion Scolaire

⁷ Enseignement Général et Professionnel Adapté

⁸ Instituts Médico-Educatifs



Le retour et le maintien au domicile, tout en garantissant la sécurité des mineurs concernés, aurait été envisageable pour ces situations, s'il avait pu être mis en œuvre grâce à un dispositif spécifique :

- Une action éducative au domicile en fonction de la spécificité de la problématique et des besoins particuliers et évolutifs de chaque famille, dans le cadre d'un projet souple et modulable, concernant tous les actes usuels de l'éducation des mineurs,
 - Un processus de changement au sein de la famille en prenant appui sur les compétences parentales ou de chacun des parents et ce, afin de déterminer avec elle les domaines et moments de la journée où cette dernière aurait besoin d'étayage et de relais,
 - Un soutien et la remobilisation des parents dans leur fonction éducative, à partir d'un projet d'intervention négocié, accepté par les parties, et d'un travail en réseau mobilisant les ressources intrafamiliales, les partenaires et les dispositifs de proximité,
 - Un travail, au cœur même de la famille, sur les difficultés relationnelles parents/enfants et les rivalités au sein de la fratrie.
- **7 enfants** auraient nécessité un accueil en établissement médico-social, en internat de semaine, avec un accompagnement à domicile sur les temps de week-end. Le besoin en soin de ces enfants est pris en compte en journée (accueil en I.M.E.- prises en charge S.E.S.S.A.D⁹. I.T.E.P¹⁰.), leurs parents en difficultés sociales et/ou psychologiques, sont souvent dans l'incapacité de faire face seuls aux troubles que présentes les enfants.

Le retour au domicile de ces enfants serait envisageable si les modalités de leur accompagnement étaient inscrites dans une continuité de parcours et diversifiées.

- **2 enfants** ont bénéficié d'une main levée de placement suite à un échec de la mesure de placement traditionnel : fugues à répétition, mises en échec des projets scolaires et de soin, incompréhension de la mesure.

Le placement sous sa forme traditionnelle s'est avéré impossible : il a aggravé les problématiques, amplifié les souffrances et n'a pu aider à la résolution des difficultés. En effet, malgré l'existence de conflits importants, l'existence de liens très fusionnels peut venir générer des positionnements et comportements qui donnent à voir des positionnements très antinomiques.

- **5 jeunes enfants** ont pu bénéficier de la mise en place du dispositif que propose le Service Educatif de Jour.

- **1 adolescente** est rentrée au domicile avec la poursuite de l'accompagnement assurée par le service familial de la M.E.C.S. La Landelle (à défaut d'une autre possibilité dans l'immédiat), dans le cadre d'un contrat d'accueil administratif.

⁹ Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile

¹⁰ Institut Thérapeutique Educatif & Pédagogique



Les motifs de placement se caractérisent par :

- Des carences éducatives,
- Conflits familiaux,
- Alcoolisme et/ou toxicomanie de la famille,
- Troubles psychiatriques des parents,
- Précarité (problème de logement),
- Actes de maltraitance avérés, ...

Les carences éducatives sont évoquées dans la plupart des situations. Les familles se trouvent en difficulté pour poser un cadre structurant, des repères élémentaires d'accès à la socialisation du fait de problématiques associées.

Les difficultés intrafamiliales se trouvent à l'origine du signalement. Carences éducatives, conflits de couple et plus récemment le poids croissant de la précarité économique sont en augmentation. L'isolement social, l'éloignement géographique de la famille élargie constituent aussi des facteurs de fragilisation. Les solidarités familiales ou de voisinage ne font plus suppléance.

Les jeunes accueillis présentent tous une problématique multidimensionnelle. Il en résulte pour ces jeunes des ruptures institutionnelles et ou sociales, familiales, scolaires.

Les symptômes s'expriment sur plusieurs points :

- Des déficiences éventuelles souvent traduites et révélées dans des difficultés scolaires,
- Des troubles du comportement et du caractère (enfants agités, en colère),
- Des troubles de la personnalité, qui nécessitent des actions ou des prises en charge thérapeutiques dans des services spécialisés,
- Des troubles de l'attachement : décrits par John BOWLBY (1907 - 1990) psychiatre, cet attachement est un besoin primaire qui, s'il n'est pas satisfait, génère des troubles. Un attachement sécurisé engendre une meilleure régulation émotionnelle et minimise par la suite les troubles du comportement chez l'enfant et l'adolescent. « *L'enfant ou l'adolescent n'a confiance en personne et n'accepte pas les appuis que peut constituer une équipe éducative.* » JEAMMET (1989) parle d'assise narcissique.

Le dispositif d'aide et de maintien à domicile visera à garantir la protection des mineurs, mais visera également à s'appuyer sur les compétences de chaque parent, de mettre en exergue leur implication dans la mise en œuvre des projets co- construits en s'attachant à proposer une continuité de parcours pour l'enfant et sa famille.



3.3 L'offre de service : une lecture qui ouvre sur une opportunité de diversification

L'internat « conditionne » l'accompagnement des jeunes qui nous sont confiés et prend en compte, dans une dimension de projet, la globalité des problématiques présentées.

L'établissement associe autour d'un même projet tous les acteurs de la vie de l'enfant et partage avec eux le référentiel d'évaluation de la situation.

Pour les familles, associées à la mise en place et à l'évaluation du projet, nous faisons le constat de postures qui varient selon leurs difficultés et selon la durée du placement.

Dans les cas de placement de longue durée (plusieurs années), nous constatons un certain désintérêt pour l'enfant confié à l'institution. Les familles sont peu présentes et peu demandeuses. Les familles ne sont pas forcément abandonniques, puisqu'elles répondent à certaines de nos sollicitations. Néanmoins, nous sommes parfois confrontés à des parents qui s'éloignent temporairement ou durablement de la vie de leur enfant, avec juste quelques contacts épisodiques. Nous sommes aussi en présence de parents qui à la moindre difficulté, au moindre conflit, « abandonnent » l'enfant à l'institution, confrontés qu'ils sont à leur manque de savoir-faire, de savoir-être. Ils peuvent être présents, mais avec une parentalité vide de sens.

Ces familles décrites ici ne mettent pas en danger leur enfant au sens de la loi (violence, inceste, ...) mais le danger est tout même présent par la distanciation envers leur enfant, porté par des attentes et des exigences parentales inadaptées par rapport à son âge.

Ces situations, évoquées ici, sont suivies le plus souvent dans un cadre administratif et c'est bien à la demande des parents que la prise en charge s'effectue.

Nous associons les parents aux décisions à prendre, mais, avec du recul, nous constatons que le travail à partir de l'internat empêche un partenariat de qualité qui pourrait les amener à modifier leurs pratiques et leurs postures parentales...

Les professionnels intra-muros restent ou sont vécus comme des experts.

Pour les adolescents victimes des liens pathogènes avec la famille, le placement a pour objectif de renforcer la séparation psychique, alors que nous constatons qu'il ne fait que renforcer ce lien. Faire tiers dans le milieu familial est une action à promouvoir pour travailler l'individuation.



Pour des accueils en internat, à la période de l'adolescence, sont évoqués les conflits enfants/parents. L'analyse de la situation met en exergue les faiblesses de l'autorité parentale. Il est demandé à la M.E.C.S. d'assurer ce rôle de contenant. L'adolescent vient alors rejouer dans le collectif le conflit à l'image adulte, protège sa famille et l'idéalise le plus souvent.

L'accompagnement proposé en internat met l'accent sur la réalité familiale et la nécessité d'apprendre à faire avec.

Ce travail pourrait être conduit à partir de la cellule familiale, à la fois en permettant dans un accompagnement cette confrontation à la réalité, tout en évitant l'écueil des répétitions de placement.

Ce regard distancié sur l'offre de service dégage des pistes pour un type d'accompagnement par notre structure au sein de la famille.

Lorsque les relations se détériorent, il peut être opportun, afin d'éviter une rupture des liens entre parents et enfant, de proposer un accompagnement différencié, en aide à l'enfant mais aussi aux parents, avec pour finalité de renouer des relations plus apaisées et permettre le maintien du lien.

Le rétablissement du rôle des parents, le soutien à l'autorité parentale implique l'intervention d'un tiers professionnel pour contribuer à la résolution du conflit.

Un service de placement à domicile adossé à l'internat éducatif pourrait contribuer à améliorer certaines situations, et diminuer la souffrance liée à la séparation.

Ce dispositif peut permettre aussi, suite à un placement, l'accompagnement d'un retour en famille.

Certaines situations d'enfants et de leur famille sont trop dégradées pour qu'une Aide Educative en Milieu Ouvert soit suffisante, mais pas assez pour qu'un placement en Maison d'Enfants ou en accueil familial soit nécessaire. Certains enfants ont parfois besoin des deux...

Pour éviter d'être dans le « soit l'un, soit l'autre », l'A.E.P. de La Landelle propose ici une solution complémentaire au dispositif d'accueil de la M.E.C.S. La Landelle. **L'évolution des pratiques et la prise en compte de besoins des enfants et des familles rendent nécessaire la mise en place de modalités d'accompagnement souples et diversifiées, ajustées aux besoins.**

Pour présenter cette action, nous nous appuyons sur l'expérience, et la présentation qu'en donne le service Enfance Famille du département du Gard qui conduit une expérience similaire depuis les années 80. Plus proche de nous, l'A.E.P. de La Landelle porte un projet similaire adossé à la M.E.C.S. Francis BARRAU de Revel, depuis presque 2 ans.

L'intervention est fondée sur la double reconnaissance de la RESPONSABILITE des parents et de leurs COMPETENCES à exercer cette responsabilité.



Mission spécifique

C'est une solution alternative au placement traditionnel à temps complet (en M.E.C.S. ou famille d'accueil).
Les indications d'utilisation peuvent être variables et sont ordonnées :

- Soit dans la perspective d'un retour progressif de l'enfant dans son milieu naturel,
- Soit dans la perspective d'une séparation physique continue de l'enfant et de ses parents, afin de la préparer,
- Soit lorsque les familles ne peuvent accepter ou comprendre la nécessité du placement à temps complet, c'est également une mesure éducative forte possible.

Objectifs principaux

- **Eviter** la séparation parents enfants lorsqu'elle n'est pas absolument nécessaire,
- **Accompagner** le développement psychosocial de l'enfant dans et hors de sa famille,
- **Soutenir**, accompagner, développer la parentalité,
- **Protéger** immédiatement si nécessaire,
- **Orienter**.

Les modalités d'accompagnement et de fonctionnement

Pour l'enfant :

Ce qui est recherché, c'est avant tout le maintien dans son environnement naturel avec une attention particulière dans les domaines de sa vie quotidienne à savoir :

- **Ses conditions** de vie matérielle,
- **Sa sécurité** physique et affective,
- **Sa santé** et son développement,
- **Son éducation** et sa socialisation.

Comme pour toute modalité d'accueil, l'établissement est tenu responsable de la conception et du déclenchement des processus de traitement (ou de recherche de solutions) des situations qui lui sont confiées.



En conséquence et en fonction des situations, l'établissement aura la possibilité d'organiser un accueil intermittent en urgence ou non au sein de la M.E.C.S..

Pour la famille :

Il s'agit de reconnaître la responsabilité des parents et leurs compétences à exercer cette responsabilité. L'action du service est donc basée sur le soutien à la parentalité et centrée sur l'usager « parent enfant ». Le préalable indispensable est l'adhésion réelle des parents sur laquelle doit s'appuyer l'intervention.

Pour le service :

Le service auquel l'enfant est confié en réfère à l'A.S.E¹¹., Service Gardien, pour un réexamen de la situation :

- En cas d'impossibilité d'exécution de la mesure entre les parties,
- Ou de mise en danger manifeste remettant en cause le maintien de l'enfant dans son cadre de vie habituel, au-delà d'accueils ponctuels.

L'intervention au domicile où vit l'enfant est requise. La fréquence des visites à domicile varie selon les âges, la situation et la période d'intervention. L'action éducative se déroule sur des lieux diversifiés, au domicile de l'enfant, dans l'établissement d'accueil, et sur tout autre lieu (école, club de sport, centre aéré etc. ...). L'organisation mise en place sera en capacité d'intervenir 4 fois par semaine dans les situations, si nécessaire.

Le refus de cette intervention à domicile par les parents pourra conduire à la remise en cause de la mesure.

Le suivi est confié à un même professionnel qui prend en compte la globalité de la situation. Quand, dans le cadre de ses interventions directes, l'intervenant est témoin d'une situation de danger mettant en cause le maintien de l'enfant au domicile parental, il en réfère à la direction de la MECS La Landelle. En cas d'urgence, la direction de l'établissement décide de la première mesure de mise à l'écart du danger et en réfère immédiatement aux autorités administratives et judiciaires.

¹¹ Aide sociale à l'Enfance



Pour l'enfant, sa famille et pour le service :

Un projet est écrit, il définit les objectifs fixés, les actions de soutien à la parentalité, les actions en direction de l'enfant et la disponibilité des intervenants dans le suivi global. Ainsi que la façon dont ces actions seront évaluées.

La durée de l'intervention sera fixée en concertation avec les services de l'A.S.E.. Elle peut être reconsidérée à la demande de chaque partie.

Nous avons établi que le Dispositif d'Accompagnement à Domicile peut être une réponse possible dans **6 types de projets différents**, qui tous peuvent permettre la souplesse recherchée :

1. **Dans le cadre d'un contrat d'accueil administratif** : les éducateurs de prévention, lorsqu'après évaluation de leur intervention dans une famille, ils accompagnent celle-ci à solliciter le service de l'A.S.E. pour la mise en place d'un accueil administratif pourraient trouver une réponse supplémentaire à un accueil en M.E.C.S. ou famille d'accueil à temps complet,
2. **Pour préparer le placement à temps complet** : au moment de l'audience en assistance éducative, ou même dans le cadre administratif et/ou en prévention, cette réponse peut permettre à une famille « de se faire à l'idée de la séparation » et d'en repérer la nécessité, en l'organisant de façon séquentielle et progressive avec un accompagnement et un maintien à domicile,
3. **L'accueil séquentiel** : Permettre dès le départ d'une mesure qu'un accueil ne se réalise pas à temps complet, mais 1 seule ou plusieurs nuits (ou simplement journée(s)), et puisse se réajuster en fonction des besoins de l'enfant et de sa famille, en parallèle à un accompagnement de type A.E.M.O¹², mais plusieurs fois par semaines, week-ends et jours fériés, si nécessaire, avec les mêmes professionnels (puisque ces mesures sont adossées aux équipes d'internat),
4. **Pour organiser une fin de placement à temps complet si celui-ci est inopérant** : dans certaines situations des retours d'enfants s'organisent au domicile des parents, le placement étant devenu inopérant, bien qu'encore nécessaire a priori. Le recours à ce dispositif, permettrait de conserver une mesure de protection,
5. **Préparation d'un retour en famille** : d'un enfant qui a pu parfois être confié de longues années au service A.S.E.,
6. **Accompagnement vers l'autonomie** : de grands adolescents et/ou jeunes majeurs qui nécessitent de ne pas se retrouver seuls trop vite en Foyer de jeunes travailleurs ou studios.

¹² Assistance Educative en Milieu Ouvert



3.4 Le territoire

La M.E.C.S. La Landelle est implantée sur un territoire rural.

Le choix d'implantation illustre la volonté tant de l'A.E.P. de La Landelle que des instances départementales d'apporter des réponses en termes de protection de l'enfance, sur un secteur éloigné du milieu urbain.

De par sa situation géographique, la structure est une réponse à des problématiques nécessitant une mise à distance de la « ville », mais aussi à des situations de ce territoire rural en préservant leurs racines, leur intégration.

Les équipements (scolaires, sociaux, médicosociaux, formation professionnelle et loisirs), les pourvoyeurs d'emploi (entreprises, services, artisanat) présents sur le secteur en font un territoire riche en partenariats possibles, appui à toute action d'intégration.

Le développement de l'habitat social, les ressources en logements existants en font un pôle d'attraction pour des populations inscrites pour certaines dans la précarité, en rupture de lien social et familial, en prise avec des difficultés éducatives. Les structures d'aide et de soutien présentes sur le territoire, tels que les centres de Guidance sont à saturation. La mise en place de prise en charge médicale nécessite une mobilisation importante et des déplacements. En termes de soutien à la parentalité, les résidents du secteur en cas de difficultés s'appuient pour la petite enfance sur les services de P.M.¹³. Qu'en est-il des parents d'enfants de plus de 6 ans et des parents d'adolescents ?

Une offre de service plus diversifiée de prévention secondaire se justifie sur ce secteur rural.

L'équité de réponses recherchée par les services du Conseil Départemental passe par l'implantation de services spécialisés dans les zones rurales.

¹³ Protection Maternelle et Infantile



IV. LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE

4.1 Le cadre de la mise en œuvre

Le projet vise à ce que des jeunes puissent être orientés en établissement, mais logés au domicile parental avec un suivi de proximité effectué par l'équipe de l'établissement, en lien avec les services A.S.E. du Conseil Départemental.

Le public visé par ce projet concernera donc des jeunes en situation de « risque de danger » ou de danger avéré orientés vers un internat éducatif. L'enfant est confié par le Conseil Départemental, dans le cadre d'une mesure judiciaire ou administrative de placement.

La décision d'orientation sur ce type de dispositif s'inscrit dans le cadre général des Articles 375 et suivants, du Code Civil, pour ce qui concerne le placement judiciaire.

Les modalités de ce placement autorisent un droit de visite et d'hébergement quotidien du mineur au domicile du ou des parents, droit pouvant être modulé en fonction des circonstances, la mesure laissant au service de la Protection de l'Enfance la possibilité d'un accueil en internat si la situation le nécessite.

La mise en œuvre de ce dispositif est une alternative au placement traditionnel alliant protection judiciaire ou administrative, maintien au domicile familial et partenariat avec les parents, mobilisation de moyens d'intervention d'un placement si besoin, du fait du danger encouru par le mineur ou en cas de crise familiale.

La création d'un service d'accompagnement à domicile, adossé au service de l'internat, sera l'occasion de poursuivre l'évolution des pratiques professionnelles au sein de la M.E.C.S. La Landelle.

L'équipe éducative

Au sein d'un service de placement à domicile, le travail des professionnels consistera à transposer, sur un mode soutenu, les moyens éducatifs traditionnellement mobilisés en internat, avec la possibilité lorsque le danger est caractérisé, d'accueillir physiquement. Ainsi, nous aurons la possibilité d'offrir 1 à 2 places de repli au sein de chaque groupe nouvellement constitué (c'est-à-dire 3 à 6 places).



Ce service sera adossé à l'internat et bénéficiera de son plateau technique (et de ses lits). Les équipes éducatives d'internat pourront être sollicitées pour accueillir un mineur pour lequel un éloignement ponctuel ou durable serait souhaitable au vu de la situation familiale. Mais c'est également l'occasion de réfléchir à la modulation des accueils. Au-delà des situations d'urgence (de crise), il pourra être proposé des accueils dits séquentiels, autant à destination des enfants du service d'accompagnement à domicile, que de ceux accueillis au sein de la M.E.C.S. dans le cadre d'une mesure de placement avec accueil physique à temps complet en-dehors du domicile familial. Cette souplesse dans la mise en œuvre des accueils, vise à réduire la durée des placements, en mobilisant toutes les ressources possibles et en recherchant l'ajustement aux besoins de la situation. Ces ajustements seront travaillés et construits, après accord des délégués A.S.E..

Ce service s'entendra donc comme une mesure de placement alternatif, au sens d'allers et retours entre différents lieux d'accueil. En ce sens, il intégrera le principe selon lequel un placement n'a pas toujours besoin d'être continu.

Le travail de soutien aux parents dans l'accompagnement de leurs enfants, et de traitement des difficultés, permettra une réponse globale incluant l'accompagnement à la parentalité, en renforçant plus encore les parents dans leur fonction parentale et en les soutenant dans leur démarche.

L'élaboration du projet de développement de ce nouveau service permet d'enrichir les pratiques professionnelles au sein de la structure M.E.C.S. de Palleville qui s'étayera en un nouveau « dispositif de Protection de l'Enfance ». Il s'agit de considérer les parents comme « sujets à penser et à participer » et non comme « objets » de mesure de placement, de renforcer le « faire avec » plutôt que « à la place de ».

C'est dans un constat de « nécessité » que le dispositif de maintien à domicile vient s'inscrire et ainsi aborder et structurer différemment l'accompagnement des parcours de vie.

Dans la même dynamique, bien que ce ne soit pas en lien direct avec cet appel à candidatures, nous signalons ici la création d'un outil complémentaire à l'accompagnement des enfants. Le patrimoine immobilier en gestion par notre Association, nous permet en effet de mettre à disposition des familles un appartement, au sein duquel nous aurons la possibilité d'organiser des accueils médiatisés ou non, pour des parents ne disposant pas de droit d'hébergement à leur domicile pour leurs enfants (sur des temps de week-end et vacances). Cela permettra ainsi d'expérimenter (après accord des délégués A.S.E. et/ou Magistrats) un autre contexte de vie parents-enfants et préparer un autre type d'accompagnement à la parentalité. Projet dont nous émettons l'hypothèse qu'il puisse également contribuer à réduire la durée des placements.

Les éducateurs, qui interviendront dans le cadre du service d'accompagnement et de maintien à domicile, seront membres des équipes éducatives des groupes d'internat. Ils travailleront de manière étroite au sein des instances pluridisciplinaires de réflexion et d'analyse des situations, afin de préparer les retours au domicile, de favoriser la fluidité des accompagnements et/ou de préparer la mise en œuvre d'une mesure de placement en internat.



La transversalité du travail en équipe pluridisciplinaire

Sur chaque groupe d'internat, une équipe de 7 éducateurs prendra en charge, l'accueil de 10 jeunes au sein de la M.E.C.S., mais également 7 situations au titre de du dispositif d'aide et de maintien à domicile. Deux d'entre eux seront détachés pour intervenir dans le cadre des mesures de placement à domicile, dans le cadre d'un planning qui intégrera également des temps de prise en charge en internat. Ainsi, sera construite la fluidité des parcours d'accompagnement entre les 2 modalités de prise en charge. Cette organisation permettra de conserver une continuité dans les accompagnements (en périodes d'absences ordinaires des professionnels). Nous avons calculé et organisé le planning de travail prévisionnel, afin de visualiser un équivalent temps plein d'éducateur pour 7 situations, mais mis en œuvre par 2 personnes.

Cette nouvelle organisation renforcera également l'intervention des éducateurs d'internat auprès des familles afin de leur donner les moyens de rester actrices dans l'éducation de leur enfant malgré le placement.

Ces 7 éducateurs, en formant une équipe, auront l'occasion sur les temps de réunion de croiser leurs regards sur les interventions et enrichiront ainsi leurs accompagnements des réflexions partagées, au bénéfice de l'ensemble des situations.

Les référents interviendront de manière coordonnée autant pour la mise en œuvre d'actions que dans le temps d'intervention. Des temps de coordination seront définis en vue d'une bonne articulation pour l'ensemble des intervenants dans le cadre du dispositif d'accompagnement et de maintien à domicile. Leurs rôles respectifs seront précisés en équipe et clarifiés auprès des familles.

L'équipe pluridisciplinaire

L'enfant et sa famille seront appréhendés par une équipe pluridisciplinaire dans laquelle les compétences spécifiques des différents professionnels, de par leurs formations et leurs pratiques, permettront d'envisager, d'élaborer et de mettre en œuvre un accompagnement adapté.

Le service familial de la M.E.C.S. La Landelle, créé en réponse au protocole de délégation familiale du Département du Tarn en 2014, a permis d'étoffer l'accompagnement proposé jusque-là par l'internat. En effet, la pluridisciplinarité de l'approche des problématiques rencontrées a été valorisée afin de répondre au mieux aux situations concernant l'enfant.



La mutualisation des compétences des équipes éducatives de l'internat, des psychologues et du service familial permet de répondre aux objectifs d'accompagnement suivants :

- Restaurer et renforcer le lien parents-enfants,
- Identifier les compétences parentales mobilisables, les soutenir, en vue de préparer le retour de l'enfant en famille lorsque cela est possible,
- Garantir et veiller à l'exercice de l'autorité parentale,
- Proposer et mettre en œuvre toutes les modalités des droits de visites des parents lorsque cela est prévu par la mesure,
- Orienter les parents vers les partenaires de droit commun susceptibles de les soutenir dans la résolution de leurs difficultés (santé, budgétaire, logement, isolement social...).

La M.E.C.S. La Landelle a pu expérimenter depuis plusieurs années une approche de l'enfant et sa famille en s'adaptant aux problématiques familiales sous des formes variées (visites à domicile, entretiens familiaux, suivis psycho-éducatifs, soutien à la parentalité...).

Cette expérience sera un point d'appui pour appréhender l'accompagnement proposé par le service d'aide et de maintien à domicile.

Dans le cadre de ce dispositif, le service familial pourra être une « ressource » pour les équipes éducatives, en apportant un éclairage/soutien technique et clinique aux professionnels. Il contribuera par son appartenance à l'équipe pluridisciplinaire à l'accompagnement déterminé par les objectifs des projets individualisés d'accompagnement.

4.2 Les limites de l'accompagnement

Le maintien à domicile ne peut pas s'envisager lors des situations de mise en danger : carences éducatives lourdes, négligences graves, dysfonctionnements familiaux compromettant sa santé, sa sécurité, son développement physique et psychique. L'absence d'adhésion de la famille peut devenir une contre-indication majeure à la mise en œuvre de cette mesure, de même qu'une évaluation des compétences parentales montrant des incapacités majeures si ces difficultés s'avéraient structurelles et sans perspective d'évolution.



4.3 Des références théoriques

Le dispositif d'accompagnement à domicile s'appuie sur des concepts fondamentaux :

Un besoin vital : l'attachement

Tout homme a besoin d'être en lien, de s'attacher à une personne capable de le rassurer, de répondre de façon adaptée à ses besoins et apportant sécurité et protection.

D'après BOWLBY, psychiatre, pour se développer et explorer le monde qui l'entoure, le bébé doit pouvoir trouver sécurité et réconfort par un lien privilégié avec un adulte ; Un attachement « sécuritaire » permet une meilleure régulation émotionnelle et réduit par la suite les troubles du comportement chez l'enfant et l'adolescent.

L'attachement n'est pas une dépendance, mais bien un moyen pour l'enfant de développer une sécurité, des expériences qui lui permettront de se structurer afin de vivre avec d'autres, d'être autonome.

Les compétences parentales :

Didier HOUZEL donne une définition de ce concept de parentalité, ce qu'est « être parent ». Il classe en trois items les compétences parentales en nous aidant à en déterminer les obstacles internes et externes :

- *L'exercice de la parentalité qui recouvre la dimension des droits et des devoirs, l'autorité parentale. C'est la dimension sociétale,*
- *L'expérience de la parentalité qui renvoie à la subjectivité, à l'expérience consciente ou inconsciente propre à chacun,*
- *La pratique de la parentalité qui concerne les tâches de la vie quotidienne ; elle comprend les tâches qui peuvent être déléguées aux maisons d'enfants par exemple, et ce dans une fonction de suppléance.*



Pour Didier HOUZEL, dans notre fonction éducative, nous avons à soutenir les parents dans ce qu'il appelle la « *pratique de la parentalité* » indissociable pour lui de l'expérience et de l'exercice de la parentalité.

Identifier la notion de parentalité permet de voir que des professionnels doivent intervenir sur ces trois axes, mais aussi que les parents peuvent être défaillants sur un axe et compétents sur les autres.

Didier HOUZEL parle de « *parentalité partielle* », difficile souvent à repérer, car nous focalisons le plus souvent sur les incapacités, oubliant de nous appuyer sur les compétences.

L'agir partenarial avec les parents : vers une co-éducation.

Le dispositif d'accompagnement à domicile induit une relation partenariale entre parents et professionnels. Il ne peut s'agir d'établir un lien enseignant-enseigné, le suivi doit se décaler d'une position d'expertise, trop souvent vécue comme telle par les parents des jeunes qui nous sont confiés.

Le regard des professionnels et des institutions se trouve modifié, dès lors que nous considérons la famille comme un partenaire. Nous ne sommes plus dans une posture de « faire à la place », mais dans le « faire avec » pour, par la suite, parvenir à « faire faire ».

Didier HOUZEL dans ses travaux propose une nouvelle approche éthique et socioéducative du travail avec les familles en difficultés, qui prend en compte les dysfonctionnements et en propose un accompagnement.

Alain BOUREGBA parle, dans son ouvrage « *les troubles de la parentalité* », de processus de parentification. Il présuppose un mécanisme relationnel parent-enfant existant, mais silencieux. L'auteur propose une prise en charge transversale de la famille disqualifiée et de l'enfant.

Ce mode d'intervention est aussi qualifié de systémique et renvoie à une prise en charge de la cellule familiale, à laquelle sont associés tous ses membres. L'objectif est alors de faire émerger un nouveau « vivre ensemble », une nouvelle dynamique familiale. La famille devient alors un partenaire.

Famille et professionnels se réunissent, s'associent dans un intérêt, une action commune, fondement de l'accompagnement. On peut parler aussi de la co-construction qui est à comprendre comme la coopération dans la définition des problèmes et la recherche de solutions avec la famille et son environnement.

Le diagnostic de la situation est partagé puisqu'il est élaboré par une personne ressource, l'enfant et sa famille.



Cette démarche présuppose :

- **Négociation** (être d'accord sur le cadre et construire une signification partagée),
- **Mutualisation** (se coordonner et agir de façon concertée),
- **Confiance**.

Claude ROMEO, dans son rapport « *Evolution des relations parents - enfants - professionnels dans le cadre de la protection de l'enfance* » (oct. 2001), affirmait que « *la recherche d'une coopération entre les personnes et les instances participant de l'éducation du même enfant s'impose comme un principe général d'action* ».

L'autorité parentale : droits et devoirs

« L'exercice de l'autorité parentale dans le cadre du placement » est une recommandation de bonne pratique réalisée par l'Agence Nationale de l'Evaluation des Etablissements (A.N.E.S.M.¹⁴).

Ce guide simple, accessible et pragmatique rappelle que l'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant.

Aucune mesure administrative ne peut aliéner ce droit. Dans le cadre d'un placement judiciaire, il en va de même tant que l'exercice de cette autorité ne va pas à l'encontre des contraintes de la mesure.

La distance nécessaire dans la relation d'aide

L'accompagnement des compétences familiales et le soutien à l'enfant supposent des interventions soutenues au sein de la cellule familiale, dans son lieu de vie.

La relation qui s'établit lorsqu'un professionnel va aider un usager nécessite une attention particulière. Elle peut évoluer vers une dépendance chronique à cette aide.

¹⁴ Agence Nationale de l'Evaluation et de la qualité des établissements et Services sociaux et Médico-sociaux



Il existe une dépendance normale, du fait de la vie en société, qui fait que tout être humain a un rapport de dépendance avec son environnement économique, social, culturel, ... Concernant les familles que nous accompagnons, la relation d'aide peut générer plus de dépendance, liée aux défaillances qui ont justifié cette mesure.

Daniel CALIN, philosophe, spécialiste de psychopédagogie, démontre que la relation d'aide s'articule autour de trois composants (la démonstration qu'il en fait est transposable aux accompagnements parentaux) :

- Une défaillance qui restreint l'autonomie de la personne et limite ses capacités à répondre aux exigences ordinaires,
- Cette défaillance induit un besoin d'aide plus important que celui auxquels répondent les « besoins d'aide ordinaires »,
- Ce besoin particulier articulé aux fragilités spécifiques enclenche une personnalisation de la relation de dépendance à ces aides spécifiques.

La dépendance est conditionnée aux modes opérationnels retenus pour parvenir aux objectifs choisis. Travailler sur les conditions de dépendance durant l'accompagnement peut produire de l'autonomie et rendre le travail plus efficace.

4.4 La formation professionnelle

L'évolution des pratiques professionnelles des intervenants en M.E.C.S. oblige à réfléchir à la question de la formation. Cette obligation s'en trouve renforcée avec la mise en place d'un projet nouveau d'accompagnement de l'enfant et sa famille, tel que défini page 12 présent document. La prise en compte globale de la problématique familiale pour accompagner l'enfant et sa famille dans une visée d'autonomie oblige à l'acquisition de connaissances nouvelles, à un savoir-faire complexe. L'intervention à domicile demande de combiner la question de l'intimité à la question de l'aide....et de l'aide « contrainte » ; mais également à celle du « contrôle social », qui ne manqueront pas de bousculer nos professionnels.

Pour accompagner ces changements, nous envisageons la mise en place d'une formation en intra dont le programme pourrait être le suivant :

- Acquérir des outils théoriques et pratiques permettant une meilleure maîtrise de ce travail complexe,
- Acquérir une meilleure gestion de la dimension émotionnelle et du stress générés par ce type d'intervention,
- Mettre en perspective l'évolution du contexte législatif (lois du 5/03/2007 et du 1^{er}/03/2016) et ses effets dans les modalités de l'intervention sociale à domicile,
- Réfléchir au sens et définir la spécificité de ce type d'intervention.



- Clarifier le positionnement professionnel, méthodologique de l'intervention.
- Approfondir les notions de parentalité, de compétences parentales, de soutien à l'exercice de la fonction parentale, en lien avec les enjeux liés au placement d'un enfant.
- Construire un cadre de référence commune permettant le partage de savoir-faire en matière de soutien et d'accompagnement de la fonction parentale.

Ce programme sera complété par une session où seront reprises les données sur la prestation de la « référence éducative » : pour qui, pour quoi, les effets sur la personne accompagnée et celle qui accompagne, méthodologie de mise en œuvre et repères théoriques et pratiques pour réaliser un référentiel comme propre à notre Association.

4.5 Des pratiques à mettre en œuvre

Ces pratiques s'appuient sur une approche très individualisée de l'Enfant et de sa famille, conjuguée à un accompagnement dans l'environnement (social, culturel ...).

Tout accompagnement par ce service suppose qu'en amont de la décision (judiciaire ou administrative) une évaluation des difficultés personnelles et familiales du mineur concerné, des compétences parentales et des facteurs de danger soit réalisée par les services habilités : référents A.S.E., service A.E.M.O., service de polyvalence, autre établissement, ...

La décision d'admission dans le service de placement à domicile ne peut se prendre en urgence. La préparation implique les parents. L'orientation d'un enfant repose sur l'engagement des parents à prendre part à l'accompagnement éducatif de l'enfant.

Les modalités d'intervention ont été expérimentées, évaluées par le Service Educatif de Jour de l'A.E.P. de La Landelle et mise en œuvre plus récemment par le Dispositif d'Accompagnement à Domicile de la M.E.C.S. Francis BARRAU dans la Haute-Garonne. Le développement de ce service, le crédit dont il bénéficie auprès des instances de contrôle est un « label » de réussite.

4.5.1 Procédure d'admission

Elle a pour but de vérifier l'engagement de la famille à ce type d'intervention.

Le travail préalable à l'admission :



Toute proposition de placement doit faire l'objet d'une préparation, traduisant une évaluation approfondie de la situation familiale sur laquelle se fonde la décision prise par l'autorité judiciaire et le service d'Aide Sociale à l'Enfance.

Cette évaluation sera réalisée à partir d'une fiche d'observation spécifique :

- Etat civil
- Situation de l'enfant et de sa famille
- Facteurs de risque de danger
- Problématiques principales
- Positionnements parentaux
- Facteurs de réussite
- Ressources mobilisables de l'environnement familial

Le prescripteur expose sa demande à l'équipe de la M.E.C.S. représentée par un cadre de direction, les travailleurs sociaux, la psychologue, qui analysent la demande.

Cette première réunion de travail donnera lieu à un compte-rendu.

Dans le cadre d'une mesure judiciaire, cette instance pourra, si nécessaire, précéder la décision.

S'il s'agit d'une admission suite à un placement, après évaluation de cette orientation par les services de l'A.S.E., la commission d'admission associera le référent d'internat.

Cette décision d'admission est ensuite l'objet d'un courrier envoyé aux parents et au service prescripteur.

4.5.2 L'admission

Elle se déroule au cours d'un entretien en présence du référent A.S.E., du cadre de service, du référent éducatif et de la psychologue. L'enfant et ses parents sont accueillis au service. Le climat doit inspirer confiance, clarté, partenariat.

Les motifs et le cadre de l'intervention seront impérativement explicités.

Les conditions d'exercice de la mesure sont exposées aux parents et à l'enfant :

- L'intervention au(x) domicile(s) où vit l'enfant est une modalité requise,



- Il est possible de faire participer l'enfant aux activités éducatives de l'établissement ainsi qu'à des séjours de vacances organisés par la structure (la fréquence et la durée des accueils seront déterminés dans la cadre du projet individuel d'accompagnement).

Alors que le livret d'accueil et le règlement de fonctionnement sont remis au cours de cette rencontre, le contrat de séjour ou le D.I.P.C.¹⁵ seront complétés et transmis dans les 15 jours suivant l'admission.

4.5.3 Le déroulement de la mesure

Le dispositif d'accompagnement à domicile s'inscrit dans une globalité de prise en charge incluant la relation parent-enfant autour de quatre dimensions : la dimension psychologique relationnelle et sociale, la dimension familiale, la scolarité, la santé.

L'intervention se caractérise par un accompagnement qui articule les trois axes de la parentalité :

- **L'exercice de la parentalité** : restauration des droits et devoirs attachés à la fonction parentale (les supports peuvent être la lecture et un travail sur le contenu de l'ordonnance du Juge, l'élaboration du document de contractualisation, un travail sur la place de chacun, ...),
- **La pratique de la parentalité** : c'est à partir des actes du quotidien (éducation, santé, scolarité), des tâches qui correspondent aux fonctions parentales que l'éducateur accompagne les parents dans les réponses à apporter aux enfants,
- **L'expérience de la parentalité passe par le désir d'enfant et la transition vers la parentalité**. Le travail à conduire se fera autour de leurs ressentis « être parent c'est quoi pour vous ? Qu'est ce qui est facile et qu'est ce qui l'est moins ? ».

Les étapes :

→ La période de 6 semaines d'observation

L'éducateur se met en relation avec les parents, l'enfant, les partenaires scolaires, de loisirs, de soins, ... Les parents peuvent être associés à ces rencontres et franchir pour certains le barrage de la peur, de la honte ou susciter pour d'autres l'intérêt à porter. Les rencontres se déroulent alternativement au domicile ou dans le service. L'enfant sera reçu seul et avec ses parents.

¹⁵ Document Individuel de Prise en Charge



Cette période permet d'une part de constater la volonté des parents à participer à ce mode d'intervention et par ailleurs de construire le processus d'adhésion.

- *La période d'observation est ponctuée d'une réunion de travail associant les professionnels du service pour établir un bilan de la situation.*
- *Une rencontre avec l'enfant, les parents, le référent de la situation, le cadre du service et le psychologue est organisée pour :*
 - Partager le diagnostic de la situation
 - Etablir le projet d'accompagnement individuel qui fixe les axes de travail, précise les objectifs à atteindre et les modalités d'intervention.

Le partenariat formalisé dans ce protocole d'intervention garantit à la famille une lisibilité, une compréhension des règles et places de chacun.

Selon les besoins repérés, le jeune peut bénéficier d'un accompagnement scolaire, de loisirs ou psychologique dans l'établissement. Toutefois, nous privilégierons l'insertion dans l'environnement de la famille.

Ce bilan donne lieu à un compte-rendu, qui vient amender le D.I.P.C. ou le contrat de séjour. Il est transmis au référent A.S.E.

L'action éducative est réajustée en réunion hebdomadaire, en fonction des observations apportées.

- *En cas d'incident nécessitant une séparation entre le jeune et sa famille, un accueil ou un retour temporaire sur l'internat est organisé après information du responsable A.S.E..*
Durant cette période, une réflexion tripartite est engagée pour créer les meilleures conditions du retour en famille.
- *Le bilan a lieu au terme défini lors de la mise en place de ce dispositif.*
Le bilan, partagé avec les parents et le jeune donne lieu à un rapport transmis au responsable A.S.E..

4.5.4 Des pratiques qui associent les familles et valorisent leurs capacités

Associer les familles et les différents partenaires qui gravitent autour de la situation pour être dans une posture de partenariat et de co-éducation, nécessite la mise en œuvre de certains outils valorisant le « faire avec », soutenant la place de chacun par des entretiens éducatifs, développant la connaissance d'expérience diverses, et une forme de lien social par un travail avec un collectif de parents.



Le « faire avec »

La fonction de l'éducateur dans ce dispositif est d'un exercice singulier. Au sein du système familial, l'éducateur joue un rôle de tiers entre les parents et le jeune. Il évaluera les besoins de chacun, favorisera la communication au sein de la famille. Il devra créer un travail d'alliance avec les parents pour permettre un travail de proximité, de construction commune.

C'est un mode d'accompagnement qui relève de la co-éducation.

Il s'agit de partager une activité avec un (ou les deux parents) et l'enfant dans une triangulation de la relation (parents - enfant - éducateur). Ce mode d'intervention favorise la confiance entre la famille et l'équipe et peut prendre plusieurs formes (activité ludique, rencontre de partenaires, ...). Il peut s'agir dans le cadre du bilan de santé de l'enfant d'accompagner les parents et l'enfant chez le médecin, à des bilans réguliers avec la psychologue. L'objectif du « faire avec » est de dépasser certaines peurs, incompréhensions et de, peu à peu, permettre aux parents de se réapproprier cette démarche.

Si ces temps favorisent l'émergence des ressources et des capacités de chacun, ils permettent aux parents de s'approprier des façons d'être, de porter un autre regard sur leur enfant. L'éducateur pour sa part peut observer le fonctionnement familial.

Les activités proposées doivent pouvoir être reproduites en famille.

Ces temps, expérimentés sur le Service Educatif de Jour de Castres, ont permis à des parents d'être plus créatifs et ainsi d'initier une nouvelle dynamique familiale. En effet autoriser leur enfant à être autrement a permis d'axer plus l'accompagnement sur les aspects positifs en se décalant de la plainte et du symptôme.

L'éducateur tire profit de ces expériences qui, loin de mettre en péril sa posture et son rôle éducatif, redynamisent ses interventions professionnelles, le rendent plus créatif, enrichissent le travail d'équipe.

Soutenir la place de chacun par des entretiens éducatifs et familiaux.

Les entretiens personnalisés occupent une place importante lors de l'admission et des bilans qui ponctuent le déroulement de la mesure. Ces derniers ont lieu en présence d'un cadre de service ; Les entretiens éducatifs sont menés par les éducateurs. Ils sont la base du travail de partenariat avec la famille. Ils permettent la mise en place, l'évolution et l'adaptation du projet éducatif.



Les entretiens familiaux, menés par des professionnels formés, font partie intégrante de la prise en charge et sont des étapes essentielles. Ce mode d'intervention est issu des principes de la thérapie familiale qui considère les troubles psychologiques et comportementaux d'un membre de la famille comme un symptôme du dysfonctionnement familial.

Ces thérapies systémiques cherchent moins à connaître la cause du symptôme, qu'à le modifier en élargissant et approfondissant le champ d'action à la famille, pour faire émerger avec eux de nouveaux modes de fonctionnement, pour mieux percevoir cet enfant symptôme et s'en décentrer.

Ces entretiens, sans visée thérapeutique, restent dans le champ éducatif.

Développer une forme de lien social par un travail collectif

En fonction des opportunités et compétences des parents et des professionnels, la participation à un atelier collectif peut être proposée ; le parent peut alors devenir personne ressource.

Ces groupes permettront aux parents de se côtoyer, de renforcer des liens, mais aussi de s'ouvrir sur d'autres représentations de l'expérience d'« être parent ».

Ces rencontres, pratiquées par le S.E.J.¹⁶ de Castres (Tarn), sont organisées trimestriellement, sur la base du volontariat. Elaborées avec les parents, en fonction d'expériences vécues, de thèmes d'actualité ou d'envies particulières, elles favorisent l'expression, l'expérimentation de vivre ensemble, développent de l'entraide dans la recherche de solutions.

Ce mode d'intervention par la solidarité qu'il génère donne aux parents impliqués un statut de citoyen responsable.

Il nous semble intéressant de nous appuyer sur certaines pratiques du S.E.J. pour développer les accompagnements spécifiques propres à ce nouveau dispositif.

4.5.5 La place des enfants

En matière de protection de l'enfance, la confusion est fréquente entre le droit du mineur et celui de ses parents. La loi est pourtant claire sur ce point : « *l'intérêt de l'enfant prime sur celui de la famille* ».

¹⁶ Service Educatif de Jour



Le C.A.S.F., place l'enfant au-dessus de ses parents. « *L'intérêt de l'enfant, la prise en compte de ses besoins fondamentaux, physiques, intellectuels, sociaux et affectifs, ainsi que le respect de ses droits doivent guider toutes décisions le concernant* ».

L'article 375 du Code Civil a été complété à la menace pesant sur la santé, la sécurité, la moralité et aux conditions d'éducation d'un mineur a été rajoutée la nécessité de veiller « à son développement physique, affectif, intellectuel et social » ; Si pour mener à bien leur mission, les services éducatifs doivent s'associer aux familles, c'est toujours dans le respect de la protection de l'enfant.

Si la finalité du service est bien de donner une place entière à la famille, l'accompagnement direct de l'enfant reste une préoccupation constante.

Des prises en charge spécifiques du jeune seront conduites pour évaluer son évolution.

L'éducateur référent de la situation le rencontrera individuellement, ce qui est énoncé dès le début du projet de service.

Une observation du jeune sera régulièrement faite au travers d'activités collectives menées par l'ensemble des professionnels du service.

Un éducateur référent accompagne la situation. Néanmoins, l'ensemble de l'équipe éducative constituant ce service doit être à même d'intervenir pour l'ensemble des situations. L'organisation du travail garantit cette continuité et ce regard croisé sur chaque jeune.

L'équipe éducative de l'internat constituera un regard supplémentaire lors des accueils qui pourront s'y dérouler.

4.5.6 L'hébergement par l'internat : une sécurité renforcée par le dispositif associatif

En cas de nécessité, les jeunes peuvent être immédiatement hébergés au sein de la M.E.C.S. La Landelle, sur son site de Palleville ; 6 lits seront disponibles.

Cette possibilité sera évoquée à l'admission, en limitant l'effet stigmatisant dont elle peut être connotée.

Alors que le placement en internat est souvent vécu comme une rupture, un échec, il devient un espace transitionnel de répit, de ressource, de réconfort à la fois pour l'enfant et pour la famille. L'accueil en internat doit être pensé comme une instance permettant de garder le lien tout en permettant d'établir des relations autres.

Ainsi que l'a prévu la loi, ce mode d'hébergement nécessite une information et un accord du prescripteur, que nous soyons sous mode administratif ou judiciaire. Ce tiers décisionnel est aussi une garantie. La MECS se prémunit du risque d'auto-prescription pour ne pas se placer dans une position de « toute puissance ».



4.5.7 Les partenariats

La préparation et la mise en place d'un placement à domicile reposent sur des liens et un travail de coordination entre les différents partenaires impliqués avant, pendant et après la mesure.

- ***Le partenariat entre la structure et les services de l'Aide Sociale à l'Enfance se matérialise par la participation du référent établissement A.S.E. à :***
 - La préparation de l'admission
 - La réunion au terme de la période d'observation
 - La réunion de bilan de fin de mesure
 - Et à tout moment en cas de nécessité

De plus, le service participera aux réunions techniques planifiées par l'A.S.E..

- ***Le partenariat déjà existant avec les services ambulatoires de pédopsychiatrie sera développé.***
- ***Le Réseau d'Ecoute, d'Appui, d'Accompagnement des Parents (R.E.A.A.P.)***

Soutenir l'exercice de la fonction parentale et optimiser la mobilisation des ressources du territoire seront des axes majeurs de l'accompagnement mis en œuvre par l'ensemble des professionnels de la M.E.C.S.. Il s'agira d'aborder la singularité de chaque situation dans un système en interrelation et donc en production. La circulaire interministérielle du 9 mars 1999, créant les R.E.A.A.P., vient ainsi concrétiser cette volonté nationale d'accompagner les parents. Le service de placement à domicile et le R.E.A.A.P. travailleront en partenariat pour développer le soutien à la parentalité. L'accompagnement du R.E.A.A.P. consiste à épauler les parents en les informant, en les écoutant et en mettant à leur disposition des services et des moyens leur permettant d'assurer pleinement leur rôle de premier éducateur de leur(s) enfant(s). Le service de placement à domicile repèrera les besoins des parents et les orientera vers les professionnels du R.E.A.A.P.. Ensemble, ces deux services pourront définir des objectifs d'accompagnement des parents et des actions à mettre en œuvre. L'objectif étant de permettre aux familles de trouver les ressources nécessaires sur leur territoire de vie et progressivement ne satisfaire des outils de droit commun.

- ***Un partenariat sera si nécessaire mis en place avec les services de polyvalence de secteur, ainsi qu'avec les prestataires chargés d'accompagner les familles en difficultés financières dans le cadre de mesures d'aide au budget.***



Une des missions du service de placement à domicile est de participer à la socialisation des familles dans leur bassin de vie. Son immersion dans le tissu local est un enjeu important.

Aussi, nous établirons des liens avec les principaux acteurs sociaux et associatifs du secteur, nécessaires afin d'ouvrir un champ de l'expérimentation aux usagers du service.

4.6 Le fonctionnement du service

4.5.1 Amplitude d'ouverture et d'accueil des usagers

Le service est ouvert 365 jours par an, 24 heures sur 24.

Les temps d'intervention éducative sont ajustables sur les journées du lundi au dimanche inclus. L'adaptation des emplois du temps des éducateurs est fonction des modalités d'accompagnement à mettre en œuvre.

Si, pour chaque situation, un référent éducatif est désigné, l'ensemble de l'équipe éducative est à même d'intervenir. Cette organisation garantit des interventions régulières et une sécurisation dans le cadre de l'hébergement du mineur dans la famille. De plus, il permet de croiser les regards sur une même situation et facilitera, la cas échéant l'accueil au sein de la MECS, sur les places de repli, dans le cadre des situations de crise, ou de modulation des accueils.

Le dimanche, un éducateur assure une astreinte en lien avec l'internat et le cadre de d'astreinte. Pour ce qui est des nuits, l'astreinte est assurée par un des cadres de la M.E.C.S. La Landelle, 365 jours.

4.5.2 Les modes de communications

Avec les services de l'Aide Sociale à l'Enfance :

La coordination avec le service gardien reste prégnante tout au long de la mesure.

Le Projet pour l'Enfant, établi par le service A.S.E., cadre et garantit les objectifs de suivi, assure la continuité du parcours de l'enfant.

Le travail avec les partenaires de l'A.S.E. est essentiel quant à la réflexion sur la mise en place de ce dispositif selon les situations.

Le service A.S.E. sera associé aux réunions de présentation de projet à l'issue de la période d'observation, ainsi qu'aux réunions de bilan.



Les temps d'échange et de coordination au sein du service :

La réunion de fonctionnement

Elle réunit hebdomadairement durant 1h30 l'équipe des éducateurs pour traiter des questions d'organisation et de fonctionnement pratique (ajustement des emplois du temps aux besoins).

Un relevé de décisions reprend les principales décisions.

La réunion de projet

Cette instance est le lieu d'élaboration des projets d'intervention. Elle réunit l'ensemble des professionnels à l'issue de la période d'observation, et lors des bilans à l'échéance des mesures.

Une réunion de cette instance de travail est déclenchée dès lors qu'une révision majeure est impérative (aggravation).

Cette réunion donne lieu à un projet qui servira d'appui à la rencontre avec les parents, le jeune et le service A.S.E..

La réunion d'équipe : 1h30 par semaine

Cette instance réunit les professionnels liés à l'accompagnement de l'enfant (internat, accompagnement à domicile) et permet de reprendre l'ensemble des actions menées par chaque professionnel. L'objectif, au-delà de l'échange d'informations, est de coordonner les actions individuelles, pour permettre de constituer une logique collective, et parvenir à une coopération entre les professionnels.

L'expérience du Service Educatif de Jour dans le département nous conduit à mettre l'accent sur cette instance. Développer une culture commune (savoir-faire et savoir-être) génère de nouveaux modes opérationnels d'intervention.

Réflexion collective, régulation et ajustement des positions sont garants d'une qualité de prestation.

Le groupe d'analyses des pratiques

La mise en place de ce dispositif modifie les postures professionnelles.

Dès le démarrage de l'activité, un temps de 2H par mois sera consacré à l'analyse des situations professionnelles.

Un clinicien extérieur accompagnera cette instance.



4.7 Calendrier d'ouverture

Si la mise en place du projet, tel que présenté, ne nécessitera pas de travaux d'aménagements lourds d'une nouvelle structure collective d'accueil, elle sera tout de même prise dans un mouvement global de réorganisation de l'activité de la M.E.C.S. La Landelle.

A partir de la réception de la notification des services du Conseil Départemental du choix de notre projet, nous serons en capacité de programmer la réorganisation des services d'accueil de l'ensemble de nos sites de Palleville (et éventuellement Castres pour les M.N.A.¹⁷).

Il n'y aura pas de questions matérielles en lien avec l'aménagement de locaux. Ce service utilisera les locaux existants aujourd'hui au sein de l'Association. La contrainte majeure de mise en œuvre résidera dans la capacité à « fermer » des places d'accueil à temps complet, aujourd'hui occupées par des jeunes.

Afin de fermer un groupe d'accueil (passage de 4 à 3 groupes à Palleville), il serait nécessaire que les 2 projets présentés (avec celui concernant les mineurs non accompagnés) soient acceptés par la collectivité. Ce qui permettrait de réorganiser les équipes de travail. Mais il serait, en premier lieu, nécessaire que les jeunes qui occupent ces places, soit, puissent bénéficier du dispositif d'aide et maintien à domicile, soit, puissent être accueillis sur Castres (villa Simone Brun), pour les plus âgés, dans l'hypothèse où des mineurs non accompagnés partent en colocation, soit puissent être accueillis dans d'autres lieux d'accueil du dispositif départemental.

En fonction de l'accord donné, ou non, à la mise en place du second projet, la réorganisation de l'affectation de nos personnels et les délais de mise en œuvre de la réorganisation globale de la M.E.C.S. La Landelle, seront également conditionnés par la date de réception de la notification d'acceptation des projets par la collectivité.

En effet, si l'information nous parvient à la fin du mois d'avril, nous pouvons envisager le début de mise en œuvre pour le début de l'été 2017. Dans la mesure où nous n'aurons pas de recrutements externes à organiser pour ce projet, autre éventuellement que pour le poste de psychologue et de secrétariat-gestion dans la version 1, avec 21 places d'aide et de maintien à domicile. Les quelques investissements prévus (informatiques et véhicules) pourraient se réaliser rapidement et n'empêcheraient pas le démarrage de l'activité.

Une information plus tardive, ou le choix de la collectivité de ne pas retenir les 2 projets présentés, nécessiteraient une organisation différente et ne permettrait pas un démarrage en juillet, mais au mieux en octobre 2017.

¹⁷ Mineurs Non Accompagnés



V. LES MOYENS

5.1 Humains

Il est difficile aujourd'hui d'aborder la question des Ressources Humaines sans la situer dans un contexte environnemental, environnement en évolution rapide, complexe, et marqué par :

- De nouvelles exigences réglementaires, remettant parfois en cause le mode des réponses traditionnellement apportées,
- Une société en « mal-être » social, nécessitant la mise en œuvre de dispositifs de prise en charge appropriés,
- Des personnels qui pour certains sont en situation de malaise et d'inquiétude sur leur avenir, en quête d'emploi stable ou « usés », ...

Autant d'éléments qui marquent un environnement à forte évolution et qui exercent des pressions constantes sur les organisations, en obligation d'adaptation permanente. Ces évolutions imposent la prise en compte de la gestion des personnes comme **ressource première** de l'institution.

Gestion des personnels

Au regard de la complexité issue du seul Code du Travail et de la Convention Collective du 15 mars 1966, tout comme des Instances Représentatives du Personnel, il est évident que la gestion du personnel prend une part importante. Ainsi :

- L'appui technique auprès des chefs de service pour la gestion des temps (absences, congés, plannings, remplacements...),
- L'attention permanente aux recrutements et à la qualification du personnel (annonces, tenue du courrier, organiser les entretiens...),
- Le suivi technique des plans de formations.

Le recours à du conseil extérieur prend assurément de plus en plus de place (syndicat employeur, expert-comptable, cabinet d'avocats,).



Développement du dispositif

L'atteinte du point optimum de fonctionnement dans un délai relativement court, pose des problèmes :

- De nombre,
- De diversité des compétences,
- De qualité.

Pour pallier ces écueils, il est impératif de développer un dispositif global par :

- **Le recrutement** de personnels compétents et/ou qualifiés,
- **La formation** en cours d'emploi de personnel dont la qualification serait à renforcer,
- En liaison avec le premier point, **la validation des acquis** qui permet d'accéder, en tout ou partie, à une qualification supérieure, mais qui pour le moins doit permettre d'alléger les cycles de formation qualifiante,

50

Cette stratégie du recrutement et de la qualification doit s'opérationnaliser par un partenariat constant avec le Conseil Départemental, la Région, les autres partenaires associatifs, et notre O.P.C.A.¹⁸ de branche U.N.I.F.A.F¹⁹...

Choix d'organisation

L'élaboration et le fonctionnement du projet de la M.E.C.S. La Landelle participe du développement des compétences et des complémentarités dans le domaine de l'accompagnement d'enfants et de familles en difficulté.

Nous avons choisi de favoriser la participation, de chaque membre de l'équipe, à la prise en charge des enfants et adolescents tant dans le cadre de l'internat que dans celui de l'accompagnement à domicile.

¹⁸ Organisme Paritaire Collecteur Agréé

¹⁹ Fonds d'assurance formation de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif



Par cette organisation, nous souhaitons faciliter la communication au sein de l'équipe et ainsi contribuer à un meilleur accompagnement des situations (au-delà de l'accompagnement à domicile). Ainsi, les éducateurs pourront être référents de situations d'enfants accueillis au sein de l'internat et de l'accompagnement à domicile, sur le site de Palleville.

Il est possible d'éclairer (ou réfléchir) ce choix au regard du triple point de vue structurel, stratégique et social décrit par Jocelyne ABRAHAM²⁰ pour les questions de mobilité interne. La mobilité interne est ici matérialisée par la mise en place d'une certaine polyvalence des intervenants.

Pour les enjeux structurels, nous ne pouvons pas dire que le marché interne du travail s'en trouve considérablement renforcé, dans la mesure où le nombre de salariés reste minime. L'idée centrale reste de constituer une équipe de professionnels plus large, qui développera des savoirs spécifiques, les co-construira, et dans une perspective de la théorie des ressources, permettra à l'institution d'investir dans du « capital humain ». Un certain nombre d'actions de formation et de réflexions autour de l'analyse des pratiques professionnelles sont ainsi d'ores-et-déjà programmées. La polyvalence des intervenants d'une situation à une autre, la volonté de créer un seul service va dans le sens d'une recherche de l'accroissement de la performance organisationnelle afin d'assurer la continuité de la prise en charge des enfants et de leurs familles.

Les enjeux stratégiques de la mobilité sont réfléchis en lien avec une gestion des compétences en accord avec la stratégie du service. Outre la flexibilité recherchée, la co-construction des savoirs tente de vouloir les rendre rares et inimitables au sens de la théorie des ressources. Le partage des informations et la coordination mise en place, tentent également de répondre à la possible survenue de phénomènes d'usure (burnout). L'organisation essaie de fournir les ressources nécessaires aux salariés, pour affronter les nouvelles contraintes du travail.

Enfin, du point de vue des enjeux sociaux, s'il n'est pas possible d'imaginer de gains financiers, compte tenu des contraintes de la convention collective, cette forme de mobilité permet tout de même aux salariés de valoriser des expériences originales d'accompagnement et de prises en charge d'enfants, dans le cadre de la protection de l'enfance. On peut également en imaginer des gains en terme de développement personnel, ce qui peut représenter pour chacun d'eux des gains « d'employabilité », qu'ils pourront faire valoir sur le marché du travail éventuellement.

Le tome 2 « ANNEXES » présente, à partir du tableau des effectifs, les emplois en détaillant les missions confiées aux différentes catégories de personnels.

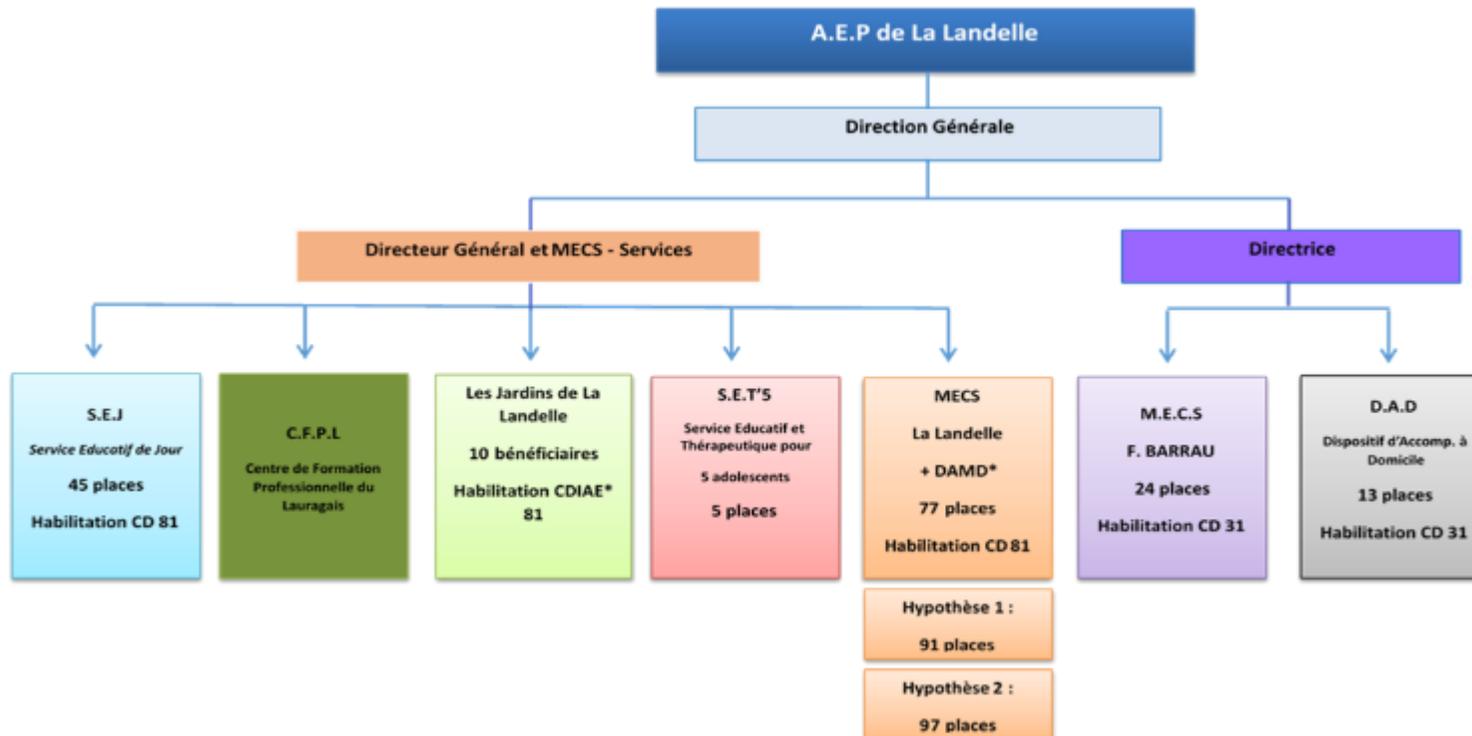
²⁰ In La gestion des carrières, enjeux et perspectives- éd. AGRH & Vuibert, Paris, 2004. Marché interne du travail : enjeux et limites de la mobilité, pages 35-54.

Fonctionnement du service : amplitude d'ouverture, modes de communication

Le dispositif d'accompagnement et de maintien à domicile étant adossé à la M.E.C.S. La Landelle sera ouvert en continu. Les locaux des sites de Palleville et Castres (salles de réunion, espaces aménagés pour recevoir les familles seront mis à disposition du dispositif d'accompagnement à domicile.

Le personnel :

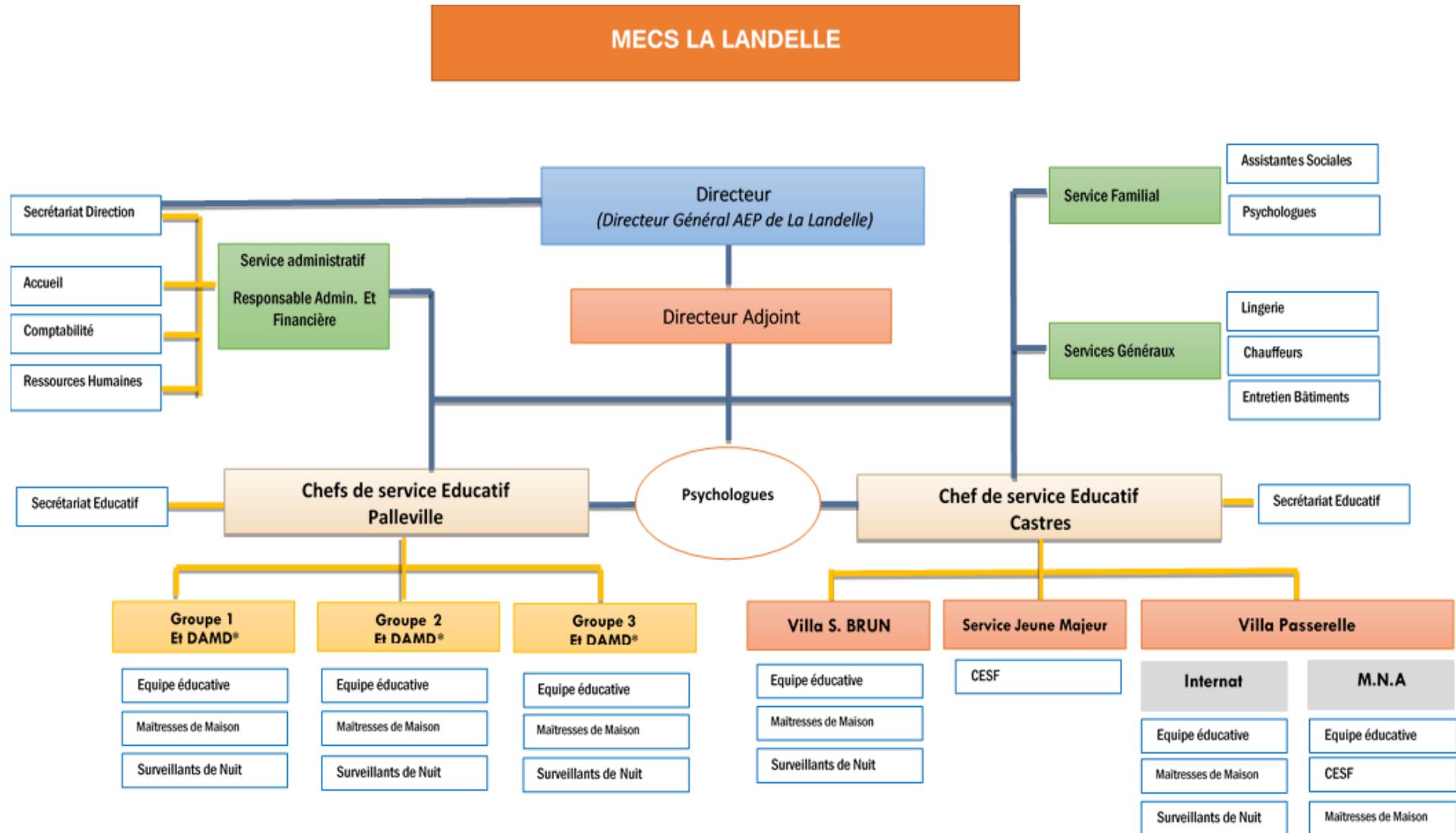
Les deux organigrammes, présentés ci-après, permettent de visualiser la M.E.C.S. La Landelle dans l'ensemble d'établissements et services portés par l'A.E.P. de La Landelle.



*Dispositif d'Accompagnement et de Maintien à Domicile



L'organigramme qui suit, détaille l'organisation de la M.E.C.S. La Landelle.



*Dispositif d'Aide et de Maintien à Domicile

Sous la conduite des chefs de service du site de Palleville, les personnels suivants interviendront spécifiquement auprès du dispositif d'aide et de maintien à domicile :

- **1 ETP d'Educateur spécialisé (qui sera occupé par 2 personnes au sein de chaque groupe de vie), dans la version 1 (21 places A.M.D.), les postes d'éducateurs affectés à ce dispositif le seront par redéploiement, dans la version 2, nous sollicitons la création d'1 ETP éducateur spécialisé,**
- **0,5 ETP de psychologue en complément de l'E.T.P. présent au sein de la M.E.C.S. (création de poste),**
- **0,7 ETP de secrétariat-gestion (création de poste), afin de faire face, d'une part, à l'augmentation de courriers, rapports et notes en lien avec l'accompagnement à domicile, mais également pour décharger les chefs de service du traitement administratif de la gestion des temps. Ce qui leur permettra de se consacrer pleinement à la conduite des projets des jeunes (M.E.C.S. et accompagnement à domicile) et l'encadrement technique des équipes.**

Synthèse des BESOINS	semaine 1	semaine 2	semaine 3	semaine 4	semaine 5	semaine 6	semaine 7	Total temps de travail du cycle	Moyenne temps de travail hebdomadaire	Moyenne temps de travail disponible "accompagnements extérieurs"
Educ 1	32:30	28:00	22:00	44:30	26:00	30:30	30:00	213:30	30:30	04:30
Educ 2	29:00	28:30	37:00	24:00	31:00	34:30	33:00	217:00	31:00	04:00
Educ 3	31:00	37:00	25:00	21:30	38:00	31:00	26:00	209:30	29:55	05:04
Educ 4	27:30	24:30	31:00	37:00	21:30	40:00	21:00	202:30	28:55	06:04
Educ 5	30:30	44:30	24:30	26:00	28:00	32:30	35:00	221:00	31:34	03:25
Educ 6 internat + AMD	06:00	12:00	35:30	11:30	12:00	12:00	30:00	119:00	17:00	
Educ 7 internat + AMD	30:00	12:00	11:30	12:00	30:00	06:00	11:30	113:00	16:08	33:08
	186:30	186:30	186:30	176:30	186:30	186:30	186:30	1295:30		

S'il est difficile aujourd'hui de présenter un planning type des éducateurs qui interviendront dans le cadre du dispositif d'aide et de maintien à domicile, le tableau ci-dessus présente la synthèse de la construction d'un cycle de travail type pour une équipe d'un groupe d'internat (10 enfants accueillis) et des 2 personnels dédiés au dispositif d'aide et au maintien à domicile (7 situations par groupe dans l'hypothèse 1). Ces 2 personnels interviendront également sur l'internat, comme mentionné dans ce document, y compris les week-ends et jours fériés. Leurs plannings de travail permettent de libérer chaque semaine, en moyenne 33 heures de travail, qui seront consacrées exclusivement à l'accompagnement des situations du dispositif d'aide et maintien à domicile, en plus des temps de réunion, sur chaque groupe. Nous avons également prévu un temps de réunion hebdomadaire pour l'ensemble des intervenants de ce nouveau dispositif, afin d'en affiner les modalités



d'intervention et de participer à la construction d'une pratique commune pour l'ensemble des situations confiées à notre service, au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Les modes de communication :

Les accès informatiques (ouverts à chaque salarié de l'A.E.P. de La Landelle, boîte mail et accès réseau), et le support du réseau interne, facilitent aujourd'hui la circulation sécurisée de l'information.

La mise en place d'un logiciel de constitution et de suivi du dossier de l'utilisateur (en septembre 2017 pour l'ensemble de nos établissements et services) renforce cette coordination sous la responsabilité du chef de service.

L'accès de tout professionnel aux données favorise un accompagnement interdisciplinaire cohérent.

5.2 Matériels et financiers

Le manque de ressources propres de l'Association impose une prévision financière qui inclut bien toutes les charges d'exploitation courante, de personnel et de structure. Le tome 2 ANNEXES présente les projections budgétaires et les commentaires nécessaires à la compréhension des tableaux normalisés et de nos tableaux de synthèse.

La souplesse et l'adaptabilité recherchées pour la mise en place du projet se caractérisent également par des choix matériels et financiers. L'A.E.P. de La Landelle souhaite ainsi, d'une part, limiter au maximum les investissements « lourds » de structure, et d'autre part, faire en sorte que les personnels recrutés le soient le plus possible sur des fonctions d'accompagnements des enfants et leurs familles.

A travers une palette de prestations spécifiques et complémentaires, nous voulons respecter les trajectoires individuelles des enfants ainsi que celles de leurs familles. Pour cela, nous avons choisi dans la présentation budgétaire, d'identifier le prix de revient de chacun des services, mais de le traduire ensuite par un prix de journée unique.

Le mobilier : les locaux appelés à recevoir les activités des services devront bien évidemment être aménagés pour permettre l'accueil chaleureux et « confortable » des jeunes et de leur famille et des conditions de travail suffisamment bonnes pour les salariés.

La formation : à ce stade de la réflexion, nous nous permettons un commentaire lié à notre souci permanent pour la qualification des personnels. Comme nous l'avons dit, nous apporterons une attention particulière à cette question pour l'ensemble des personnels dans le cadre du développement de ce projet.



VI. L'ÉVALUATION

Nous abordons cette question en commençant par la définition de notre approche de la qualité et des spécificités qui s'y rattachent.

Pour cela, nous citons ci-après le « *guide d'évaluation de la qualité et des bonnes pratiques* » du C.R.E.A.H.I.²¹ Poitou-Charentes dans son édition d'avril 2003.

La qualité étant entendue comme une amélioration continue des prestations, elle peut se schématiser comme suit :

La qualité (sociale et médico – sociale) = *La satisfaction de la personne accueillie + le développement (ou le maintien) de ses compétences*

56

Nous mettons l'accent sur la visibilité et la lisibilité des « services » et des « prestations de services » rendus.

Par-là, nous entendons :

- Effet(s) produit(s) chez la personne accueillie,
- Action(s) effectuée(s) par les professionnels.

Ces deux termes donnent à chaque partenaire son autonomie pour évaluer tour à tour la qualité attendue, la qualité voulue (projet personnalisé), la qualité mise en œuvre (démarche pédagogique et éducative) et la qualité réalisée (les effets voulus et non voulus).

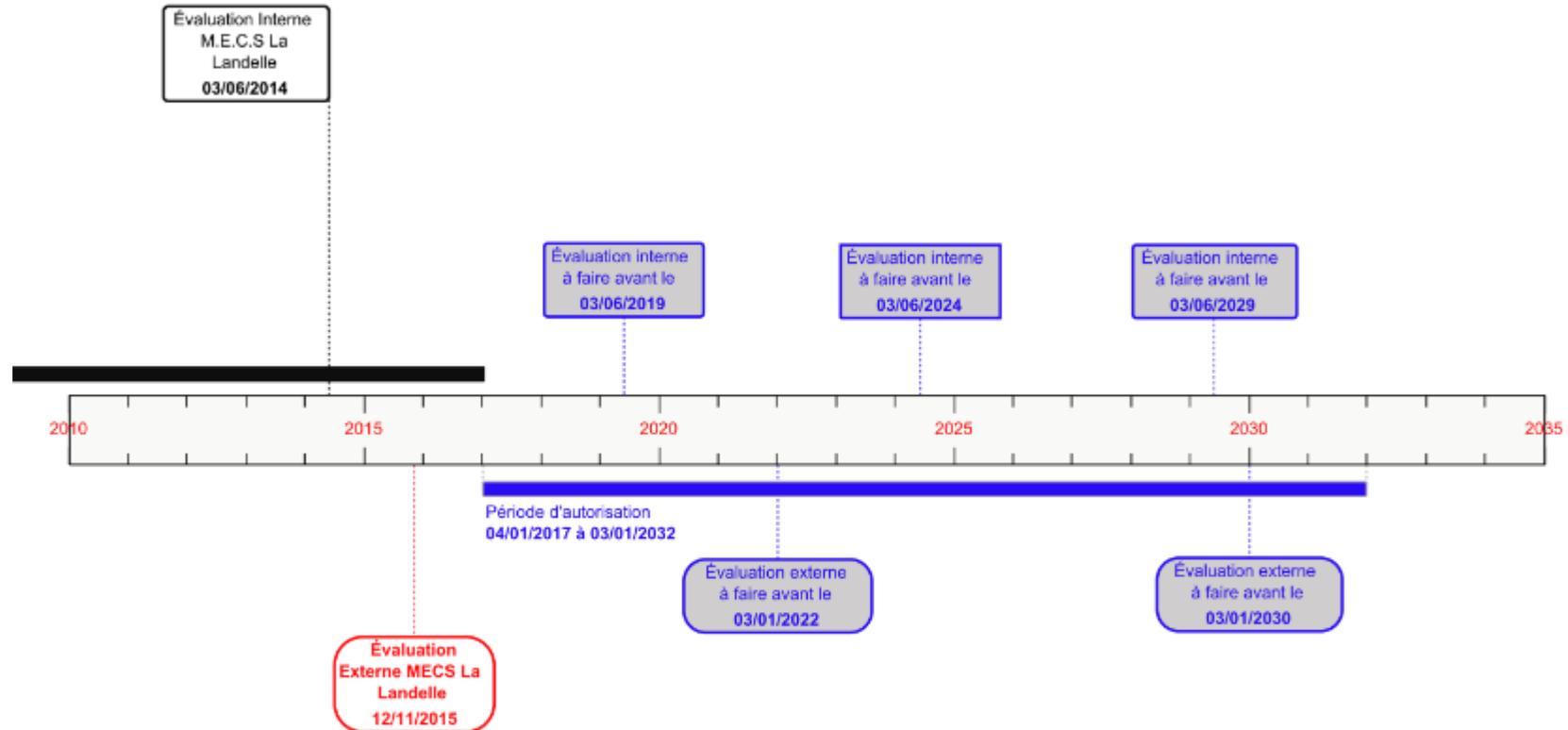
La démarche qualité dans les établissements sociaux ne peut aboutir qu'à la condition que tous les salariés, quel que soit leur champ d'action, y soient pleinement associés. Si chaque discipline est tentée d'imposer son point de vue, il est pourtant nécessaire d'abandonner les « langages d'experts » et de trouver des codes communs à l'ensemble des personnels.

Afin d'affiner cette approche, nous mettrons en place des grilles d'évaluations adaptées aux activités de chaque service. Ces grilles seront réalisées dans le cadre de la réécriture des projets pédagogiques de chacun d'eux.

²¹ Centre Régional d'Étude et d'Action pour le Handicap et l'Insertion Poitou-Charentes, 23 Bd du Grand Cerf 86000 POITIERS



Calendrier Évaluations internes et externes MECS La Landelle





Le calendrier ci-dessus met en évidence les étapes à venir des évaluations internes et externes de la M.E.C.S. La Landelle, durant la durée de validité de l'autorisation, renouvelée pour la période du 4 janvier 2017 au 3 janvier 2032.

La démarche d'évaluation interne a pour finalité d'apporter, de façon rigoureuse et argumentée, une appréciation sur les activités et la qualité des prestations délivrées au public accueilli sur les différents groupes et services de l'A.E.P. de La Landelle, au regard à la réglementation, des procédures, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles, mais aussi des valeurs de l'A.E.P. de La Landelle et du projet d'établissement.

En 2013-2014, tous les professionnels furent impliqués dans cette démarche, pour une phase d'auto-évaluation. Cette démarche, partagée avec les instances représentatives du personnel, a été pilotée par un cadre de l'équipe de direction, celui-ci assurant la supervision et l'animation d'un comité de pilotage transversal. La démarche a été accompagnée par la société EASIF, dans l'aide à la construction d'un référentiel adapté à nos activités et tenant compte des recommandations de l'A.N.E.S.M. en la matière.

Plusieurs groupes de travail pluri professionnels ont été mis en place, chaque groupe travailla sur des références du référentiel.

Pour optimiser la mise en œuvre de l'auto-évaluation, il a été demandé aux professionnels de :

- Prendre connaissance du référentiel et du guide méthodologique figurant dans les documents mis à disposition de l'ensemble des salariés,
- Tracer les données recueillies en vue de la formalisation de la gestion documentaire en utilisant **les fiches de synthèse** prévues à cet effet et présentées lors de la session de formation des groupes de travail.

Dès le second semestre 2018, nous envisageons de reprendre ce travail, en commençant par l'évaluation de la mise en œuvre des axes d'efforts issus de l'évaluation interne de 2014 et de l'évaluation externe de 2015.



DOSSIER DE REPONSE D'APPEL A CANDIDATURES CONCERNANT LA CREATION D'UN DISPOSITIF D'AIDE ET DE MAINTIEN A DOMICILE

M.E.C.S. La Landelle

N° FINESS 810 00 35 58

Association Gestionnaire
AEP de La Landelle
81700 PALLEVILLE

Olivier de LA SOUJEOLE
Président

Direction
AEP de La Landelle
81700 PALLEVILLE

Pascal BLANCHON
Directeur Général

 05.63.82.10.00

 05.63.82.10.01

contact@lalandelle.org



SOMMAIRE

- I. LE PUBLIC DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE : DE LA DIVERSITE 63**
 - 1.1 CONTEXTE SOCIOLOGIQUE 63
 - 1.2 UN NOUVEAU PUBLIC : LES MINEURS ISOLEES ETRANGERS 64
 - 1.3 LES M.I.E / M.N.A : UN PUBLIC DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE 65
 - 1.4 L'ACCOMPAGNEMENT DES M.N.A : UNE PROTECTION A MINIMA (OU L'ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS SINGULIERS) 66

- II. L'AEP DE LA LANDELLE : UNE ASSOCIATION GESTIONNAIRE INSCRITE DANS CES EVOLUTIONS 67**
 - 2.1 L'AEP DE LA LANDELLE : UNE HISTOIRE, DES VALEURS, DES PRINCIPES 67
 - 2.2.1 Notre histoire 67
 - 2.2.2 Organigramme associatif aujourd'hui 70
 - 2.2 LA PRISE EN COMPTE DES HISTOIRES SINGULIERES ET DE LA DIMENSION FAMILIALE DE L'ACCOMPAGNEMENT 71

- III. LA MECS LA LANDELLE : UN ETABLISSEMENT AVEC UN POTENTIEL D'ACTION AU CŒUR D'UN TERRITOIRE..... 74**
 - 3.1 LA MECS LA LANDELLE : UNE ORGANISATION AU SERVICE DES BESOINS D'UN TERRITOIRE 74
 - 3.2 DES PRATIQUES EDUCATIVES QUI SE DIVERSIFIENT EN REPONSE A DES PROBLEMATIQUES MULTIPLES : L'EMERGENCE DE NOUVELLES COMPETENCES 76
 - 3.3 UN ETABLISSEMENT QUI PREND APPUI SUR DES PRINCIPES ET DES COMPETENCES POUR FORMULER UNE REPONSE A CET APPEL A PROJET SUR UN TERRITOIRE 77



3.3.1	Des principes	77
3.3.2	Des compétences	78
3.3.3	Sur un territoire	78

IV. LE PROJET D’ACCUEIL.....79

4.1	LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE : PROPOSER UN PARCOURS SINGULIER QUI PERMETTE DE REJOINDRE LE DROIT COMMUN LE PLUS VITE POSSIBLE	79
4.2	LE PUBLIC VISE : SES BESOINS	80
4.2.1	..... LES MINEURS NON ACCOMPAGNES, UN PUBLIC SINGULIER DANS UN CONTEXTE PLURIEL.....	80
4.2.2	..... CARACTERISTIQUES DES MINEURS NON ACCOMPAGNES, ANALYSE DE LEURS BESOINS ET DES SPECIFICITES DE L’ACCOMPAGNEMENT	82
4.2.2.1	..... <i>Un besoin d’accompagnement de proximité pour construire un parcours migratoire</i>	82
4.2.2.2	..... <i>Un soutien psychologique parfois nécessaire</i>	84
4.2.2.3	..... <i>Un bilan de santé justifié</i>	85
4.2.2.4	..... <i>Un besoin d’insertion qui relève d’un défi social et politique</i>	85
4.2.2.5	..... <i>L’enjeu de la scolarité et de la professionnalisation</i>	87
4.2.2.6	..... <i>Le projet de régularisation</i>	89
4.3	L’OFFRE DE SERVICE	91
4.3.1	Un accompagnement basé sur des principes	91
4.3.2	Les étapes de l’accompagnement et son suivi	93
4.3.3	Une offre de service à plusieurs dimensions.....	94
4.3.4	Déroulement et suivi du projet	108
4.4	L’IMPLANTATION.....	109



4.5	DES PRATIQUES A METTRE EN ŒUVRE	109
4.5.1	L'accueil	109
4.5.2	Le déroulement de la mesure.....	110
4.5.3	L'expression de l'utilisateur	111
4.5.4	Le partenariat	112
V.	LES MOYENS	114
5.1	HUMAINS	114
5.2	MATERIELS ET FINANCIERS	122
VI.	L'EVALUATION	123



I. LE PUBLIC DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE : DE LA DIVERSITE

2.2 1.1 Contexte sociologique

Depuis plus de deux siècles de façon continue, des hommes, des femmes et des enfants ont quitté leur pays pour venir en France, pour des motifs diversifiés qui vont de la recherche de meilleures conditions de vie en passant par la fuite d'un régime politique, à la crainte pour leur vie dans des pays en proie aux violences.

C'est ainsi que par vagues successives ont immigré en France des Italiens, des Portugais, des Espagnols, des Polonais, ...

A partir des années 60, ce sont des familles du Maghreb, d'Afrique, issues majoritairement d'anciennes colonies françaises qui arrivent. Ils sont pour certains directement recrutés dans leur pays d'origine par les employeurs français.

Au milieu des années 70, ce sont des personnes fuyant les dictatures politiques en place qui demandent l'asile politique.

Dans les années 2000, l'origine des migrations se diversifie.

Ces différents flux migratoires sont venus contribuer à l'essor démographique de notre pays puisqu'actuellement un cinquième de la population française a un ancêtre d'origine étrangère.

Les Mineurs Isolés Etrangers, aujourd'hui Mineurs Non Accompagnés, arrivent dans un pays marqué par toute l'histoire de l'immigration et notamment celle des enfants.

Le positionnement de la société française, de tous temps, fluctue entre intégration, rejet, assimilation...

Pour preuve, en 2006, deux lois sont promulguées : l'une sur l'immigration choisie, texte restrictif, la seconde sur l'égalité des chances, loi progressiste de lutte contre le racisme et les discriminations.

Aujourd'hui, l'immigration est un phénomène bénéficiant d'une large visibilité, notamment au travers de sa forte présence dans les discours politiques, dans les revendications de la société civile ainsi que dans les médias.



2.3 1.2 Un nouveau public : Les Mineurs Isolés Etrangers

La part des mineurs représente une faible proportion sur l'ensemble de la population migrante. En 2014, on estimait qu'un peu plus de 6000 M.I.E.²² étaient pris en charge sur l'ensemble du territoire, alors que la délivrance d'un titre de séjour à des étrangers majeurs avoisinait le chiffre de 200.000 et les demandes d'asile de 60.000 pour la même année. Majoritairement âgés de 15 à 18 ans et de sexe masculin, ils viennent le plus souvent de pays en guerre, de pays à la politique intérieure tendue ou de pays pauvres. Ces facteurs de départ sont souvent cumulatifs.

Si le nombre est faible, les M.I.E. représentent néanmoins une catégorie de migrants visibles, non seulement à travers les médias, mais également dans les discours et les revendications de la société civile.

Dans sa résolution du 26 Juin 1990, l'Union Européenne définit les Mineurs Isolés Etrangers comme « *les ressortissants de pays tiers, âgés de moins de 18 ans, qui entrent sur les territoires des états membres, sans être accompagnés d'un adulte qui soit responsable d'eux, et tant qu'ils ne sont pas effectivement pris en charge par une telle personne* ».

En droit français, si la dénomination de M.I.E. semble prévaloir, en revanche il n'existe pas de définition explicite de ce terme. Sans leur conférer un statut, on identifie juridiquement les différents régimes dont ils relèvent :

- « Mineurs » : renvoie à une incapacité juridique, à la nécessité d'un représentant légal, à une protection au titre de l'enfance,
- « Isolés » : renvoie à l'idée de danger, à la nécessité d'une protection,
- « Étrangers » : renvoie au droit des étrangers (lois sur l'immigration, droit au séjour, droit d'asile, ...).

Situés à la confluence du « droit de l'enfance » et de la « maîtrise des flux migratoires » l'accompagnement des Mineurs Isolés Etrangers se trouve dans une situation très paradoxale.

²² Mineurs Isolés Etrangers



2.4 1.3 Les M.I.E / M.N.A : un public de la Protection de l'Enfance

Si des associations de solidarité œuvrant dans le domaine de la Protection des Réfugiés ou de l'Enfance ont été les premiers à détecter la présence toujours plus forte des M.I.E. sur le territoire français et à les prendre en charge de façon informelle, c'est tout d'abord la Commission Nationale consultative des droits de l'Homme qui, en 1995, émet un premier avis et fait valoir certaines recommandations.

En 1997, la Coordination des Réfugiés regroupant plusieurs associations élabore un premier état des lieux.

En 1999, un premier centre d'accueil et d'orientation des M.I.E. est confié à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Depuis 2004, l'Observatoire National de l'Enfance en Danger intègre ces préoccupations dans son champs d'actions.

Depuis 2010, le Défenseur des Enfants, par ses bilans annuels, alerte le Président de la République et le Parlement sur la situation des M.I.E. et les conditions de leur prise en charge sur le territoire français.

La Loi du 5 Mars 2007, réformant la Protection de l'Enfance, si elle concerne l'enfance dans sa globalité, intéresse particulièrement les M.I.E., puisque, dès son article premier, elle pose que la Protection de l'Enfance « *a également pour but de prévenir les difficultés que peuvent rencontrer les mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et d'assurer leur prise en charge* », ce qui renforce la responsabilité des départements face aux M.I.E.. Au sujet des décisions à prendre les concernant, le même article pose que « *l'intérêt de l'enfant, la prise en compte de ses besoins fondamentaux, physiques, intellectuels, sociaux et affectifs ainsi que le respect de ses droits doivent guider toute décision le concernant* ».

Si les M.I.E. font l'objet d'une attention particulière de la part des autorités nationales, les autorités locales, les associations, le milieu judiciaire ne manquent pas de les interpeler autour d'un sujet qui cristallise de nombreux conflits et notamment les coûts de prise en charge. Les Départements considèrent que « *l'état doit participer au coût financier que représente ces mineurs venus d'ailleurs* » (rapport de Dominique Versini, sept 2013). Certains Départements suspendront l'accueil de ce public dans le dispositif de Protection de l'Enfance, poussant le gouvernement à agir. Le Ministre de la Justice rédige la circulaire du 31 Mai 2013, relative aux modalités de prise en charge des jeunes isolés étrangers. Ce texte prévoit une clé de répartition des M.I.E. sur les départements, les répartissant ainsi sur l'ensemble du territoire. Le 31 Janvier 2015, le Conseil d'Etat annule partiellement cette circulaire, la loi ne reconnaissant pas la clé de répartition ; le décret du 24 Juin 2016 rétablit les conditions d'accueil et d'orientation sur les départements.

En renommant ce public « Mineurs Non Accompagnés », le Ministère de la Justice « rappelle que ces mineurs relèvent de la Protection de l'Enfance » et donc des compétences des Conseils Départementaux.



Si l'action en direction de ce public cristallise des tensions politiques, il en va de même dans le milieu associatif travaillant autour de ces nouvelles problématiques. Le traitement de la question migratoire et de la Protection de l'Enfance y fait débat. Ces jeunes bénéficient des dispositifs de droit commun en faveur de l'enfance en danger. Le droit commun a cependant ses limites. L'Étranger est Autre, porteur de risque, sa présence inquiète et dérange. La présence des Mineurs, jugée massive et problématique, n'échappe pas à ces représentations.

2.5 1.4 L'accompagnement des M.N.A : une protection à minima (ou l'accompagnement de parcours singuliers)

Accompagnés pendant leur minorité par les services sociaux français, nombre de jeunes risquent de devenir des sans papier à l'âge adulte. Ces jeunes « ex mineurs isolés étrangers » seraient pour certains en situation irrégulière, malgré la protection dont ils bénéficient, et alimentent la population des « ni régularisables, ni expulsables ». Dans une perspective toujours plus « sécuritaire », la législation concernant l'immigration rendrait finalement caduque les possibilités de protection offerte par le droit commun.

Si on décompose les termes qui identifient ce public, c'est bien la dimension « étranger » qui poserait problème dans le traitement social de ces mineurs en France :

- Ces jeunes sont des « mineurs », incapables juridiquement au regard de leur minorité,
- Leur situation « d'isolement » est le critère de danger qui manifeste un besoin de protection,
- Au-delà de leur « minorité » et de leur « isolement », caractéristiques qui devraient leur offrir une protection indéniable sur le territoire national, ces jeunes « étrangers » relèvent du droit des étrangers et des lois de l'immigration en France. Ils en sont protégés jusqu'à leur majorité. Toutefois, la loi du 26 Novembre 2003 relative à la maîtrise de l'Immigration dite Loi « Sarkozy » subordonne à une présence d'au moins 3 ans à l'A.S.E²³. la possibilité pour le mineur de solliciter la nationalité française...

La question des papiers :

- Interroge les associations dans leurs engagements et leurs positionnements politiques,
- Interroge le sens d'une insertion déterminée en raison des incertitudes qui entourent le passage à la majorité,

²³ Aide Sociale à l'Enfance



- Interroge le cadre éthique de l'accompagnement.

II. L'AEP DE LA LANDELLE : UNE ASSOCIATION GESTIONNAIRE INSCRITE DANS CES EVOLUTIONS

2.2.2.1 L'AEP de La Landelle : Une histoire, des valeurs, des principes

2.2.1 Notre histoire

L'Association d'Education Populaire de La Landelle est inscrite depuis plus de 50 ans dans la Protection de l'Enfance sur le département du Tarn, et plus récemment sur le territoire de la Haute-Garonne.

La Maison d'enfants de la Landelle est née de la pensée généreuse que Madame de Noireterre a exprimée dans son testament datant de 1907 : « Je charge mon légataire général et universel de consacrer ma fortune de quelle nature qu'elle soit à l'œuvre qui sera créée en mon nom et qui portera le titre de

« ŒUVRE DES ENFANTS ABANDONNES HONNEUR ET PATRIE »

Je voudrais que cet établissement fût créé dans les environs de Paris et l'œuvre devra recevoir les enfants abandonnés sans distinction de sexe ni de religion...

Les enfants seront élevés dans la religion où ils seront nés avec des idées libérales et resteront à l'Etablissement jusqu'à un apprentissage qui leur permettra de gagner leur vie »

En 1907, après le décès de Monsieur de Noireterre, son épouse, Laure DUPRAT de TERSON, n'ayant pas d'héritiers directs, fait donation de ses biens ainsi que du château et de la propriété de La Landelle au profit de l'enfance malheureuse.

De 1957 à 1978, l'œuvre fut gérée par les Sœurs de la Divine Providence de Ribeauvillé (Alsace).

Sœur Marie Simone BRUN a obtenu la première habilitation Justice provisoire en 1963, pour l'accueil de 85 garçons de 5 à 17 ans, en vertu des articles 375 à 382 du Code civil ; habilitation rendue définitive en 1969 pour l'accueil de jeunes de 5 à 21 ans.



Depuis 1971, sous l'impulsion des sœurs, puis de l'A.E.P. de La Landelle, l'établissement s'est adapté à de nouveaux besoins :

- C'est ainsi que la Maison d'Enfants à Caractère Social a succédé à l'Orphelinat,
- entre 1970 et 1973, les grands dortoirs et le réfectoire disparaissent au profit de pavillons accueillant de 12 à 14 jeunes,
- en 1974, La Landelle qui n'accueillait jusque-là que des garçons est habilitée à recevoir des filles et la mixité est introduite jusqu'à 12 ans.

La transition du « confessionnel vers le laïc » s'est réellement opérée à compter de 1978, puisque c'est à cette époque que la direction de la M.E.C.S. est confiée à un « professionnel laïc».

En 1983, l'agrément est étendu pour l'accueil de filles jusqu'à 18 ans.

En 1989 et 1992, deux villas sont ouvertes à Castres pour l'accueil des adolescents et des adolescentes.

En 1996, dans sa vocation d'aider des personnes en difficulté, la Landelle se dotait d'un centre de formation professionnelle pour jeunes et adultes.

En 2006, L'A.E.P. de La Landelle est autorisée à gérer, sur les communes de Palleville et Castres, la Maison d'Enfants à Caractère Social « La Landelle » dont la capacité totale s'établira comme suit :

- Un internat de 70 places pour recevoir des mineurs âgés de 4 à 18 ans
- Un service de 7 places pour Jeunes Majeurs de 18 à 21 ans
- Un service éducatif de jour (S.E.J.) de 10 places dans le cadre d'un dispositif de prévention pour des jeunes de 6 à 18 ans (sur Castres + Puylaurens).
- Un service animation d'une capacité de 30 places.

En septembre 2009 est ouverte la M.E.C.S. Francis BARRAU à Revel sur le territoire de la Haute-Garonne qui accueille aujourd'hui 24 enfants âgés de 12 à 18 ans.

En 2009 également, l'A.E.P. de La Landelle choisit de s'engager à l'accompagnement des adultes en grandes difficultés sociales sur le site de Palleville. Un chantier d'insertion, « Jardins en chantier » basé sur l'activité du maraîchage, l'entretien des espaces verts et maintenant la cuisine, permet ainsi à 12 bénéficiaires du R.S.A²⁴, habitant le territoire, de préparer un retour vers l'emploi encadré par des professionnels encadrants techniques et une chargée d'insertion professionnelle.

²⁴ Revenu de Solidarité Active



Depuis 2013, l'établissement a été l'objet d'une réorganisation qui a vu l'arrêt du service Animation, qui assurait jusque-là l'accueil des enfants de la M.E.C.S. les week-ends et les vacances (mais également d'enfants d'autres M.E.C.S. du Tarn).

Depuis cette période et afin d'assurer une continuité dans l'accompagnement des enfants, une seule équipe éducative par unité assure la prise en charge des enfants accueillis à La Landelle.

Le Service Educatif de Jour quant à lui, s'est doté en 2011 d'une extension à 42 places avec une installation à Lescout (avec projet de relocalisation sur Puylaurens), puis d'une nouvelle extension de 3 places en 2014 avec la mise en place d'une antenne à Brassac.

En mars 2014, l'A.E.P. de La Landelle a répondu à un appel à projet du Département de la Haute-Garonne et a été autorisée à créer un Dispositif d'Aide à Domicile (placement), en lien avec la M.E.C.S. Francis BARRAU, pour 10 places (de 13 à 18 ans) sur le site de Caraman, qui vient de bénéficier d'une extension à 13 places fin 2016.

En 2015, à la suite d'un nouvel appel à projet, l'Association en partenariat avec les Hôpitaux de Lavaur et du Bon Sauveur d'Alby, a créé un Service Educatif et Thérapeutique de 5 places (de 13 à 18 ans), installé à Réalmont.

Ce contexte dynamique explique le souhait de notre Association de répondre à cet appel d'offres, qui s'inscrit dans des savoir-faire et des compétences acquis et évalués.

L'origine confessionnelle de notre Association combinée au mouvement laïc, engagé à compter des années 1980, marquent les valeurs de notre association, sur un mode de gouvernance bienveillante et participative, à dimension humaine.

Les valeurs centrées sur l'usager sont empreintes du respect de la dignité et de l'intégrité de chacun ; chaque personne accueillie est un être unique.

La déclinaison des valeurs se concrétise dans le respect du culte de chacun, de sa culture, de sa différence en garantissant que le projet de vie collective ne vienne pas altérer cette singularité.

Les valeurs du travail des professionnels s'appuient sur le respect de la personne accueillie, de son histoire et de la place de sa famille. Le souci constant de la garantie des droits propres à chacun balise l'action des professionnels dans un cadre pluridisciplinaire et encadré.

Le projet personnalisé proposé à chaque enfant et à sa famille fédère l'ensemble des professionnels.

Les valeurs d'un management participatif et bienveillant contribuent à garantir à chaque professionnel une place et une vraie responsabilité définies et reconnues.



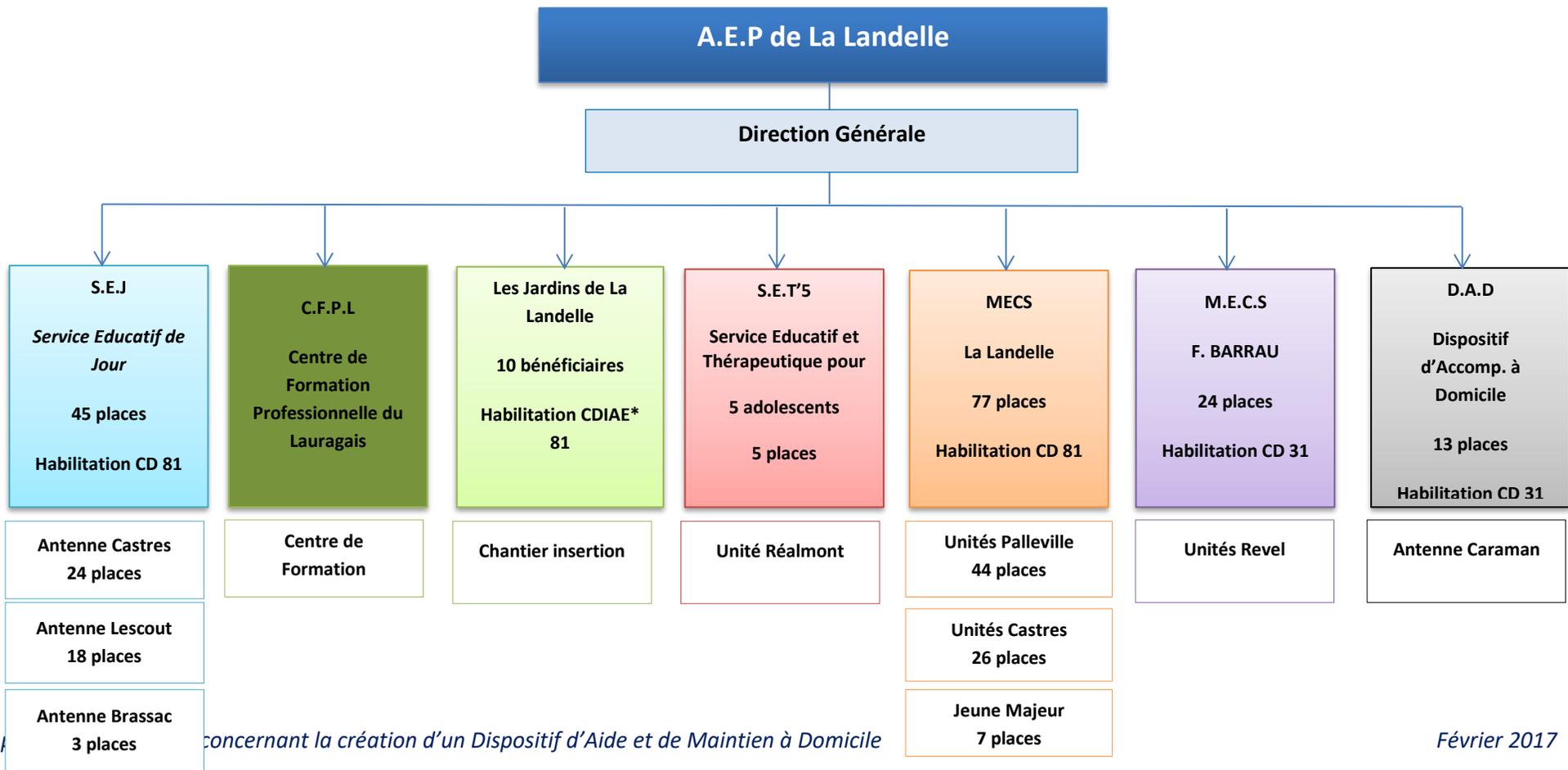
Le cadre de travail est structuré, sécurisant et se définit dans un dialogue avec l'ensemble des acteurs institutionnels.

La qualité de ce cadre a un effet direct sur la qualité de la prise en charge proposée à chaque jeune accueilli.

La charte de la personne accueillie et le livret d'accueil, remis et expliqués à chaque famille à l'admission de son enfant, sont les premiers outils des principes énoncés par notre Association.

Le dispositif d'accueil des Mineurs Non accompagnés que notre Association souhaite mettre en œuvre sera bien entendu marqué de ces valeurs affichées dans notre trajectoire.

2.2.2 Organigramme associatif aujourd'hui





2.3 2.2 La prise en compte des histoires singulières et de la dimension familiale de l'accompagnement

La charte de l'A.E.P. de La Landelle énonce que « *tout enfant est issu d'une famille, d'une culture, d'une histoire et que cette réalité est incontournable. L'Association intègre dans son action, une action auprès des familles* ».

Ce texte a pour objectif de soutenir la mise en œuvre des pratiques de Protection de l'Enfance à l'A.E.P. de La Landelle et préciser les contours de son action auprès des enfants au regard des objectifs associatifs et des politiques publiques en œuvre.

L'enfant avant et dès sa naissance existe au monde dans sa famille sur un plan sociologique, sociétal et psychique.

Au cours des dernières décennies, les fonctionnements familiaux se sont modifiés, marqués notamment par l'évolution des rapports homme/femme, de la place de l'enfant au sein de la famille et plus largement au sein de la société.

Le développement des configurations familiales diversifiées complexifie les processus psychologiques et sociaux.

Dès lors, il semble aujourd'hui logique pour l'A.E.P. de La Landelle de concevoir la protection de l'enfant à partir de sa famille, son milieu naturel, son environnement.

Tout en individualisant le regard sur cet enfant, tout en le considérant comme un être unique et libre, l'A.E.P. choisit de l'accompagner, comme membre d'un système familial et/ou environnemental.

L'approche globale de la famille met en avant la complexité du réseau relationnel dans lequel se développe l'enfant et l'importance des relations interpersonnelles dans et par lesquelles l'enfant se construit en tant que sujet.

Les acteurs de la Protection de l'Enfance prennent en compte ces évolutions épistémologiques et se dirigent vers un nouveau paradigme qui voudrait rendre aux familles leur autonomie dans l'éducation et la protection de leurs enfants, là où pendant des décennies des liens de dépendance et des rapports de soumission symbolique ont été la normalité.

L'A.E.P. de La Landelle s'engage à développer des pratiques qui privilégient la dignité des familles en les accompagnant dans une recherche d'autonomie.

L'objectif assigné aux professionnels est d'accompagner l'enfant et la famille dans une visée d'autonomie suffisante permettant le vivre ensemble.



1 – Prendre en compte la globalité et la singularité de chaque situation

- Individualiser l'accompagnement en identifiant et en prenant en compte la dynamique du système familial, ses ressources, ses limites,
- Accompagner l'enfant à se situer dans un système relationnel,
- Prendre appui sur le roman familial et les éléments d'anamnèse pour individualiser l'accompagnement.

2 – Prendre appui sur des liens d'attachement pour offrir à l'enfant la possibilité de vivre l'expérience d'un attachement sécurisé

- Identifier les liens d'attachement dans la famille
- Mobiliser et s'appuyer sur l'ensemble des personnes ressources pour que chacun, de sa place, participe à l'évolution de l'enfant
- Prendre en compte les liens d'attachement dans la construction des parcours

Accompagner l'enfant et sa famille dans une visée d'autonomie

- Accompagner les familles pour qu'elles soient suffisamment autonomes pour répondre aux besoins de l'enfant,
- Partir de là où en sont les enfants et/ou les familles

3 – Construire une démarche de co-éducation

- La dynamique d'accompagnement des enfants s'appuie sur une démarche de co-éducation, dans laquelle nous nous proposons comme partenaire de la famille,
- Repérer autour de l'enfant l'ensemble des personnes ressources pour que chacun, de sa place, participe à l'évolution de l'enfant.

5 – Garantir pour l'enfant, sa famille et les professionnels, un dispositif institutionnel qui s'inscrit dans cette vision éthique de l'accompagnement des parcours

- Adapter le dispositif institutionnel et l'inscrire dans un réseau,
- Pour favoriser une approche pluridisciplinaire.

4 – Etre à l'écoute et reconnaître les compétences familiales

Entre « laisser tout faire et tout compenser »

La liberté du sujet ?

- Accueillir l'enfant et les parents avec leur histoire, dans l'écoute de leurs compétences,
- Accueillir, appréhender les difficultés pour permettre à l'enfant de grandir dans un environnement qui réponde suffisamment à ses besoins,
- Créer des outils d'accompagnement, adopter des postures qui laissent l'espace aux familles pour la recherche et la création de leurs solutions propres.



Les établissements et service de l'A.E.P. de La Landelle ont élaboré et mis en œuvre un protocole d'admission qui répond à plusieurs constats :

- La nécessité d'une approche pluridisciplinaire afin de mieux cerner les difficultés et les compétences de chaque personne accueillie et de leur entourage,
- La nécessité de singulariser le dispositif d'accompagnement afin de l'adapter au mieux aux situations accueillies,
- Inscrire chaque service dans des démarches de partenariat afin de proposer une ouverture sur le territoire dans des dispositifs de droit commun.

La mise en place d'un comité éthique au sein de l'Association vise à soutenir la réflexion et apporter un espace de recul et d'éclairage aux professionnels dans les pratiques du quotidien. Les Mineurs Non Accompagnés bénéficieront des mêmes modalités d'accompagnement mis en œuvre que pour l'ensemble des jeunes accueillis ou accompagnés au sein de nos établissements et services.



III. LA MECS LA LANDELLE : UN ETABLISSEMENT AVEC UN POTENTIEL D'ACTION AU CŒUR D'UN TERRITOIRE

3.1 La MECS La Landelle : une organisation au service des besoins d'un territoire

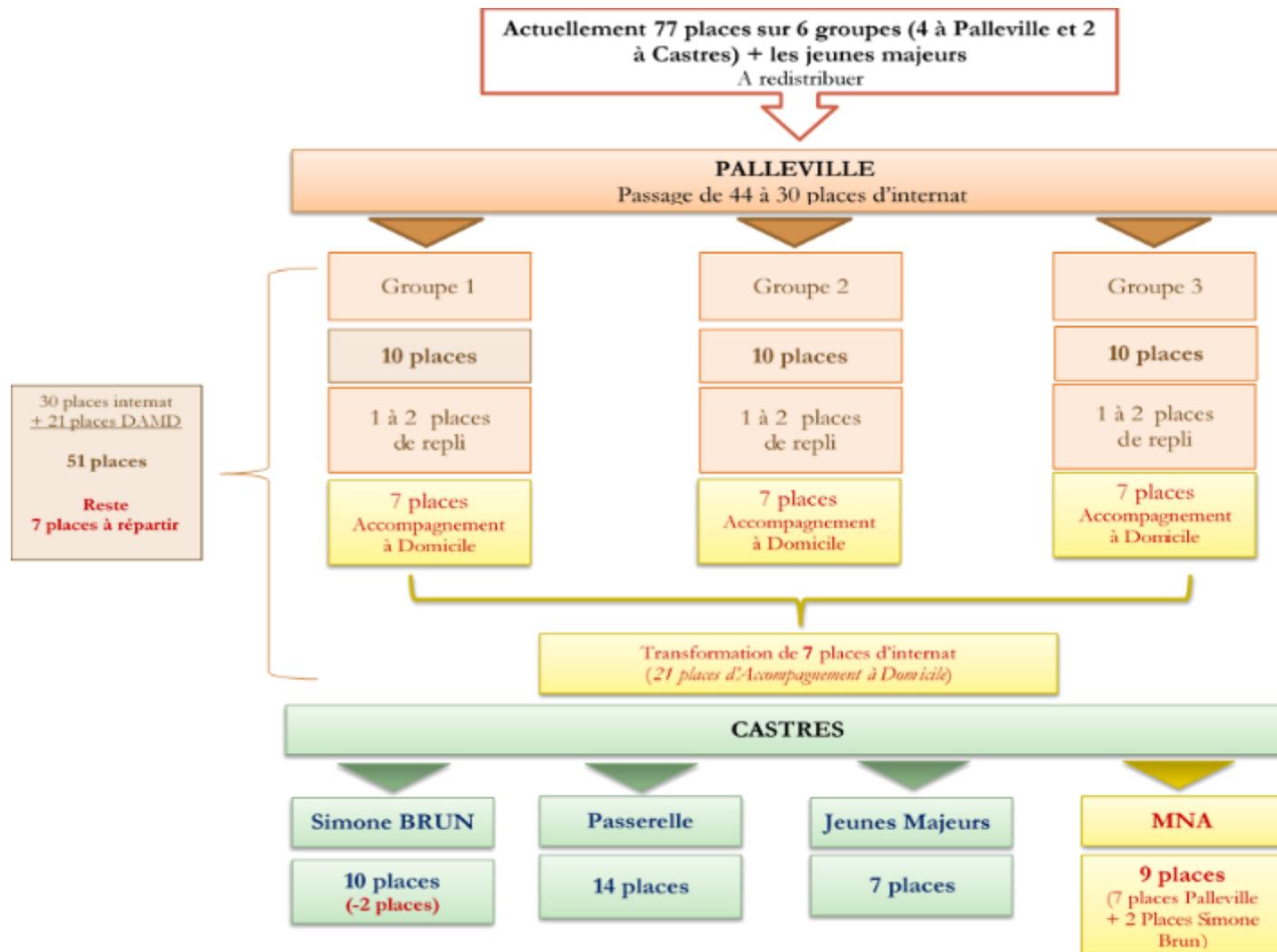
La M.E.C.S. La Landelle est implantée sur un territoire rural au sud du Département du Tarn, limitrophe du département de la Haute-Garonne (5 km de Revel). Le choix d'implantation illustre la volonté tant de l'A.E.P. de La Landelle que des instances départementales d'apporter des réponses en terme de protection de l'enfance, sur un secteur éloigné des grandes agglomérations.

De par sa situation géographique, la structure est une réponse à des problématiques nécessitant une mise à distance, mais aussi à des situations pour lesquelles les ressources du territoire peuvent être une ressource au service de leur intégration.

Les équipements (scolaires, sociaux, médicosociaux, formation professionnelle et loisirs), les pourvoyeurs d'emploi (entreprises, services, artisanat) présents sur le secteur situé entre Castres, Puylaurens et Revel en font un territoire riche en partenariats possibles, appui à toute action d'intégration.

L'A.E.P. de La Landelle, dans le cadre de cet appel à projets, propose de transformer 9 places de la M.E.C.S. La Landelle en 9 places à destination de l'accueil des Mineurs Non Accompagnés, dans un dispositif spécifique d'accompagnement éducatif qui tiendra compte de la singularité de chacun des parcours, comme des compétences de chaque jeune à accéder de façon graduée à un hébergement autonome. Ce dispositif sera adossé à la Villa PASSERELLE (service de la M.E.C.S. La Landelle installé à CASTRES). Après un passage au sein de la Villa Passerelle, les jeunes pourront rejoindre de petits collectifs (de type colocations), avant d'être accompagnés vers un logement autonome, lorsque la régularisation de leur situation personnelle et professionnelle le permettra.

Dans le cadre du projet de transformation global de la M.E.C.S. La Landelle, en lien avec l'appel à candidatures « expérimentation d'un dispositif d'aide et de maintien à domicile », voici ci-dessous le schéma de réorganisation territorial adopté par le Conseil d'Administration de l'A.E.P. de La Landelle, dans sa séance du 28 janvier 2017.





3.2 Des pratiques éducatives qui se diversifient en réponse à des problématiques multiples : l'émergence de nouvelles compétences

L'implication de l'Association auprès des publics pris en charge au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance est importante. Par la réponse à cet appel à projets, l'Association souhaite compléter la palette des réponses qu'elle peut apporter dans le cadre de l'engagement qu'elle professe dans ses statuts d'apporter son aide à tous les jeunes « *sans aucune distinction ...* ».

L'ensemble des structures de l'A.E.P. de La Landelle acte depuis 5 ans les évolutions des publics accompagnés :

- Les problématiques familiales des mineurs que nous accompagnons sont multiples et complexes. La mise en protection de l'enfant apporte une réponse partielle et clivante. Nous tendons aujourd'hui vers une réponse plus globale.
- L'évolution de l'accueil des Mineurs Isolés Etrangers : **59 mineurs ont été accompagnés par nos services depuis 2012**. Ce nouveau public a interrogé les pratiques éducatives habituellement mises en œuvre, donné lieu à l'acquisition de nouvelles compétences pour produire des modes d'accompagnement adaptés à leurs besoins.
- L'accueil des publics avec des troubles psychiatriques : ces situations nécessitent un travail de partenariat fort avec les structures de soins du territoire et la création de dispositifs relais à l'accompagnement habituellement proposé.

Prenant en compte l'évolution des publics et leurs nouveaux besoins, l'A.E.P. de La Landelle a étendu son champ d'action pour favoriser la continuité du parcours de chaque jeune.

Retenue par la commission d'appel à projets du Tarn, l'A.E.P. de La Landelle a ouvert en 2015, à Réalmont un Service Educatif et Thérapeutique. Il intervient en soutien et relais des structures accueillantes et accompagne les équipes éducatives (Lieux de vie, accueil, familial, M.E.C.S., I.T.E.P.²⁵,...) dans la compréhension et la prise en charge thérapeutique des jeunes porteurs de troubles psycho-pathologiques.

Le projet de Dispositif d'Accompagnement à Domicile porté par l'A.E.P. a également été retenu par le Conseil Départemental de la Haute-Garonne.

Aujourd'hui, la réponse à l'appel à projets pour la création d'un hébergement et d'un accompagnement éducatif spécifiques en faveur des Mineurs Non Accompagnés s'appuie sur l'expérience des établissements et services de notre Association, l'identification des besoins particuliers, l'accompagnement de la singularité de ces parcours.

²⁵ Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique



Identifier et créer une réponse spécifique permet de recentrer les équipes éducatives sur les problématiques du public traditionnel de l'A.S.E. En effet, le flux des Mineurs Non Accompagnés a pu « emboliser » les dispositifs de Protection de l'Enfance, laissant en marge des jeunes aux vécus traumatiques importants. L'accueil des M.I.E. (et maintenant des MNA) a pu pacifier certains collectifs qui aujourd'hui doivent à nouveau interroger leurs modes d'intervention pour accompagner ces publics complexes, mais au cœur de notre métier.

La diversité et la complémentarité des actions d'accompagnement de notre Association constituent une richesse qui favorise une pratique de l'approche globale et personnalisée des personnes accueillies.

3.3 Un établissement qui prend appui sur des principes et des compétences pour formuler une réponse à cet appel à projet sur un territoire

3.3.1 Des principes

Les statuts de l'Association énoncent le cadre de notre intervention « *assurer et favoriser l'accueil, l'éducation, la formation professionnelle, l'insertion sociale, la promotion des jeunes et des adultes en difficultés, en situation de danger et de rupture... en prenant en compte la globalité de la personne, son aspect individuel, social, philosophique et spirituel dans le respect de chacun.* »

L'A.E.P. de La Landelle est un espace institutionnel fidèle à l'Education Populaire, dans lequel :

- ***L'homme s'épanouit individuellement dans la mesure où il prend en compte son insertion dans un collectif,***
- ***L'ouverture à l'altérité garantit un espace à l'autre,***
- ***La dimension sociale est favorisée.***

Elle développe son action sur un territoire de « taille humaine ». La mention « *dans le respect de chacun* » réfère très naturellement à la laïcité, principe d'unité qui rassemble les hommes d'opinions, de religions ou de convictions diverses en une même société politique, distincte par conséquent d'une communauté.

Dans cette perspective, les établissements de l'A.E.P. de La Landelle se revendiquent laïques, en ce sens qu'ils accueillent toute confession, tant au sein du public que des professionnels, sans que leur appartenance confessionnelle modifie en quoi que ce soit leur travail ou les conditions d'accueil, à partir du moment où ils adhèrent au Projet Associatif et à la Charte de l'A.E.P. de La Landelle.

Les objectifs et les valeurs fondent un ensemble de principes d'action sur lesquels s'appuient les Projets d'Etablissements gérés par l'Association.



Le pilotage des Projets Individuels d'Accompagnement se décline sur le même socle de valeurs. Le dispositif d'accueil des M.N.A, dont nous souhaitons soutenir la création et accompagner le fonctionnement, s'inscrit dans ces principes et valeurs.

En répondant à une sollicitation du Département de mettre en œuvre son objectif de prise en charge et de protection :

- Il prend en compte dans un cadre spécifique, hors dispositif M.E.C.S., mais en s'appuyant sur celle-ci, les jeunes M.N.A. entre leur arrivée sur le territoire et leur orientation possible vers une intégration totale,
- Il répond à l'obligation de protection due à ces jeunes,
- Il assure l'orientation du jeune à sa majorité par l'obtention d'un titre de séjour ou la possibilité d'acquérir la nationalité française, la prise en charge de l'A.S.E. pouvant se prolonger le cas échéant par la conclusion d'un contrat Jeune Majeur ou par un retour au pays d'origine, si les garanties d'accueil et de sécurité y sont assurées.

3.3.2 *Des compétences*

Les compétences déjà acquises par l'accueil de ce public en M.E.C.S. nous permettent :

- *De conduire à l'autonomie tout en assurant un suivi éducatif,*
- *D'accompagner ces jeunes dans leurs expérimentations, tout en assurant leur protection,*
- *De travailler avec des visions différentes de la jeunesse suivant le pays d'origine de l'utilisateur,*
- *De permettre à chaque jeune de construire son projet d'insertion dans son parcours migratoire.*

3.3.3 *Sur un territoire*

L'A.E.P. de La Landelle fixe ses missions sur un territoire « à taille humaine ». L'implantation de ce nouveau dispositif s'inscrit dans ce cadre.

La commune de Castres est située dans le sud du département du Tarn. Sa population est de 41 636 habitants, elle est la seconde ville du Tarn.

La ville de Castres bénéficie d'une autonomie administrative due notamment à la présence de la Sous-Préfecture et d'un Tribunal de Grande Instance. Elle dispose d'une large palette d'établissements scolaires publics et privés d'enseignement général ou professionnel.

Castres est une ville ouverte :



- Sur la santé : un Centre Hospitalier Intercommunal, nombreux médecins spécialistes...
- Sur la culture : médiathèque, tissu associatif, théâtre, musée, cinéma, ...
- Sur le sport : « L'archipel » (piscine et patinoire), clubs sportifs, espaces verts, parcours sportifs...
- ...

Elle dispose également d'un réseau associatif diversifié et impliqué. Son bassin d'emploi orienté vers le secteur du secondaire est un atout pour la formation et l'accès à l'emploi.

Le bassin de vie de Castres possède tous les équipements et services nécessaires à l'accompagnement vers une insertion sociale et professionnelle du public accueilli.

Ses réseaux urbains et interurbains sont diversifiés : aéroport, gares routières et ferroviaires. La gratuité des transports intramuros est un atout majeur pour l'insertion. De plus le réseau routier permet une proximité avec de plus grandes agglomérations comme Toulouse, Albi, Revel, Carcassonne, etc...

En ce qui concerne le logement, la ville de Castres dispose d'un parc immobilier public et privé attractif.

IV. LE PROJET D'ACCUEIL

4.1 Le cadre de la mise en œuvre : proposer un parcours singulier qui permette de rejoindre le droit commun le plus vite possible

Le décret du 25 Janvier 2016 renforce le Dispositif de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation des Mineurs Non Accompagnés. Le Défenseur des Droits dans sa décision MDE 2012-179 recommandait déjà aux départements une attention particulière à l'accueil spécialisé de ce public.

Le C.A.S.F.²⁶ dans son article L 112-3 décrit la responsabilité des départements.

²⁶ Code de l'Action Sociale et des Familles



L'A.E.P. de La Landelle s'engage à proposer un parcours singulier qui permette de rejoindre le droit commun dans les délais donnés par le département en prenant en compte les contraintes administratives inhérentes à la demande de régularisation.

Nous proposons de sécuriser les accueils par un premier temps d'hébergement collectif sur l'un des services de la M.E.C.S. La Landelle installé à Castres : **la Villa Passerelle**. Ce service dont le projet est d'ores-et-déjà tourné vers l'accompagnement des grands adolescents vers l'insertion sociale et professionnelle en « milieu ordinaire », sera ainsi le point d'entrée dans un nouveau mode d'accompagnement. Nous encouragerons la mixité culturelle par un brassage des publics.

4.2 Le public visé : ses besoins

L'appel à projets s'inscrit dans la perspective de répondre de manière plus spécifique à l'hébergement et l'accompagnement éducatifs des Mineurs Non Accompagnés reconnaissant ainsi la nécessité de garantir la sécurité de ces jeunes tout en tenant compte de leur histoire singulière, de la complexité de leur parcours, de leur trajectoire de vie, de leur projet de vie.

Notre proposition d'accompagnement, pour avoir du sens et être cohérente avec la commande du Conseil Départemental et la spécificité du public, va dans un premier temps s'attacher à définir ce public, ce qui constitue sa spécificité, ses besoins d'accompagnement.

4.2.1 *Les Mineurs Non Accompagnés, un public singulier dans un contexte pluriel*

Depuis les années 1990, la question de l'accueil des mineurs étrangers et de leur protection interpellent les pouvoirs publics et les acteurs sociaux. L'augmentation de cette population et la difficulté à leur offrir une prise en charge satisfaisante amènent les professionnels à s'interroger sur cette population et ses besoins.

Qui sont-ils ? D'où viennent-ils, quelles sont les raisons de leur migration ?

Ce sont pour la plupart des jeunes généralement sans document d'identité, ni carte de santé. Remplis d'incertitude compte tenu de leur statut. C'est en particulier l'isolement, le danger que cela représente pour eux, et la minorité qui constituent la singularité commune à l'ensemble de ces jeunes et qui motivent les magistrats à décider d'une mesure de protection.



Plusieurs études ont été menées depuis vingt ans sur les origines de la migration de ces mineurs et se rejoignent sur une typologie commune qui distingue cinq types de motif de la migration (cf. : *l'étude d'Angéline ETIEMBLE et Omar ZANNA 2013*).

On peut ainsi distinguer :

Les exilés sont ceux qui ont fui leur pays à cause de la guerre ou de persécutions. Certains transitent par des camps de réfugiés, d'autres sont recueillis par des proches, des communautés religieuses ou des organisations humanitaires qui tentent de les mettre à l'abri en les envoyant en Europe. Ils sont demandeurs d'asile.

Les mandatés. C'est la catégorie la plus importante en effectif accueillie à l'A.E.P. de La Landelle. Ils sont envoyés en Europe par leurs familles, pour poursuivre leurs études et travailler. Ces jeunes sont porteurs d'une mission : celle d'aider leur famille restée au pays. La venue de ces jeunes en France se réalise dans un projet familial, ainsi les parents et/ou la famille qui mandatent leurs enfants ne sont pas toujours indignes, mais se trouvent souvent dans des situations économiques et sociales telles, qu'ils considèrent que l'exil est la seule chance pour leurs enfants de réussir et d'échapper à l'avenir incertain que leur réserve leur pays. Ils ont pour la plupart un projet clair et une grande volonté dans l'apprentissage. On constate auprès de ces jeunes un certain niveau d'autonomie et une grande capacité à respecter le cadre qui est posé. Ils sont, pour la plupart, arrivés en France après un parcours long et souvent dangereux.

Les exploités sont victimes de la traite : réseau de prostitution, mendicité... Ces jeunes sont contraints au travail illégal et clandestin, ils viennent en France soit par le biais d'un passeur soit par le biais de réseaux de malfieux. Nous avons accueilli peu de jeunes dans cette situation.

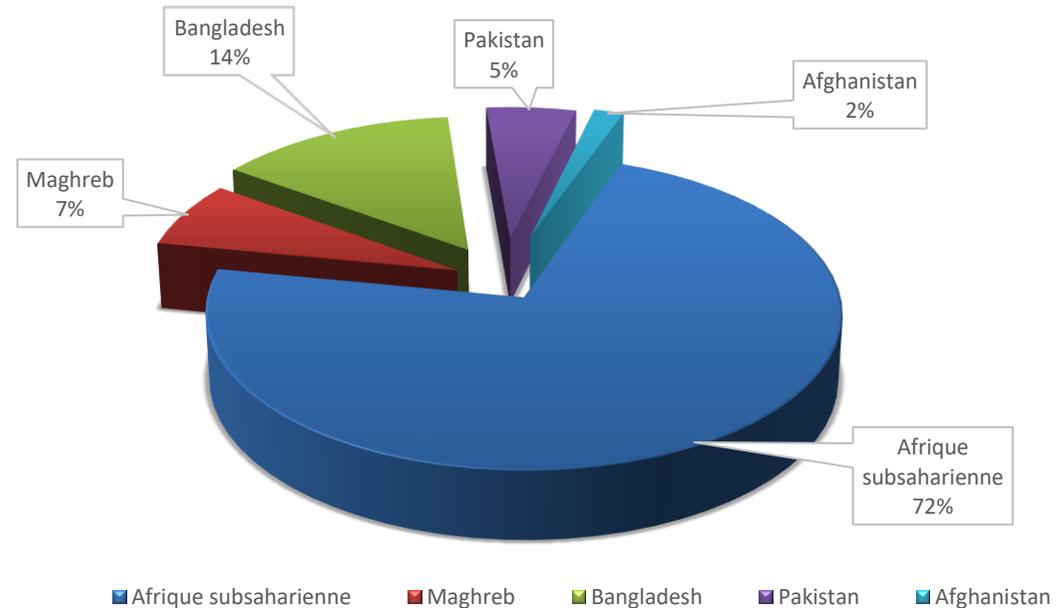
Les errants étaient déjà dans cette situation dans leur pays d'origine. Vivant dans la rue, ils décident de tenter leur chance dans un pays riche. Ces jeunes qui, abandonnés à eux-mêmes, ont pour la plupart développé une forme d'autonomie et d'auto-gérance, ont un rapport très conflictuel avec le respect du cadre.

Les fugueurs entrent dans le schéma traditionnel de fuite du domicile en raison d'un conflit familial ou de maltraitance. Nous accueillons régulièrement à l'A.E.P. de La Landelle des jeunes sans famille (parents décédés) qui ont fui leur pays après avoir été maltraités par les personnes qui en avaient la charge.

4.2.2 Caractéristiques des Mineurs Non Accompagnés, analyse de leurs besoins et des spécificités de l'accompagnement

Sur 58 jeunes accueillis au sein des structures de l'A.E.P.de La Landelle :

- 42 sont originaires de l'Afrique subsaharienne,
- 4 sont originaires du Maghreb,
- 8 sont originaires du Bangladesh,
- 3 sont originaires du Pakistan,
- 1 est originaire d'Afghanistan.



Pour 98% d'entre eux, il s'agit d'une émigration économique dans un contexte de conflit, de guerre ou, pour le moins, politiquement instable. Si ces jeunes migrants sont pour leur majorité mandatés par la famille, une partie d'entre eux a un parcours d'errance.

4.2.2.1 Un besoin d'accompagnement de proximité pour construire un parcours migratoire

Un besoin d'être reconnu dans leur parcours migratoire :



Entre rêve et réalité, pour certains, l'arrivée en France est l'aboutissement d'un projet familial. Après leur admission en M.E.C.S., certains M.N.A. ne comprennent pas pourquoi ils ne peuvent pas être scolarisés ou inscrits dans un apprentissage, alors qu'on observe chez ces mineurs une volonté d'apprendre et de s'intégrer.

De manière générale, la mission qui est confiée aux Maisons d'Enfants à Caractère Social est de prendre en compte les dimensions individuelles, familiales, sociales et les attentes des usagers.

Dans ce cadre-là, l'accompagnement que nous mettons en œuvre, se doit de vouloir comprendre les motivations, le contexte d'arrivée de ces jeunes sur le sol français.

Même avec des parcours de vie différents, ces jeunes ont tous un projet de vie qui les motive à poursuivre leur rêve.

En ce qui concerne les M.N.A. mandatés, leur projet de vie répond d'une part à « une mission familiale », et d'autre part à leurs aspirations personnelles.

Nous concevons le projet de vie du M.N.A. comme étant l'expression de la projection de son avenir mais aussi ce qui fait sens dans sa vie. Il peut être défini comme le fondement de son projet de migration, et de son devenir. Les M.N.A., dits mandatés, sont d'une façon implicite porteurs d'une mission. Leur projet de migration s'inscrit dans une dynamique de « famille élargie ».

C'est toute la famille ou communauté qui participe au financement de ce long voyage (ils peuvent avoir une « dette » à rembourser, au propre ou au figuré). Ils sont choisis soit par le fait qu'ils sont l'unique homme de la famille soit par la place qu'ils occupent au sein de cette famille.

Ainsi, le jeune ou l'adolescent en voie de départ porte en lui la responsabilité de permettre une vie meilleure à sa famille restée au pays. Très souvent la famille attend de ces derniers une participation financière visant à améliorer leurs conditions de vie. Cette responsabilité impacte fortement la vie du M.N.A. dans son pays d'exil.

L'importance de cette dette familiale symbolique ne laisse pas indifférent le M.N.A.. Elle l'oblige à se construire en fonction des attentes de la famille.

L'exigence de notre accompagnement est de reconnaître les motivations de ces jeunes, de les respecter et les prendre en compte, afin de leur permettre de construire des projets de migration de manière cohérente d'une part, au regard de leurs aspirations, mais réalistes au regard du contexte Français.

Besoin de sécurité :

Fragilisés par leur parcours ou leur histoire, les Mineurs Non Accompagnés avant de se retrouver en France, ont parfois vu leur famille périr. Certains ont été victimes d'insoutenables violences, de misère, etc... Bien que leur venue en France fasse partie d'un projet familial, il est impossible de penser qu'ils puissent



vivre ce déracinement comme un simple voyage. Cet éloignement, parfois brutal de leur terre, leur histoire, leur famille, fait de ces jeunes des sujets psychologiquement vulnérables.

Au-delà du besoin d'être protégés au sens du droit, les M.N.A., par leur fragilité morale et l'incertitude sur leur devenir en France, ont besoin de se sentir en sécurité. La complexité et la temporalité des démarches administratives nourrissent leur angoisse. Ils peuvent se sentir seuls et abandonnés.

Il est donc important d'assurer un accompagnement de proximité en leur proposant des rencontres régulières avec les adultes, une ouverture vers l'extérieure de l'institution, l'accès à des réseaux de sociabilité qui constitueront une ressource, lorsqu'ils quitteront l'institution.

Besoin de communiquer :

A l'arrivée sur le sol français, peu de M.N.A. maîtrisent la langue française. Pour favoriser la communication et travailler efficacement sur le récit de vie et le projet, l'intervention d'interprètes dès le début de l'accueil est indispensable.

4.2.2.2 Un soutien psychologique parfois nécessaire

La situation des M.N.A. en France nous renvoie à la question de l'exil. Certains auteurs le définissent comme une situation critique qui met souvent en jeu toute une série d'événements pouvant affecter le psychisme des Mineurs Non Accompagnés : déracinement, construction identitaire perturbée par les questions liées à l'appartenance, conséquences sur la pensée des régimes totalitaires subis.

(...). L'exil est vu comme une forme d'anéantissement psychique lié à la disparation de tous les liens d'appartenance sociale, culturelle qui soutiennent l'identité. La notion de perte est décrite comme inhérente à la notion d'exil et vient donner l'amorce d'un travail de deuil nécessaire pour accompagner ces jeunes.

A travers la notion de travail de deuil, la situation d'exil pose nécessairement la question de la nature de la perte, cette perte concerne tant la terre natale que l'identité. Qui sont ces jeunes et d'où viennent-ils ?

Partant de ces constats : sentiment de déracinement, angoisse d'être seul, sentiment d'exil et nécessité d'un travail de deuil, nous pensons qu'un soutien psychologique est nécessaire.

Un soutien psychologique est parfois nécessaire compte tenu de leur état psychique pour leur permettre d'exprimer leur mal être. Associé au soutien éducatif, il doit s'appuyer sur des temps de paroles où le « roman familial » propre à chaque jeune pourra s'exprimer, sans que nous puissions être certains qu'il s'agisse de la réalité de leur histoire.



4.2.2.3 *Un bilan de santé justifié*

Arrivés en France après un parcours le plus souvent très compliqué, où le risque de mort est toujours présent, ces jeunes présentent fréquemment un état psychique et physique dégradé.

Un bilan de santé complet est nécessaire avec :

- Une analyse de sang complète avec dépistage de maladie comme l'hépatite B, la drépanocytose, ...
- Un dépistage de la tuberculose ...et toute investigation jugée nécessaire par le corps médical.

L'attribution d'un n° à la CPAM doit être faite rapidement.

4.2.2.4 *Un besoin d'insertion qui relève d'un défi social et politique*

Pour les jeunes francophones ou maîtrisant moyennement le français, **l'insertion dans des dispositifs de formation de droit commun et/ou associatif est possible et nécessaire le plus tôt possible.**

L'E.N.A.F.²⁷, dispositif d'évaluation de l'Education Nationale, évalue et positionne ces jeunes sur des niveaux de formation et dans des établissements.

Ce besoin d'insertion, au-delà des coûts de prise en charge, cristallise les débats dans cette période à fort taux de chômage et définit notre rapport à l'immigration.

Une approche du rapport entre immigrant et société :

Différentes approches existent pour faire état **du rapport entre l'immigrant et la société d'accueil**. Même si les termes ont évolué avec le temps, il n'en reste pas moins qu'ils résultent d'une réflexion sociétale et en reflètent donc toute sa complexité.

²⁷ Elèves Nouvellement Arrivés en France



C'est aussi autour de cette question de l'immigration que peut se mesurer comme le souligne Manuel BOUCHER, notre degré de prise en compte de l'altérité (Manuel BOUCHER, *Les théories de l'intégration, Entre individualisme et différentialisme, Paris, L'Harmattan, 2000*).

Les définitions ci-après nous permettent de distinguer différentes approches :

- **L'assimilation**, terme couramment utilisé par la France à l'époque coloniale, il désigne le processus par lequel l'individu devient semblable aux membres de sa société d'accueil, en renonçant à sa culture d'origine. Il s'agit d'une "absorption totale" de l'individu par la société d'accueil.
- **L'acculturation**, ce terme, issu de l'anthropologie, signifie l'ensemble des phénomènes engendré par le contact entre deux cultures qui réagissent l'une à l'autre. Des modifications en résultent et entraînent des changements dans les modèles culturels initiaux. Plusieurs étapes dans ce processus dont la destruction-restructuration de l'ensemble du système culturel qui caractérise sa dynamique.
- **L'intégration**, cela désigne un phénomène à double entrée. L'individu fournit des efforts d'adaptation pour s'insérer dans une société qui, en retour, le reconnaît comme partie. Cependant, les particularités culturelles de l'individu sont elles aussi reconnues. L'utilisation de ce concept s'appuie sur la notion de respect de l'autre. En France, cette approche s'oppose aux démarches multiculturelles. Il n'en reste pas moins qu'il sous-entend une implication plus poussée de l'individu qui veut s'intégrer, que celle du groupe qui l'accueille.
- **L'insertion**, du latin *insere* qui signifie introduire, ce terme désigne l'action d'entrer dans un tout d'où l'image "un pied dedans, un pied dehors" avec l'idée d'une temporalité transitoire. A contrario de l'intégration, il se prévaut sans connotation culturelle et politique.
- **L'interculturalité**, contrairement aux approches multiculturelles qui légitiment plusieurs cultures au sein d'une même société, mais sans réels échanges entre elles, l'interculturalité insiste sur les interactions possibles. La connaissance, des uns et des autres, permet la co-construction d'un espace commun, adapté et représenté par tous. Cette démarche, souvent confondue avec le fantasme de l'exotisme, se caractérise par la rupture avec l'ethnocentrisme.

La définition des valeurs de l'A.E.P. de La Landelle, issue de sa charte, incite au rapprochement des cultures.

Tenant compte de cette contrainte, il faut accepter le fait que le service spécifique d'accompagnement des Mineurs non Accompagnés, de l'A.E.P. de la Landelle participe **aux prémices d'un processus d'insertion socioculturelle et socioprofessionnelle** qui se poursuivra bien au-delà des 18 ans. Ainsi, l'objectif principal sera d'amener le mineur dans la compréhension de la démarche d'insertion en favorisant les éléments qui lui sont nécessaires pour sa mise en œuvre. L'enjeu est de leur permettre d'être acteur de leur démarche d'insertion. Les leviers pour ce travail sont multiples.

Un besoin d'insertion socioculturelle :

Tout d'abord, nous distinguons un travail sur l'insertion socioculturelle **par la langue française et la découverte de la culture française**. La culture sera ici définie comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. Sous un angle plus anthropologique, la culture sera comprise comme l'ensemble incluant les savoirs, les croyances, les arts, la morale, les lois, les coutumes, ainsi que les autres capacités et habitudes acquises par l'Homme en tant que membre d'une société.

Partant de ce constat, il nous semble important de créer des situations d'apprentissage permettant d'une part, l'accès à la langue française (et le respect de la langue d'origine) et d'autre part, l'accès à la culture française.

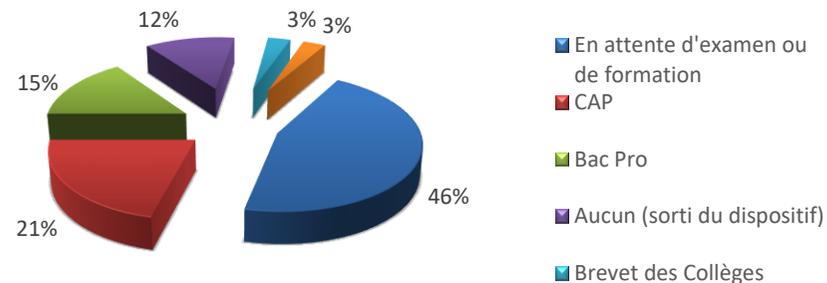
L'accès à la langue française reste une condition primordiale pour justifier d'un effort d'insertion, que ce soit au regard de la loi (acquisition du titre de séjour), au regard de la société (communication) ou encore d'un point de vue personnel (socialisation).

4.2.2.5 *L'enjeu de la scolarité et de la professionnalisation*

Nous constatons dans les accompagnements menés une forte appétence scolaire, malgré des difficultés dues le plus souvent à l'apprentissage de la langue. L'absence de titre de séjour justifie pour une majorité ce choix de cursus scolaire dans lequel leur implication est à la hauteur de leur réussite.

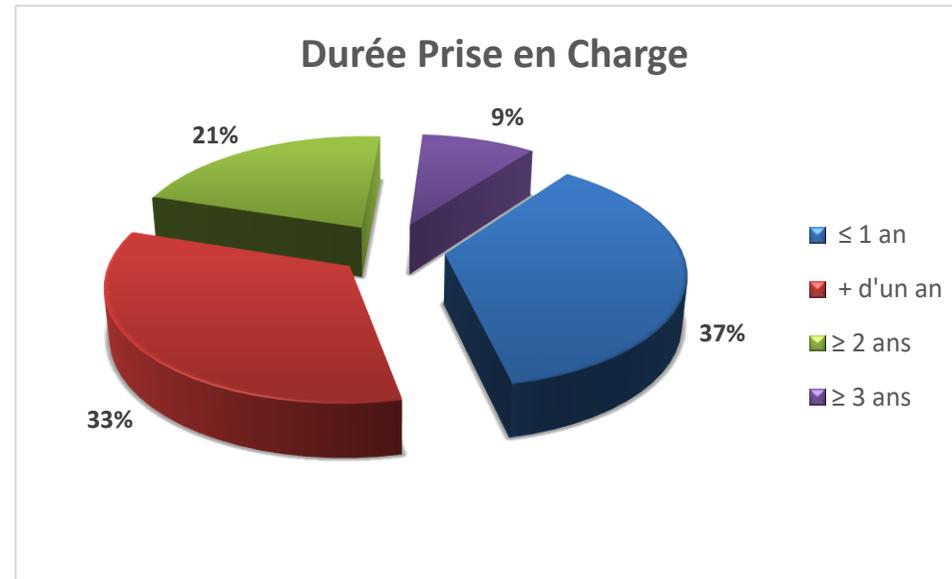
L'obtention d'un diplôme se fait en moyenne après une prise en charge de deux ans, suivant l'âge d'arrivée du jeune (avant ou après 16 ans).

Diplômes



Nous avons, à plusieurs reprises, mis l'accent sur le fait que le projet migratoire est pour ces jeunes largement conditionné par l'injonction de la famille à réussir à avoir un travail et accessoirement à pouvoir faire vivre toute ou partie de la famille restée au pays. La nécessité de gagner rapidement de l'argent peut aussi être motivée par la dette contractée au moment du départ. Plusieurs jeunes que nous accueillons ont, faute de moyens financiers, arrêté très tôt leur scolarité pour travailler avec les parents. Mais pour eux, le désir de scolarisation est fort et peut se faire au détriment du choix d'un métier.

Compte tenu de la **législation** en vigueur, les jeunes Mineurs Non Accompagnés pris en charge **après l'âge de seize ans**, ont une marge de manœuvre limitée pour ce qui est de la professionnalisation. En effet, leur régularisation sur le territoire après les 18 ans est fortement conditionnée par l'accès à un emploi et le type de formation suivie (alternance ou formation initiale/scolaire).



Pour une durée moyenne de 17,7 mois.

La loi distingue les formations professionnelles sous statut scolaire, qui ne nécessitent pas d'autorisation de travail, de celles qui s'opèrent sous un statut particulier (**apprentissage contrat de professionnalisation**, par exemple), qui nécessitent que les M.N.A. soient titulaires d'une autorisation de travail.

Pour les jeunes pris en charge après 16 ans, **l'accès à un apprentissage** impose donc une autorisation de travail. Mais celle-ci est subordonnée à un examen de la demande par la Préfecture. Examen qui peut durer plusieurs mois si un contrôle est demandé pour valider les documents d'identité. La carte de séjour qui sera délivrée portera la mention « *salariés* » ou « *travailleur temporaire* ». Même si on s'expose à de longs délais du côté des autorisations données par la Préfecture, c'est la situation la plus favorable pour les Mineurs Non Accompagnés (cf. *Circulaire interministérielle du 25 janvier 2016*).



Dans le cas où le jeune suit une formation professionnelle en formation initiale (scolaire), il n'est pas nécessaire de demander une autorisation de travail en particulier pour effectuer les stages en entreprise. La formation doit être commencée au moins six mois avant la majorité. La carte de séjour qui sera délivrée portera la mention « *étudiant* », ce qui place le jeune en position délicate à la fin de sa formation, car la formation terminée, il n'a plus de raison de rester en France.

Ainsi, même si le jeune M.N.A. a la capacité de pouvoir intégrer une formation du secondaire ou du supérieur, celle-ci doit impérativement déboucher avant les 18 ans, et/ou pendant l'année de ses 18 ans, sur une qualification (ex. : BAC PRO, CAP, BEP,...).

Dans ce contexte législatif, le choix d'une orientation professionnelle constitue un enjeu majeur de l'accompagnement. La professionnalisation doit permettre aux Mineurs Non Accompagnés d'accéder rapidement à l'autonomie matérielle, tout en restant cohérente avec les désirs des jeunes et les possibilités offertes, par les dispositifs de professionnalisation.

Il s'agit donc d'accompagner les jeunes à faire les bons choix en matière d'orientation et de formation professionnelle et de les assumer.

Pour les jeunes allophones des dispositifs de droits communs ont été mis en place pour assurer leur inclusion scolaire. Pour les jeunes de plus de 16 ans la scolarité n'est pas obligatoire, mais s'ils en font la demande ils peuvent être accueillis (*Article L.122-2 du code de l'éducation*).

Les C.A.S.N.A.V.²⁸ et les dispositifs E.N.A.F. sont chargés d'évaluer les niveaux dès l'arrivée sur le territoire français et d'orienter les jeunes sur les dispositifs existants. Le but étant de garantir un accueil en classe rapide et d'accompagner les équipes pédagogiques pour favoriser l'inclusion des M.N.A.

L'inclusion scolaire, par une immersion dans la langue française, accélère l'apprentissage de la langue. Ajouter à cela, les cours de F.L.E.²⁹ intensifs permettent aux jeunes d'accéder à un bon niveau de maîtrise au bout de 8 mois minimum.

4.2.2.6 Le projet de régularisation

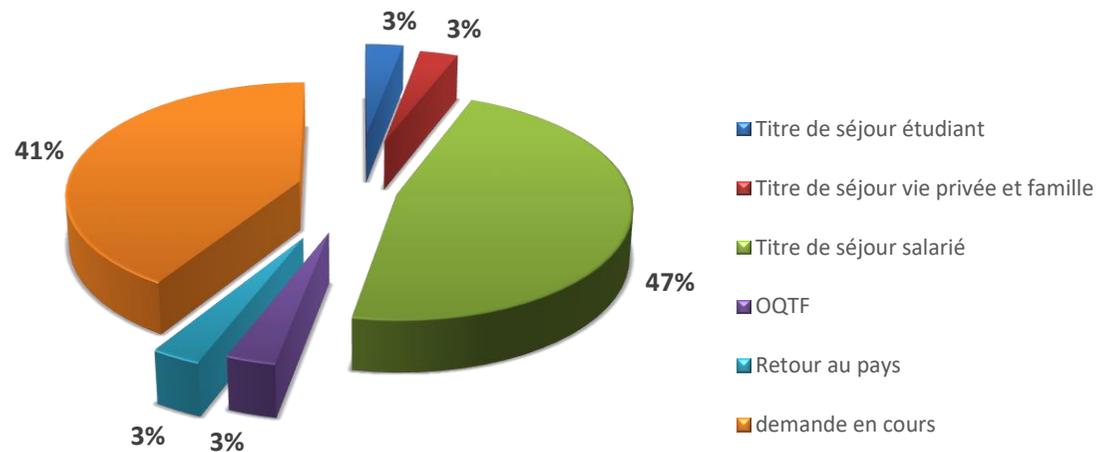
Notre expérience nous amène aux constants suivants, l'accompagnement aux démarches administratives de ce public s'inscrit dans un cadre juridique complexe et mouvant. Diverses variables entrent en jeu et viennent singulariser chaque situation rencontrée :

²⁸Centre Académique pour la Scolarisation des enfants allophones Nouvellement Arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de Voyageurs

²⁹ Français Langue Etrangère

- L'entrée sur le territoire (le premier pays d'enregistrement, le département d'accueil...),
- La détermination de l'âge et ses effets (sur l'obligation scolaire ou son absence, le stress engendré, la relation de confiance aux professionnels...),
- L'ampleur de l'écart entre la complexité réelle des démarches administratives à mettre en œuvre, leurs chances réelles d'aboutir et la représentation (sur le plan mental, psychique et affectif) que peut s'en faire le jeune accompagné,
- Les différents cadres juridiques qui s'appliquent à ces mineurs, puis jeunes majeurs, qui renvoient à des logiques très différentes et parfois paradoxales,
- Les disparités régionales : mode d'attribution de contrats jeunes majeurs, mode d'attribution des autorisations de travail par les Préfectures... (souvent incomprises par les jeunes et vécues comme de l'injustice ou de l'incompétence des travailleurs sociaux).

Situation administrative



En dehors de la demande du droit d'asile qui est attribué dans des conditions bien particulières, le titre de séjour est un long parcours qui nécessite de disposer d'un acte de naissance, d'un passeport délivré par un consulat du pays concerné. Ces deux documents sont parfois difficiles à obtenir. Muni de ces deux documents, le titre de séjour pourra être demandé avec des motifs différents selon la situation du jeune. Si la préfecture demande à vérifier l'authenticité des actes de naissance et passeport, la demande d'un titre peut prendre plusieurs mois.



En cas de refus du titre de séjour, une reconduite à la frontière est ordonnée. Dans ce cas, un appel à la décision peut être fait avec l'aide d'un avocat spécialisé, les réseaux des M.N.A. y ont quelquefois recours.

4.3 L'offre de service

4.3.1 *Un accompagnement basé sur des principes*

Aucun individu, récemment arrivé dans un environnement qui lui est étranger – et encore moins un mineur non accompagné – n'est en mesure de faire des choix éclairés et d'envisager rationnellement les diverses options possibles.

Les droits et l'intérêt supérieur des mineurs restent au cœur de toute notre entreprise qui vise à renforcer l'aptitude de chaque enfant à devenir un membre actif et responsable de la société, un citoyen du monde confiant et indépendant.

Au cœur du concept de projet de vie, il y a les Droits De l'Homme, la participation, la non-discrimination et le souci de l'intérêt supérieur de l'enfant.

C'est pourquoi une grande attention est accordée aux premiers stades de l'établissement de la relation, à l'écoute du jeune et à la satisfaction de ses besoins, qui sont les prérequis du respect de la dignité humaine de chaque enfant.

Dans notre démarche de projet de vie, le mineur est donc initié à la notion d'objectifs et aux divers moyens de les atteindre. Les objectifs abstraits sont découpés en étapes réalisables.

L'éducateur référent va guider le jeune vers des objectifs qui ont une valeur intrinsèque et pérenne, et l'associer en lui permettant d'exprimer son point de vue et ses aspirations.

Bien qu'il y ait une contrainte de temps (accompagnement en moyenne sur deux ans), le projet de vie est décrit non pas comme une entreprise qu'il faut se hâter de mener à bien mais comme un instrument visant à garantir l'exercice des droits. Il doit être réaliste et pouvoir apporter des solutions durables.

Le projet de vie tel que nous le concevons est un plan élaboré et négocié entre le mineur et les Collectivités, représentées par un/des professionnels désignés.

Un accompagnement global, personnalisé et flexible qui prend en compte toute une série de facteurs historiques et de questions structurelles, notamment :



- **Compléter** l'histoire individuelle du mineur, son récit de vie, y compris ses origines familiales, les motifs de son départ, sa trajectoire et l'itinéraire parcouru,
- **Recenser** les risques particuliers, par exemple s'il apparaît que le mineur a pu être victime de la traite d'êtres humains,
- **Veiller** à ce que le mineur ne fasse pas l'objet de discriminations et qu'il bénéficie de toute l'aide et de la protection offertes aux enfants et aux adolescents autochtones,
- **Mettre en évidence** la motivation, les aspirations et les attentes du jeune,
- **Concilier** celles-ci avec les solutions disponibles, que ce soit en France ou dans le pays d'origine,
- **Assister** le mineur dans cette démarche de prise de conscience et de réflexion, en prenant toujours en considération son intérêt supérieur,
- **Accompagner** le mineur vers des objectifs qui ont une valeur intrinsèque ou durable sur le plan social et éducatif,
- **Offrir** au mineur les moyens de développer les compétences nécessaires à la réalisation du projet de vie,
- **Proposer** l'aide dont le mineur a besoin à cette fin et les structures à même de la lui apporter,
- **Fractionner** les objectifs à moyen et long terme en étapes réalistes de court terme,
- **Offrir** une structure pour suivre les étapes, faire le bilan des progrès, et revoir ou mettre à jour le projet de vie.

Le projet relie des facteurs historiques et les questions structurelles, à la situation présente, à savoir :

- Les aspirations et les perceptions du Mineur Non Accompagné,
- Sa situation juridique et les possibilités offertes par la France et le pays d'origine.

Le projet cherche à clarifier et à consolider les perspectives d'avenir du jeune en veillant à ce que son intérêt supérieur soit respecté, que ses droits soient défendus et qu'il soit accompagné vers le développement des aptitudes nécessaires à une participation active à la société.

Bien que l'A.E.P. de La Landelle ait déjà une pratique de l'accompagnement avec des publics très hétérogènes, la question d'un accompagnement spécifique aux M.N.A. se pose, considérant par là qu'il n'existe pas forcément un modèle unique d'accompagnement. Pour certains auteurs, le terme d'accompagnement évoque, par le partage, quelque chose de substantiel pour l'existence humaine. Il conjugue deux idées : **celle d'être avec et celle de déplacement en commun.**

Nous défendons l'hypothèse qu'il existe en chacun un potentiel que l'accompagnement doit révéler, en se basant sur l'expérience de vie de l'accompagné. C'est ce que l'on nomme aujourd'hui l'entrepreneuriat des personnes accompagnées.

L'accompagnement sera vu comme un cheminement de deux individus qui apprennent chacun de l'autre.

Pour l'éducateur, accompagner nécessite donc d'accepter de faire le trajet ensemble et de partager les savoirs de façon réciproque.



La finalité de cette démarche renvoie au processus de l'empowerment, développé par l'école canadienne, selon lequel l'approche est de soutenir et valoriser les capacités des personnes, créer la confiance, rendre la personne plus forte, plus compétente, plus puissante, plus autonome, reconnaître les valeurs de chacun, afin de leur permettre d'être acteur de leur propre vie.

S'agissant du projet dédié aux Mineurs Non Accompagnés, la reconstitution et l'analyse du parcours de ces jeunes sont des axes principaux des modes d'accompagnement. Cette démarche d'analyse et de reconstitution du parcours est mise en œuvre quelques mois après l'admission de ces jeunes dans l'établissement. Elle permet l'identification des éléments qui ont marqué le parcours et l'histoire du jeune. Une fois identifiés, ces éléments sont partagés avec les professionnels en réunion d'équipe.

Les premiers entretiens menés dès l'accueil des M.N.A. visent à faire une première évaluation de la situation administrative du jeune afin d'identifier la procédure administrative la plus adaptée à sa situation. Ce travail d'analyse et de reconstitution de parcours vise aussi à déceler auprès du jeune les traumatismes liés à son parcours.

Pour rester dans la logique de l'empowerment, les premiers entretiens au moment de l'accueil du jeune doivent identifier les compétences, les potentiels, les aspirations des jeunes sur leur avenir, pouvant servir de levier dans l'accompagnement qui leur est proposé. Ce recentrage sur les expériences, pour repérer les compétences acquises, est nécessaire surtout pour ajuster le projet de professionnalisation et le travail sur l'autonomie du jeune.

4.3.2 Les étapes de l'accompagnement et son suivi

L'accueil comme possibilité de se poser

C'est accueil se fera dans un premier temps sur le collectif de la Villa Passerelle (où nous réserverons 3 places pour les premiers de temps de l'accueil). Les jeunes seront ensuite orientés vers accueil en appartement en colocation.

Comme déjà évoqué précédemment les Mineurs Non Accompagnés sont porteurs de différentes histoires. Selon leur parcours et leur trajectoire, ils peuvent avoir vécu des choses atroces et traumatisantes qui les ont beaucoup éprouvés. L'accueil que nous proposons doit tout d'abord permettre aux jeunes de se poser et se reposer. Les M. N.A. s'y trouvent en sécurité et leurs besoins premiers (nourriture, place pour dormir), sont satisfaits. Cette phase dure en fonction des particularités des Mineurs Non Accompagnés, un ou deux mois, et elle existe avant tout pour que ces jeunes puissent récupérer un peu d'énergie et découvrir leur nouvel environnement en « douceur ». Ce temps sera celui de l'accueil au sein du collectif de la villa Passerelle.

L'observation



Dès le premier jour de l'accueil, c'est l'observation des éducateurs qui débute. Les éducateurs observent le comportement des Mineurs Non Accompagnés et ils interviennent quand ils relèvent les choses marquantes : isolement, somatisation, problème d'hygiène, insomnie, souffrance psychique ou physique, et interviennent afin d'atténuer les souffrances.

NB : Cette observation reste active pendant tout le séjour du jeune afin de pouvoir si nécessaire, réajuster les objectifs de l'accompagnement.

L'évaluation des besoins

L'évaluation se déroule à plusieurs niveaux. L'aspect médical prend un rôle important dans les premiers temps de la prise en charge. Juste quelques jours après son arrivée, le Mineur Non Accompagné rencontrera un médecin qui l'examinera et fera les analyses nécessaires pour prévenir les risques de maladies ou engager les soins nécessaires.

4.3.3 Une offre de service à plusieurs dimensions

Vie affective, stabilité affective et liens familiaux

La finalité de la prise en charge au sein de notre service est l'autonomie du jeune, dans différents domaines indispensables à son insertion sociale, et ceci visant notamment à préparer sa sortie du dispositif.

Fragilisés par leur parcours ou leur histoire, les M.N.A. sont, pour une large majorité, arrivés en France après un parcours compliqué qui n'a rien à voir avec un simple voyage. Certains ont été victimes d'insoutenables violences, de misère, d'errance dans plusieurs pays. Cet éloignement parfois brutal de leur terre, leur histoire, leur famille, est à l'origine de fragilités psychiques. Ajouté à cela, la complexité et la temporalité des démarches administratives nourrissent leur angoisse. Ils peuvent se sentir seuls et abandonnés. De plus, ils peuvent avoir perdu tout contact avec leur famille et ce depuis plusieurs mois.

Offrir un temps et un lieu pour se « poser », instaurer des relations de confiance et de dignité sont donc le premier enjeu d'un accueil au sein du service.

Assurer un accompagnement de proximité en leur proposant des rencontres régulières avec les adultes, une ouverture vers l'extérieur de l'institution, l'accès à des réseaux de sociabilité qui constitueront une ressource lorsqu'ils quitteront l'institution.

Chaque jeune aura un éducateur référent pour son suivi. Il devra lors des réunions d'équipe attirer l'attention sur les jeunes dont l'attitude ou le comportement seraient préoccupants.



Tant que possible, l'équipe éducative veillera à favoriser les relations du jeune avec sa famille.

Selon le pays d'origine des cartes téléphoniques pourront être fournies, si nécessaire, aux jeunes afin de faciliter du moins dans les premiers mois les liens avec leur environnement d'origine.

La psychologue du service tiendra également des permanences pour recevoir les jeunes dès que besoin et en fonction du niveau de maîtrise du Français.

Un accueil chaleureux et des moments d'échanges conviviaux seront mis en place au sein du service.

Prestations visant au maintien des relations familiales

- Achat de cartes téléphoniques
- Mise à disposition du téléphone fixe (selon les destinations). Privilégier les communications courtes mais fréquentes

Favoriser la communication

Dès les premiers entretiens le recours à l'interprète sera nécessaire pour une personne ne parlant pas français. Puis il faudra renouveler ces temps, au minimum, environ 1h par mois, sur les six premiers mois. Ces entretiens sont très ciblés sur les informations de bases à communiquer comme : expliquer la prise en charge, ce que va proposer le service, les règles de vie, recueillir les désirs et besoins du jeune, parler des démarches administratives, ...

Ajouté à ses entretiens, il reste possible d'utiliser les outils de traduction pour les jeunes sachant lire, l'anglais pour certains et les réseaux de connaissances que l'A.E.P. de La Landelle a constitués avec le temps, dans le secteur associatif.

La langue française est considérée comme gage d'insertion socioculturelle. Elle est vécue d'abord comme extérieure à soi, occupe une place toute particulière dans les fondements du sujet. Elle est le signe d'une appartenance collective mais aussi d'affirmation individuelle. L'adolescent M.N.A. est très vite pris dans une double injonction : on lui demande d'apprendre, par exemple à parler français, pour "faciliter" son intégration dans le nouveau pays, tout en lui demandant implicitement de refouler sa langue maternelle. Cela est source de souffrance, dans le sens où le jeune a des difficultés à concilier les exigences manifestes et latentes de deux fidélités opposées, entre le milieu d'origine et le pays d'accueil. Cette conciliation étant, elle nous semble, la base de l'insertion de l'individu dans notre société.



Les prestations

En partenariat avec plusieurs associations dont certaines bénévoles sur Castres et Toulouse, l'A.E.P. de La Landelle propose un dispositif d'alphabétisation et d'accompagnement au F.L.E. capable d'amener au bout de huit à dix mois un jeune à un niveau minimal de compréhension du Français. Le Français Langue Etrangère peut être dispensé en journée et le soir. L'immersion rapide dans la langue française est capitale.

L'apprentissage se fera en prenant appui sur les différentes démarches que doivent effectuer les Mineurs Non Accompagnés parmi lesquelles :

1. Les démarches administratives liées à l'asile ou à la demande de titre de séjour ;
2. Les formalités liées à la santé, au logement : travail sur les formulaires, sur les échanges médecin/patient et usager/employé. Possibilité d'exploitation de documents authentiques (feuilles de sécurité sociale, baux...) ;
3. L'emploi et la formation : les M.N.A. ont vocation à suivre une formation professionnelle. Selon le niveau obtenu au bout de deux ans on peut envisager une préparation au DILF³⁰ ou au DELF³¹. Pour l'emploi, il est proposé une démarche de construction d'une sorte de « langue de spécialités », c'est-à-dire de français spécifique d'une activité professionnelle ;
4. La vie quotidienne : construction d'un lexique simple et de « références » d'expressions usuelles pour la vie quotidienne (les courses, par exemple, ...)

Cet aspect est particulièrement intéressant. Il existe en effet des habitudes, des coutumes, des rites qui varient énormément d'une culture à l'autre. On propose des séances sur les salutations, sur la présentation, sur le système administratif et politique français. Débats dirigés sur des thèmes qui intéressent les personnes.

³⁰ Diplôme Initial de Langue Française

³¹ Diplôme d'Etudes en Langue Française



La santé

Dès l'arrivée : les premiers examens

Il est essentiel de prendre en compte les souffrances de ces jeunes qui après un parcours long et compliqué arrivent en France dans un état physique et psychique parfois préoccupant.

La notion de santé ne se réduit pas à la seule dimension médicale, mais englobe la notion de bien-être physique, mental et social, qui implique l'épanouissement du corps, la libération de la parole, la réussite de la vie relationnelle et la possibilité d'une construction positive de soi.

A son admission, nous proposons à chaque jeune un bilan de santé global comprenant le dépistage de maladies graves comme la tuberculose, l'hépatite B, la drépanocytose.

Le jeune sera dirigé vers un médecin libéral du quartier qui pourra devenir, si le jeune le souhaite, son médecin traitant.

Ce médecin aura la charge de coordonner l'ensemble des examens et vaccinations, et si nécessaire des soins.

Dans le même temps nous engageons les démarches pour obtenir le numéro de sécurité social, pour qu'ils puissent être orientés rapidement vers d'autres professionnels de santé, pour d'éventuels examens complémentaires.

Si nécessaire, l'éducateur référent accompagnera le jeune dans la prise des différents rendez-vous.

La prévention

L'accompagnement se réalisera aussi en termes de prévention : information sur les risques de transmission des M.S.T.³² et des conduites addictives, distribution de préservatifs, de plaquettes, organisation de débats et de moments d'échanges sur ces thèmes...

Ainsi, au sein de nos établissements, et/ou dans des associations à Castres, peuvent être organisés des ateliers santé. Ce sont des moments de prévention et de partage collectif autour de différentes thématiques :

³² Maladie Sexuellement Transmissible



- Prévention des addictions (intervention en addictologie, d'associations de prévention routière, organisation de soirées sans alcool, ...),
- Travail sur la sexualité et les relations garçons-filles (mise en place de groupes de paroles avec le Planning Familial, mise en place de soirées débats, de projections de films sur ce sujet, ...),
- Alimentation : mise en place d'ateliers repas avec la C.E.S.F.³³ du service, un week-end par mois.

Par ailleurs, le jeune sera encouragé à pratiquer une activité sportive (aide financière).

Vie sociale

C'est un aspect essentiel de l'accompagnement, chaque jeune, quel que soit son origine et sa fonction, doit pouvoir construire sa compréhension de la société et participer à la construction de l'avenir.

La loi 2002-2 a d'ailleurs souligné l'importance de faire de nos lieux de vie des lieux d'apprentissage de la vie citoyenne.

Il s'agit aussi de favoriser l'engagement des jeunes en les rendant acteur. Au-delà de l'instance C.V.S.³⁴, nous valorisons les projets collectifs et toute action pouvant développer l'esprit critique.

Les activités menées par les personnels éducatifs ont aussi vocation à informer sur les droits et devoirs en matière de citoyenneté.

Afin de favoriser la découverte de loisirs et d'activités culturelles, des sorties sont organisées par la Maison d'Enfants (théâtre, sports, ballades...). Des ateliers sont mis en place avec les jeunes (ateliers d'écriture, graph, vidéo, ...), ainsi que des activités durant les vacances scolaires. Les M.N.A. seront associés autant que de besoin, en fonction de chaque situation à ces temps.

Les jeunes sont associés à la mise en place des projets d'animation et de vacances. Ces activités sont des moments importants de partage entre les tous les jeunes y compris les Mineurs Non Accompagnés et l'équipe éducative. Nous travaillons ici sur le rapport du jeune au collectif. L'accès des M.N.A aux activités sportives et de loisirs au sein de notre établissement et à l'extérieur est privilégié.

³³ Conseillère en Economie Sociale et Familiale

³⁴ Conseil de Vie Sociale



Enfin, pour souligner la notion de contrats, de droits et devoirs, il sera proposé aux M.N.A. et autant que cela est nécessaire, de participer à la vie collective de l'établissement : repas, soirées, sorties en groupe et de respecter les règles posées pendant ces activités.

Récapitulatif des actions proposées

ACTIONS	OBJECTIFS
Information citoyenneté	Favoriser l'insertion dans la vie sociale et citoyenne, le rapport à la loi – avec l'équipe éducative.
Implication dans des actions collectives : Conseil des jeunes, commission repas, groupe projet transfert, groupe de paroles et d'échanges, etc...).	Valoriser l'initiative et l'implication des jeunes dans la collectivité en lien avec l'équipe éducative.
Mise en place d'ateliers collectifs (Ex cuisine)	Favoriser les temps collectifs et l'ouverture sur le loisir, l'équipe éducative, la maîtresse de maison.
Organisation de sorties week-end et vacances	Eviter l'errance, le repli sur soi, surtout dès que le jeune est en appartement, et ouvrir sur l'extérieur, en lien avec l'équipe éducative et le réseau de partenaires locaux
Travailler le vivre ensemble par la mise en place de moments collectifs : Repas (possible pour les MNA en appartement), goûters pour les anniversaires, le week-end et temps festifs	Avec l'équipe éducative, permettre des moments de partage au sein du groupe, si le jeune est en appartement.
Prise en charge d'une activité sportive ou culturelle extérieure à l'établissement	Favoriser la création d'un réseau « hors M.E.C.S » et la pratique régulière d'une activité culturelle ou sportive, vise à faciliter l'insertion sociale.
Participations aux tâches ménagères et vie quotidienne	Responsabiliser le jeune dans la tenue de son lieu de vie – avec l'équipe éducative et la maîtresse de maison, veiller au respect des mêmes principes dans le cas des colocations.
Participer avec les agents d'entretien à des travaux d'intérêts collectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter l'errance, le repli sur soi, - Créer des opportunités de parler français, ...
Respecter le règlement intérieur et/ou de copropriété	Respect d'autrui et des règles de vie en société, en colocation et/ou en lien avec l'équipe éducative.
Favoriser l'accès à des réseaux de sociabilité	Mise en relation avec les associations : Ensemble à Castres, Diapason, France solidarité à Toulouse, ...
Immersion rapide dans des établissements de formation	Eviter l'errance, le repli sur soi et faciliter l'apprentissage de la langue.

Parcours de régularisation et démarches administratives

Outre la difficulté à saisir chez les M.N.A. leur singularité, leur parcours, la problématique s'inscrit dans une **configuration juridique et administrative complexe**. Leur désir de rester en France ne trouve de solution que dans deux cas de figure : la demande d'asile ou le titre de séjour.

Leur accompagnement nécessite la mobilisation de nombreuses compétences juridiques et sociales capables de s'ajuster aux politiques en cours et aux pratiques des administrations principalement la D.I.R.E.C.C.T.E.³⁵ et la Préfecture.

En dehors de la demande du droit d'asile qui est attribué dans des conditions bien particulières, le titre de séjour est un long parcours semé d'obstacles.

Les démarches à accompagner

100

DEMARCHES MISES EN OEUVRE	ACCOMPAGNEMENT ET MODALITES
Bilan de la situation administrative	Réalisé par l'éducateur référent et/ou la conseillère en économie sociale et familiale – reconnaissance des droits.
Démarches auprès des consulats et ambassades en France ou au pays d'origine - Reconstituer l'état civil	Pour l'obtention : - de l'acte de naissance, - de la carte consulaire, du passeport, ...
Démarche auprès Tribunal de grande instance	Jugement supplétif pour reconstituer un acte d'état civil.
Autorité parentale, tutelle, représentation légale	L'éducateur référent en lien avec l'ASE.
Accès à la scolarisation et aux formations professionnelles	L'éducateur référent accompagne vers l'évaluation ENAF.
Dépôt de dossier à la Préfecture	Pour la demande de titre de séjour ou la demande du droit d'asile.
Travail et autorisation de travail selon la situation du jeune	Recherches accompagnées par l'éducateur référent et/ou la conseillère en économie sociale et familiale.
Démarches administratives auprès des organismes	Accompagnées par l'éducateur référent et/ou la conseillère en économie sociale et familiale pour les démarches auprès de la CPAM (CMU), la CAF, Pôle emploi, Banque, ...

³⁵ Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi



Développement de l'autonomie

Un éclairage conceptuel

Le développement des capacités d'autonomie est un axe important du projet de vie du M.N.A.

Mais la formation à l'autonomie suppose une option lucide sur les valeurs que l'on cherche à promouvoir. Pour Philippe MEIRIEUX, *être autonome*, « **c'est accéder progressivement aux enjeux de ses propres actes** » et non agir en fonction des seuls intérêts du moment, sans apercevoir le type de société qui se profilerait, si ces comportements étaient automatisés.

Et, dans ce domaine, les institutions et les équipes éducatives ont une responsabilité toute particulière : c'est à nous d'assurer, à travers les apprentissages, la formation à certaines valeurs fondatrices de l'humanité. C'est à nous d'amener les M.N.A., comme les autres jeunes dont nous avons la charge, à réfléchir avant d'agir.

Développer les capacités d'autonomie, nous amène à comprendre les mécanismes en jeu. Sans entrer dans toutes les approches sur ce sujet, nous retiendrons celles des théoriciens de l'école active, dont C. FREINET est un des porte-parole et pour qui **la socialisation, la coopération sont le moteur de l'autonomie**. Travailler en commun, non pas l'un à côté de l'autre mais en collaboration, veiller en commun à la bonne marche d'un organisme social, rien n'est plus favorable, nous dit C. FREINET, pour développer le sens social, sans lequel toute morale n'est que fumée.

L'offre :

Les Mineurs Non Accompagnés que nous accueillons, arrivent avec un bon niveau d'autonomie sur certaines dimensions, comme l'organisation de la vie quotidienne, les actes de la vie courante. Mais ces compétences ont été acquises dans un environnement très différent de celui de la France et d'une Maison d'Enfants à Caractère Social. En effet, les critères d'exigences sont peut-être différents d'un pays à l'autre.

En arrivant en France, la perte de repères qu'ils subissent, diminue considérablement leur marge de manœuvre et capacité à penser, alors même que cela leur a permis d'arriver jusqu'à nous. Leur souci d'adopter nos modes de vie, sans parfois en connaître le sens, vient, sur les premiers temps de l'accueil, accentuer cette perte de repères, pour rendre finalement ces jeunes très dépendant des adultes.

Ainsi, dès la phase d'accueil, les récits de vie (réels ou fantasmés), doivent nous amener à reconnaître leurs expériences pour y repérer les compétences qu'ils possèdent, afin de les réactiver rapidement dans un accompagnement efficace.

Il est important de stimuler l'apprentissage en couvrant plusieurs dimensions de l'autonomie et en valorisant celles sur lesquelles le jeune sera très vite autonome comme par exemple la vie quotidienne ou la mobilité dans l'environnement.

Notre accompagnement qui concernera plus particulièrement l'éducateur référent, la conseillère en économie sociale et familiale et la maîtresse de maison, va couvrir l'ensemble des dimensions reprises dans le tableau ci-dessous :

LES INDICATEURS	LES DIMENSIONS					
	Vie quotidienne	Vie sociale	Vie affective	Compétences dans l'environnement	Vie scolaire et professionnelle	Inscription dans la continuité
	Vie quotidienne	Appropriation des codes sociaux	Respect des règles de vie	S'approprier son environnement	Capacité à organiser ses apprentissages	Projet professionnel
	S'organiser et prévoir. Organiser son temps libre	Rencontre régulière avec l'institution	Connaissances des moyens de contraception et dispositifs	Elargir son environnement	Disposer de curiosité intellectuelle	Projet scolaire
	Repas	Intérêt porté à la vie sociale, ouverture vers l'extérieur	Expression des émotions	Perception des risques/dangers liés à l'environnement	Evaluation de ses capacités et limites	Capacité à mener un projet à son terme
	Hygiène / Santé	Initiative personnelle	Affirmation de soi	Evaluer la pertinence du lieu de résidence		Capacité à rebondir
	Organisation et gestion des documents administratifs	Capacité à se protéger	Relation avec la famille			Capacité à s'engager, à s'investir
	Connaissance et utilisation des services administratifs					
Gestion de l'argent						

Chacun des critères fera l'objet d'une évaluation et d'une auto-évaluation dans les premières semaines de l'accueil du jeune et peut selon le résultat de l'évaluation devenir un objectif de travail.

Le jeune doit être acteur de son parcours d'autonomie. Il faut pouvoir intégrer cela en amont dans le projet individualisé du jeune et l'amener à faire régulièrement l'**auto-évaluation** des progrès qu'il réalise. Le travail sur l'autonomie repose donc sur le fait que le jeune doit **être acteur de son projet individualisé**. Cet outil est déjà utilisé par nos services. C'est également dans la cadre du développement de l'autonomie que l'accès à un logement s'inscrit. Dans un premier temps, au sein d'un petit collectif (colocation en appartement à 3), puis en logement autonome, à l'approche de la majorité.



En effet, compte tenu de son parcours compliqué et éprouvant, nous proposerons des espaces apaisants, chaleureux et conviviaux. Le passage du collectif « Villa Passerelle », vers l'appartement en colocation, puis le logement autonome, se fera en lien avec les différentes phases d'observation. Il s'agit également de prévenir les risques de dépression, en ne précipitant pas les passages trop rapides vers le logement autonome.

Le passage en studio ou en colocation, se réfléchira et s'inscrira dans le projet du jeune. Il sera décidé en fonction du niveau d'autonomie constaté dès les premières semaines d'accueil. Il implique un suivi spécifique par les professionnels attachés à ce service afin de travailler les dimensions évoquées plus haut.

Dans le cas où un jeune parti en appartement ne serait pas encore prêt à y vivre, le retour momentané sur le collectif sera envisagé.

Dans la perspective de travailler la socialisation, la colocation pourra regrouper des jeunes M.N.A. avec des jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

L'accompagnement devra aussi anticiper la sortie du jeune et favoriser la mise en place d'une solution logement pour le jeune à sa sortie.

L'accompagnement à l'autonomie concernant l'hygiène, l'alimentation, la mobilité

Ces dimensions vont être travaillées progressivement sur les premiers mois en fonction de l'évaluation qui sera faite avec le jeune.

Dans les premiers temps de vie collective ou de la vie en studio, les professionnels mèneront un accompagnement rapproché du jeune. Ils travailleront à partir d'un plan de travail construit **avec le jeune** et fixant des objectifs précis. Le tableau ci-dessous montre un exemple de notre outil d'accompagnement.

Après l'ouverture d'un compte en banque, un budget sera accordé pour couvrir l'ensemble des dépenses. Il sera laissé progressivement à la gestion complète du jeune, après un accompagnement plus particulier de la C.E.S.F..

INDICATEURS/VIE QUOTIDIENNE	Acquis	Evolution ➔	Activités à mettre en œuvre pour progresser
VIE QUOTIDIENNE			
➤ Etre capable de se lever seul le matin			
➤ Arriver à se coucher à une heure raisonnable le soir			
➤ Respecter l'endroit où je vis (nettoyage des sols, salle de bain, WC, vider les poubelles cuisine et salle de bain, nettoyage des lieux communs-palier, escalier)			



➤ Respecter le matériel qu'on lui a fourni et L'entretien (réfrigérateur, micro-onde, plaque cuisson, vaisselle)			
➤ Etre raisonnable quant à la consommation d'énergie (chauffage bien réglé - lumière éteinte quand on part)			
➤ S'approprier l'appartement (décoration)			
➤ Etre respectueux de son voisinage (tapage nocturne, TV tardive...)			
S'ORGANISER ET PREVOIR/ ORGANISER SON TEMPS LIBRE			
➤ Etre à l'heure aux rendez-vous			
➤ Réserver du temps pour ses loisirs			
➤ Etre capable de mener des activités en dehors de celles proposées par l'institution (va au cinéma seul...)			
LES REPAS			
➤ Préparer des repas équilibrés.			
➤ Faire les courses en respectant les contraintes : de prix - de quantité - de qualité - la date limite de consommation - la possibilité de conservation			
HYGIENE			
➤ Se changer et se laver sans rappel de l'adulte			
SANTE SAVOIR			
➤ Faire les démarches en cas de problème de santé			
➤ Etre à l'écoute de son corps, aller chez le médecin à bon escient			
➤ Faire seul des analyses			

Formation, scolarité, emploi

De notre expérience il ressort que la formation professionnelle est l'orientation qui donnera aux M.N.A. le plus de chances d'obtenir une prise en charge jeune majeur(e), **un titre de séjour à leur majorité**, et facilitera **leur insertion professionnelle**, dès l'obtention d'une qualification. Pour les 26 jeunes sortis du dispositif et accueillis spécifiquement au sein de nos services de Castres, les parcours se répartissent ainsi :

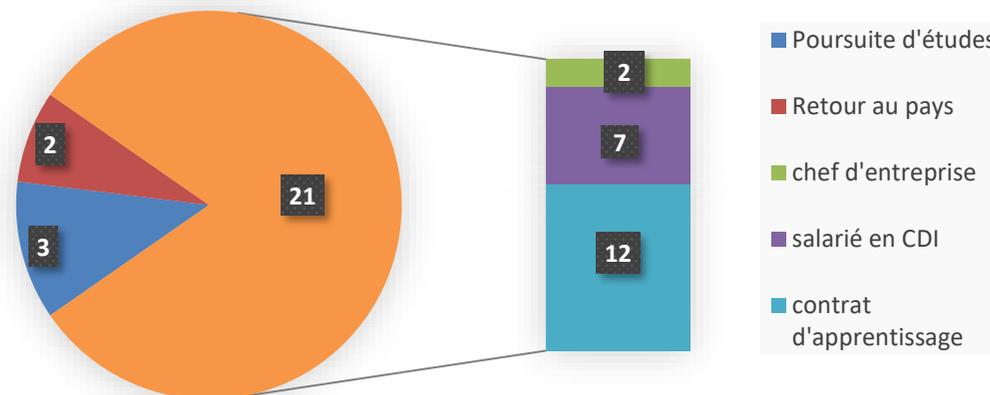
21 jeunes sont en situation d'insertion sociale et professionnelle

- 2 sont chefs d'entreprise
- 7 sont salariés en CDI
- 12 sont en contrats d'apprentissage
- 3 jeunes poursuivent leurs études

Ils bénéficient tous d'un logement à leur nom.

- 2 jeunes sont retournés au pays

Situation des 26 jeunes sortis du dispositif



C'est donc le moyen d'accéder à l'autonomie matérielle le plus rapidement possible.

Ce choix est à déterminer en accord avec les souhaits du jeune afin que ses désirs, confrontés aux réalités, s'inscrivent bien dans la construction d'une dynamique de vie.

En collaboration avec nos partenaires, l'équipe socio-éducative va, avec le jeune, élaborer **des pistes pour viser une insertion dans une scolarité générale ou une formation professionnelle.**



Pour les jeunes ayant acquis dans leur pays d'origine une expérience professionnelle, nous prendrons en compte celle-ci afin de travailler sur l'employabilité de la personne c'est-à-dire sur **sa capacité à pouvoir transférer ses savoir-faire** dans différentes situations professionnelles.

Ici, c'est l'âge qui joue un rôle primordial. Compte-tenu des restrictions juridiques qui apparaissent à partir de la majorité, les orientations prennent des voies différentes :

Les différents cas d'accompagnement.

Dans tous les cas, la première étape à proposer aux Mineurs Non Accompagnés est une évaluation scolaire par les services du C.A.S.N.A.V. qui fera ensuite une proposition d'orientation et de prise en charge par les établissements de droit public :

- **Si le M.N.A a moins de seize ans**, et s'il a suivi antérieurement une scolarité, il sera plutôt dirigé vers l'école, l'école ordinaire ou une classe d'accueil. Selon son niveau scolaire dans son pays d'origine et sa maîtrise du français il peut intégrer directement une 3ème D.I.M.A.³⁶ ou Prépa-pro afin de préparer un C.A.P.. C'est la C.A.S.N.A.V. qui pilote l'orientation.
- **Passé l'âge de seize ans**, les M.N.A. seront plutôt orientés vers une formation courte comme le C.A.P afin d'acquérir une autonomie le plus tôt possible et faciliter l'obtention d'une autorisation administrative :
 - En formation initiale, si l'autorisation de travail doit prendre du temps (Titre de séjour obligatoire),
 - En alternance (contrat d'apprentissage ou professionnalisation), si l'autorisation de travail est facile à obtenir.
- **Si les M.N.A sont francophones, mais n'ont jamais été (ou très peu) scolarisés**, l'alphabétisation est nécessaire, avec une mise à niveau minimale en mathématiques. Dans ce cas, le C.F.P.L.³⁷ de L'A.E.P. de la Landelle pourra être sollicité pour proposer des mises en situations professionnelles, permettant de travailler le choix d'un métier et d'une formation. Dans le cas où le jeune ne dispose que d'un an pour réaliser cela, l'orientation vers un titre professionnel (Titre A.F.P.A.³⁸) est conseillée.
- **Pour les jeunes allophones** les cours de F.L.E. sont indispensables (et peut être de l'alphabétisation). Il faut au moins 8 mois pour amener un jeune à un niveau suffisant de maîtrise pour pouvoir intégrer une formation professionnelle. Pendant ces 8 mois, nous proposons une prise en charge par le C.F.P.L. pour piloter l'apprentissage du F.L.E. et travailler l'orientation professionnelle et le choix de formation professionnelle.

Sur la première année, le jeune suivra des cours de F.L.E. et d'alphabétisation (selon son niveau) et des mises en situations professionnelles en entreprise, voir auprès de professionnels des M.E.C.S. pour travailler l'orientation vers un métier. Il aura le statut de stagiaire de la formation

³⁶ Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance

³⁷ Centre de Formation Professionnelle du Lauragais

³⁸ Association pour la Formation Professionnelle des Adultes



professionnelle. Le C.F.P.L constitue un appui immédiat dans cette période d'intégration et de discernement en attendant l'appui du droit commun, dont la mise en œuvre nécessite le plus souvent, à minima, un récépissé de demande de titre de séjour.

Récapitulatif de notre offre de service

OFFRE	MISE EN ŒUVRE ET SUIVI
Accès à la Formation / scolarité	<ul style="list-style-type: none"> – Entretien d'évaluation des besoins, du projet par l'équipe éducative – Evaluation par la C.A.S.N.A.V. /E.N.A.F. – Recherche d'un établissement, – Suivi par l'équipe éducative
Soutien scolaire	Cours de français langues étrangères hebdomadaires et soutien scolaire collectif/individuels suivant les besoins identifiés
Diagnostic de l'employabilité pour reconnaître les compétences acquises, les habiletés. Sensibilisation à l'emploi et à la formation professionnelle	Un accompagnement destiné à : <ol style="list-style-type: none"> 1. la découverte de plusieurs métiers 2. le choix d'un métier 3. la confirmation du choix 4. la consolidation du choix <ul style="list-style-type: none"> – Prise de conscience des possibilités et des lacunes du jeune, autoévaluation – Suivi par l'équipe éducative – Participation aux animations proposées dans le cadre du P.I.J³⁹, des permanences de la Mission Locale et portes ouvertes des établissements de formation
Suivi de la formation professionnelle avec un accompagnement à la construction du projet professionnel	Objectif : aider la personne en formation à mettre en place une véritable stratégie d'accès à l'emploi.
Suivi de la scolarité	Bulletins de notes, rendez-vous avec le C.P.E. ⁴⁰ , en lien avec les éducateurs référent

Le réseau de partenaires existant, avec lesquels nous travaillons régulièrement, contribuera à la construction de ces parcours :

Etablissement publics	Etablissements privés	Centre de formation	Insertion Professionnelle	Réseau Employeurs
Lycée Anne Veaute à Castres	Lycée Notre-Dame Castres	C.F.A ⁴¹ . de Cunac	Dispositif potentiel emploi de l'.U.C.R.M. ⁴²	Mairie de Castres

³⁹ Point Information Jeunesse
⁴⁰ Conseiller Principal d'Education
⁴¹ Centre de Formation des Apprentis
⁴² Union Cépière Robert Monnier



L.E.P ⁴³ . du bâtiment Le Sidobre à Castres	Lycée De La Salle Castres	Prépa'School à Castres	Centre d'Insertion et d'Orientation Bilan « E.N.A.F. »	Restauration
Lycée Hôtelier à Mazamet	M.F.R. Peyregoux	Roques formation	Mission Locale d'Intervention	Intersport Bureau Vallée Magasins de décoration THOUY
Lycée des Cèdres : GR.ETA ⁴⁴ F.L.E. Castres		C.F.A. B.T.P. Toulouse		Casse-Auto
Lycée La Borde Basse à Castres		M.F.R. ⁴⁵ Peyregoux		Association Ensemble A.S.A ⁴⁶ . refuge pour animaux
Lycée général et technologique Toulouse-Lautrec à Albi Lycée Eugène Monteil à Colomiers				Electricien Métallier-Chaudronnier SCOPELEC

4.3.4 Déroutement et suivi du projet

- **1er mois** : Evaluation de la situation du jeune (santé, scolarité, régularisation...),
- **2ème mois** : Analyse des besoins, détermination des objectifs,
- **A partir du 3ème mois** : Mise en place de l'accompagnement éducatif, recherche des pistes d'orientation dans des dispositifs de droit commun.

Chaque trimestre, une nouvelle évaluation est réalisée avec le jeune, son référent et l'équipe éducative. Elle permet de faire le bilan des avancées du projet individuel, des réajustements nécessaires.

Un mois et demi avant la fin de la prise en charge, un bilan de fin de parcours sera effectué avec le M.N.A., son référent et l'équipe éducative. La situation de sortie sera analysée en évaluant le niveau d'autonomie atteint, la stabilité du projet de vie, sa pérennité, sa sécurisation en particulier sur le plan matériel, financier, professionnel. En cas de nécessité de poursuivre l'accompagnement, la prolongation du séjour sera débattue en réunion d'équipe et défendue auprès du référent du département.

⁴³ Lycée d'Enseignement Professionnel

⁴⁴ Groupement d'Établissements

⁴⁵ Maison Familiale et Rurale

⁴⁶ Association pour le Secours aux Animaux)



4.4 L'implantation

Ce nouveau dispositif, adossé au Groupe Passerelle, à CASTRES, se complète de 3 appartements qui accueilleront 3 jeunes chacun, localisés sur Castres, accessibles depuis la villa Passerelle, pour, si nécessaire, permettre l'intervention des surveillants de nuit.

Ces logements constitués de 3 chambres et pièces à vivre « communautaires » (chacun) favoriseront un hébergement garantissant le respect de l'intimité.

4.5 Des pratiques à mettre en œuvre

L'accueil

L'admission représente un moment déterminant dans l'accompagnement du jeune. De la procédure d'admission dépend bien souvent la réussite du placement.

Cependant, l'admission peut présenter un risque de télescopage, car l'accueil se conjugue à plusieurs histoires...celle du jeune, de sa famille, de sa trajectoire migratoire et celle de l'institution. Pour l'établissement, l'admission correspond à un début d'accompagnement. Pour le jeune accueilli, c'est une nouvelle étape qui nécessite beaucoup d'attention de la part de l'établissement.

C'est un temps de découverte mutuelle, un moment clé dans le parcours du jeune, premier contact avec les professionnels, première approche avec la maison d'enfants. L'enjeu de ces deux premiers mois est d'offrir au jeune accueilli la possibilité de développer une relation la plus sécurisée possible avec un, ou plusieurs professionnel(s) et/ou un, ou plusieurs pair(s), repère(s).

La présentation de l'établissement permet d'informer le jeune sur les modalités de notre accompagnement, l'action éducative menée, le travail mis en place par le service et les moyens mis à sa disposition pour se réaliser. La visite de l'établissement, permet un temps d'échange informel qui se veut bienveillant.

Le protocole d'admission, élaboré par l'établissement, a pour objet de formaliser les différentes phases de l'admission, afin de créer les meilleures conditions d'accueil possibles. Il sert également de référence commune à l'ensemble des professionnels concernés par cette période importante de l'accompagnement et il harmonise ainsi la place et le rôle de chacun dans ce début d'accompagnement.

Dans le projet d'accueil des M.N.A., il n'y a pas de phase préalable d'admission, cette dernière est fonction des places disponibles sur le dispositif.

Suite à l'évaluation de la situation faite par le Foyer Départemental de l'Enfance, ou par la plateforme d'accueil de Toulouse, les jeunes sont répartis au sein des services habilités par le département.

MODALITES	INTERVENANTS	OBJECTIFS
1^{er} contact (téléphonique) Puis présentation par le Foyer de l'Enfance	Le chef de service La psychologue L'éducateur référent	Réception de la demande Organisation du jour d'accueil
L'accueil	Le chef de service La psychologue L'éducateur en activité L'interprète	Accueil du jeune Présentation de la structure et de son fonctionnement Recueil des éléments du parcours migratoire et des désirs exprimés par le jeune Remise du livret d'accueil, du règlement de fonctionnement et signature du DIPC
Période d'observation	Le chef de service L'équipe pluridisciplinaire La psychologue L'éducateur référent	Période d'une durée de 2 mois durant laquelle l'équipe fait connaissance avec le jeune, complète son observation et construit son évaluation avec lui. Visite médicale réalisée dès les premières semaines de l'arrivée. La fiche « visite médicale » est mise au dossier du jeune. Rencontre avec la psychologue. Le jeune est rencontré pour un premier bilan d'étape durant le 1 ^{er} mois. Ce premier bilan est co-construit par le jeune et son référent, puis présenté en équipe pluridisciplinaire. Un bilan administratif et éducatif est rédigé à l'issue de cette période et co-signé. Sur le plan scolaire, l'éducateur référent accompagne la mise en place du projet scolaire.
Transmission des projets	Le chef de service	Le projet et ses actualisations sont régulièrement transmises au Délégué ASE (3 mois).

4.5.2 Le déroulement de la mesure

L'accompagnement des Mineurs Non Accompagnés et le suivi socio-éducatif prennent en considération l'histoire singulière du jeune, son parcours et le considèrent dans sa globalité, selon les dimensions présentées page 43.

Les axes de travail se déclinent ainsi :

- *Chercher et solliciter l'adhésion du jeune, le considérer dans ses choix,*
- *Réaliser un bilan le plus complet possible, notamment dans les domaines scolaires, juridiques, éducatifs, médicaux, psychologiques et dans le niveau de maîtrise de la langue française, pour lui proposer un suivi adapté,*
- *Evaluer sa situation, notamment sur le plan administratif, et engager les démarches administratives jugées nécessaires, l'accompagner juridiquement (obtention d'autorisation de travail et démarches de régularisation),*
- *Orienter et soutenir ses démarches, afin de clarifier sa situation sur le territoire français,*



- **Rechercher une orientation personnalisée sur la base d'un projet de vie individualisé qui tienne compte de ses souhaits, de ses rêves, de ses aptitudes, de la situation de l'emploi et des places disponibles dans les établissements scolaires,**

Chaque jeune accueilli au sein de la MECS La Landelle, sur l'Antenne de Castres, bénéficie d'un Projet Individualisé d'Accompagnement régulièrement évalué, qui lui est propre. Ce Projet Individualisé est élaboré en équipe pluridisciplinaire.

Le Projet Individualisé est élaboré une fois par an pour chaque jeune. Il fait l'objet d'une évaluation intermédiaire au cours d'une réunion bilan qui réunit l'équipe pluridisciplinaire qui a participé à son élaboration. Le projet individuel du jeune est élaboré en réunion de synthèse, dans les trois premiers mois de la prise en charge. La réunion de synthèse réunit exclusivement l'ensemble des professionnels de l'établissement concernés par le projet du jeune.

L'éducateur référent est le garant de la mise en œuvre du Projet Individualisé, en lien avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire et le chef de service.

L'éducateur référent a la responsabilité de recueillir l'avis du jeune avant la synthèse et de conduire un travail de restitution à l'issue de la synthèse (sauf situation particulière).

La synthèse est l'objet d'un compte rendu spécifique, sur un document propre, sous la responsabilité de la psychologue et du chef de service.

La rédaction du Projet Individuel d'Accompagnement est l'objet d'un travail réalisé dans le prolongement de la synthèse. Un document spécifique est ensuite rédigé, présentant les différents axes du projet du jeune et les modalités d'interventions des différents professionnels.

Ce document est signé par le directeur, ou son représentant, puis transmis au référent établissement de l'A.S.E. Le contenu du Projet est porté à la connaissance du jeune par l'éducateur référent. Ce document comme le compte-rendu de synthèse, sont mis au dossier du jeune.

Ce dispositif institutionnel permet de rester au plus près des besoins et des désirs du jeune, tout en garantissant une démarche d'évaluation continue de l'accompagnement éducatif.

Un mois avant la date d'échéance de la mesure, un nouveau bilan interne est réalisé. Suite à ce temps de travail pluridisciplinaire, l'éducateur référent rédige un rapport de fin de mesure. La conclusion de ce rapport et les préconisations seront définies dans le cadre de la réunion bilan ASE et intégrées dans la conclusion du rapport de fin de mesure par le chef de service. Le rapport de fin de mesure, ainsi finalisé sera signé par le directeur, ou son représentant. Il sera transmis à l'Aide Sociale à l'Enfance.

4.5.3 L'expression de l'usager



Si le droit d'expression des usagers est organisé autour de réunions hebdomadaires, pour ce qui concerne l'organisation du collectif, l'exercice individuel et le respect de ce droit sont primordiaux, pour ce qui concerne le projet de vie.

Chercher à être reconnu dans sa valeur, dans ses aptitudes, chercher à avoir de l'importance pour autrui, chercher à réaliser ce rêve d'un mieux vivre, autant d'éléments qui transparaissent dans les propos de ces jeunes. Autant d'aspirations multiples qui se dissimulent donc derrière cette revendication du vouloir « mieux vivre ».

La pose institutionnelle que nous proposons, sera pour certains une étape dans leur parcours migratoire (s'ils n'obtiennent pas de régularisation), aussi, prendre le temps d'écouter leurs projets, les confronter peu à peu aux réalités de notre territoire permet de construire, avec eux leur avenir à partir de nos contraintes. Garantir leur expression c'est éviter l'écueil de la projection, de la dépendance.

4.5.4 *Le partenariat*

Riches de pratiques professionnelles ancrées sur le territoire nous avons développé un partenariat très diversifié en ce qui concerne :

L'alphabétisation et le F.L.E.

Nous retenons nos partenaires qui déjà participent à l'opérationnalisation des projets des M.N.A. que nous accompagnons. Pour les moins de 16 ans, le C.I.O.⁴⁷ réalise les bilans E.N.A.F. Prépa-school, l'association Ensemble, un partenariat avec le Rotary Club est à l'étude, des associations toulousaines peuvent venir renforcer ce réseau.

La scolarité

Tant le secteur public que privé scolarise les jeunes accueillis. Le réseau des Maisons Familiales et Rurales (M.F.R.) est très actif dans l'enseignement aux M.N.A. (M.F.R. Peyregoux, Brens)

⁴⁷ Centre d'Information et d'Orientation



La professionnalisation

Cet axe prend appui tant sur les structure de l'Education Nationale (lycées professionnels) que sur un réseau que nous activons par le biais de la Mission Locale.

La santé

Les problèmes somatiques sont traités par les praticiens libéraux de Castres, en cas de nécessité, hôpitaux et cliniques sont sollicités. Le soutien psychologique et les soins psychiques sont pris en charge par les équipes « Adolescents » de l'hôpital. Le partenariat avec l'association « Tarn Espoir » est une ressource en matière de prévention.

113

Loisirs et sports

Les structures locales offrent un large choix d'activités, vecteurs d'intégration. Sur le plan culturel, les M.N.A. apprécient de rejoindre leur communauté souvent présente sur Toulouse.

4.6 Calendrier d'ouverture

Si la mise en place du projet, tel que présenté, ne nécessitera pas de travaux d'aménagements lourds d'une nouvelle structure collective d'accueil, elle sera tout de même prise dans un mouvement global de réorganisation de l'activité de la MECS La Landelle. Pour cela, nous partons de l'hypothèse que son projet de dispositif d'aide et d'accompagnement à domicile soit également retenu.

A partir de la réception de la notification des services du Conseil Départemental du choix de nos projets, nous serons en capacité de programmer la réorganisation des services d'accueil de l'ensemble de nos sites de Palleville et Castres.

Les questions matérielles seront « rapides à régler » pour le projet MNA :



- *Location de 2 appartements pour installer 6 jeunes en colocation,*
- *Achat des mobiliers,*
- *Installation des lignes téléphoniques d'urgence,*
- *Achat des équipements hôteliers,*
- ...

En fonction de l'accord donné, ou non, à la mise en place du 2nd projet, la réorganisation de l'affectation de nos personnels et les délais de mise en œuvre de la réorganisation globale de la MECS La Landelle, seront également conditionnés par la date de réception de la notification d'acceptation des projets par la collectivité. En effet, si l'information nous parvient à la fin du mois d'avril, nous pouvons envisager le début de mise en œuvre pour le début de l'été 2017, pour le projet MNA. Dans la mesure où nous n'aurons pas de recrutement externes à organiser pour ce projet, autre éventuellement que pour le poste de psychologue. Il n'y aurait que des questions matérielles à prévoir pour les appartements. Les quelques investissements prévus pourraient se réaliser rapidement et n'empêcheraient pas le démarrage de l'activité.

Par ailleurs, les Villas Passerelle et Simone Brun de la MECS La Landelle accueillent aujourd'hui des Mineurs Non Accompagnés sur les collectifs de ces 2 villas. Ils pourraient alors être les premiers accueillis au sein des appartements en colocation, ce qui libérerait rapidement les 3 places d'accueil en collectif de la villa Passerelle et permettrait ainsi d'accueillir rapidement de nouveaux jeunes MNA. La réorganisation des accueils des jeunes des villas Simone Brun et Passerelle pourrait se réaliser par la suite dans l'été au gré des départs et/ou arrivées des jeunes confiés.

Une information plus tardive, ou le choix de la collectivité de ne pas retenir les 2 projets présentés, nécessiterait une organisation différente et ne permettrait pas un démarrage en juillet, mais au mieux en septembre 2017.

V. LES MOYENS

5.1 Humains

Il est difficile aujourd'hui d'aborder la question des Ressources Humaines sans la situer dans un contexte environnemental, environnement en évolution rapide, complexe, et marqué par :

- De nouvelles exigences réglementaires, remettant parfois en cause le mode des réponses traditionnellement apportées,
- Une société en « mal-être » social, nécessitant la mise en œuvre de dispositifs de prise en charge appropriés,



- Des personnels qui pour certains sont en situation de malaise et d'inquiétude sur leur avenir, en quête d'emploi stable ou « usés », ...

Autant d'éléments qui marquent un environnement à forte évolution et qui exercent des pressions constantes sur les organisations en obligation d'adaptation permanente. Ces évolutions imposent la prise en compte de la gestion des personnes comme **ressource première** de l'institution.

Gestion des personnels

Au regard de la complexité issue du seul Code du Travail et de la Convention Collective du 15 mars 1966, tout comme des Instances Représentatives Du Personnel, il est évident que la gestion du personnel prend une part importante. Ainsi :

- L'appui technique auprès du chef de service pour la gestion des temps (absences, congés, plannings, remplacements...),
- L'attention permanente aux recrutements et à la qualification du personnel (annonces, tenue du courrier, organiser les entretiens...),
- Le suivi technique des plans de formations.

Le recours à du conseil extérieur prend assurément de plus en plus de place (syndicat employeur, expert-comptable, cabinet d'avocats,).

Développement du dispositif

L'atteinte du point optimum de fonctionnement dans un délai relativement court, pose des problèmes :

- De nombre,
- De diversité des compétences,
- De qualité.

Pour pallier ces écueils, il est impératif de développer un dispositif global par :



- **Le recrutement** de personnels compétents et/ou qualifiés,
- **La formation** en cours d'emploi de personnel dont la qualification serait à renforcer,
- En liaison avec le premier point, **la validation des acquis** qui permet d'accéder, en tout ou partie, à une qualification supérieure, mais qui pour le moins doit permettre d'alléger les cycles de formation qualifiante,

Cette stratégie du recrutement et de la qualification doit s'opérationnaliser par un partenariat constant avec le Conseil Départemental, la Région, les autres partenaires associatifs, et notre O.P.C.A.⁴⁸ de branche U.N.I.F.A.F.⁴⁹...

Choix d'organisation

L'élaboration et le fonctionnement du projet de la M.E.C.S. La Landelle participe du développement des compétences et des complémentarités dans le domaine de l'accompagnement d'enfants et de familles en difficulté.

Nous avons choisi de favoriser la participation, de chaque membre de l'équipe, à la prise en charge des enfants et adolescents tant dans le cadre de l'internat que dans celui de l'accompagnement à domicile.

Par cette organisation, nous souhaitons faciliter la communication au sein de l'équipe et ainsi contribuer à un meilleur accompagnement des situations. Ainsi, les éducateurs pourront être référents de situations d'enfants accueillis au sein de l'internat et de l'accompagnement à domicile, sur le site de Palleville, ou de l'internat et de l'accompagnement des M.N.A. au sein de la Villa Passerelle.

Il est possible d'éclairer (ou réfléchir) ce choix au regard du triple point de vue structurel, stratégique et social décrit par Jocelyne ABRAHAM⁵⁰ pour les questions de mobilité interne. La mobilité interne est ici matérialisée par la mise en place d'une certaine polyvalence des intervenants.

Pour les enjeux structurels, nous ne pouvons pas dire que le marché interne du travail s'en trouve considérablement renforcé, dans la mesure où le nombre de salariés reste minime. L'idée centrale reste de constituer une équipe de professionnels plus large, qui développera des savoirs spécifiques, les co-construira, et dans une perspective de la théorie des ressources, permettra à l'institution d'investir dans du

⁴⁸ Organisme Paritaire Collecteur Agréé

⁴⁹ Fonds d'assurance formation de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif

⁵⁰ In La gestion des carrières, enjeux et perspectives- éd. AGRH & Vuibert, Paris, 2004. Marché interne du travail : enjeux et limites de la mobilité, pages 35-54.



« capital humain ». Un certain nombre d'actions de formation et de réflexions autour de l'analyse des pratiques professionnelles sont ainsi d'ores-et-déjà programmées. La polyvalence des intervenants d'une situation à une autre, la volonté de créer un seul service va dans le sens d'une recherche de l'accroissement de la performance organisationnelle afin d'assurer la continuité de la prise en charge des enfants et de leurs familles.

Les enjeux stratégiques de la mobilité sont réfléchis en lien avec une gestion des compétences en accord avec la stratégie du service. Outre la flexibilité recherchée, la co-construction des savoirs tente de vouloir les rendre rares et inimitables au sens de la théorie des ressources. Le partage des informations et la coordination mise en place, tentent également de répondre à la possible survenue de phénomènes d'usure (burnout). L'organisation essaie de fournir les ressources nécessaires aux salariés pour affronter les nouvelles contraintes du travail.

Enfin, du point de vue des enjeux sociaux, s'il n'est pas possible d'imaginer de gains financiers, compte tenu des contraintes de la convention collective, cette forme de mobilité permet tout de même aux salariés de valoriser des expériences originales d'accompagnement et de prises en charge d'enfants dans le cadre de la protection de l'enfance. On peut également en imaginer des gains en terme de développement personnel, ce qui peut représenter pour chacun d'eux des gains « d'employabilité », qu'ils pourront faire valoir sur le marché du travail éventuellement.

Le tome 2 « ANNEXES » présente, à partir du tableau des effectifs, les emplois, en détaillant les missions confiées aux différentes catégories de personnels.

Fonctionnement du service : amplitude d'ouverture, modes de communication

Du fait du type de public, cette structure est ouverte en continu. Deux professionnels sont présents sur la journée pour leur accompagnement. Les surveillants de nuit de la villa Passerelle assureront des interventions si nécessaires.

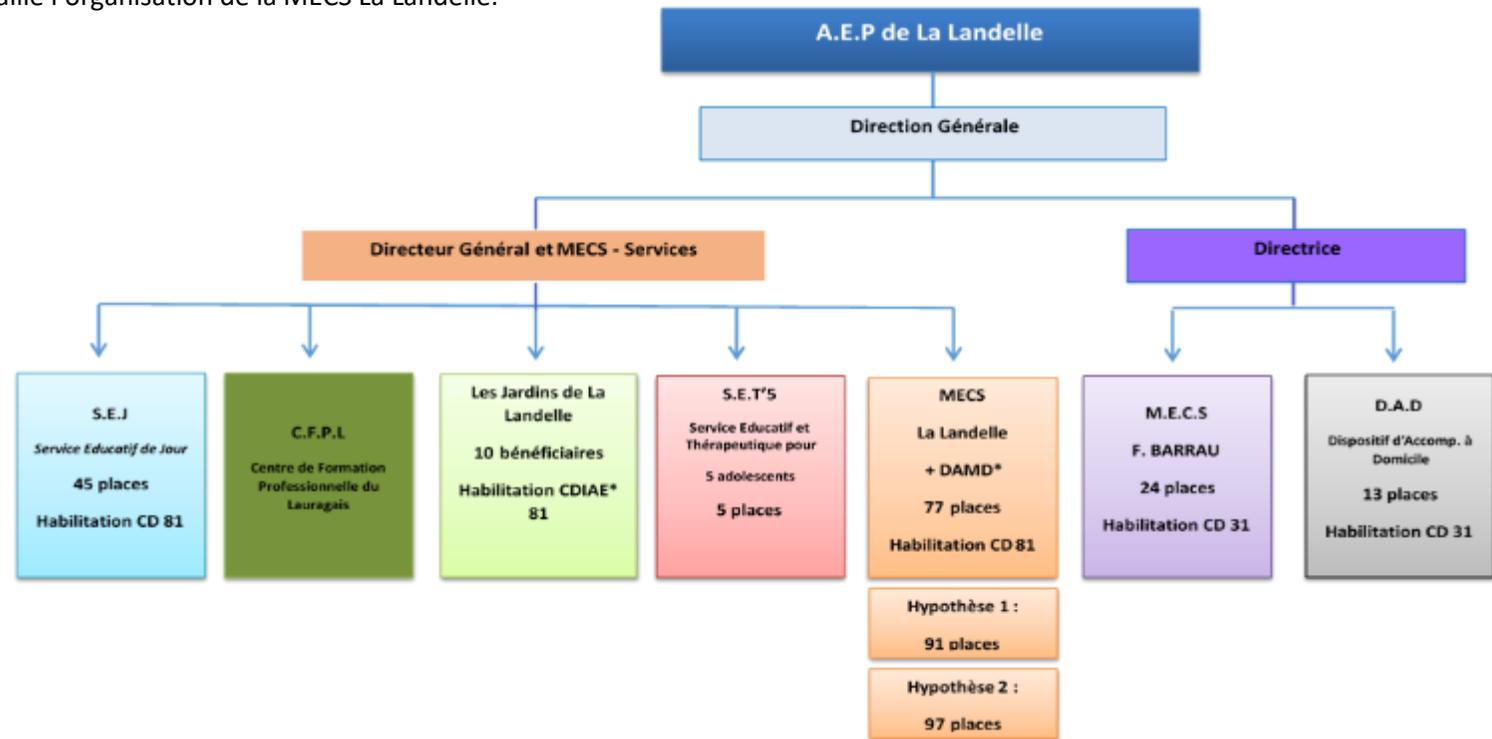
Afin de pouvoir faire appel en cas de besoin, les appartements seront équipés d'une ligne téléphonique, limitée aux appels d'urgence et au lien avec le service (éducateurs de la Villa Passerelle, surveillants de nuit, cadre d'astreinte).

Le personnel :

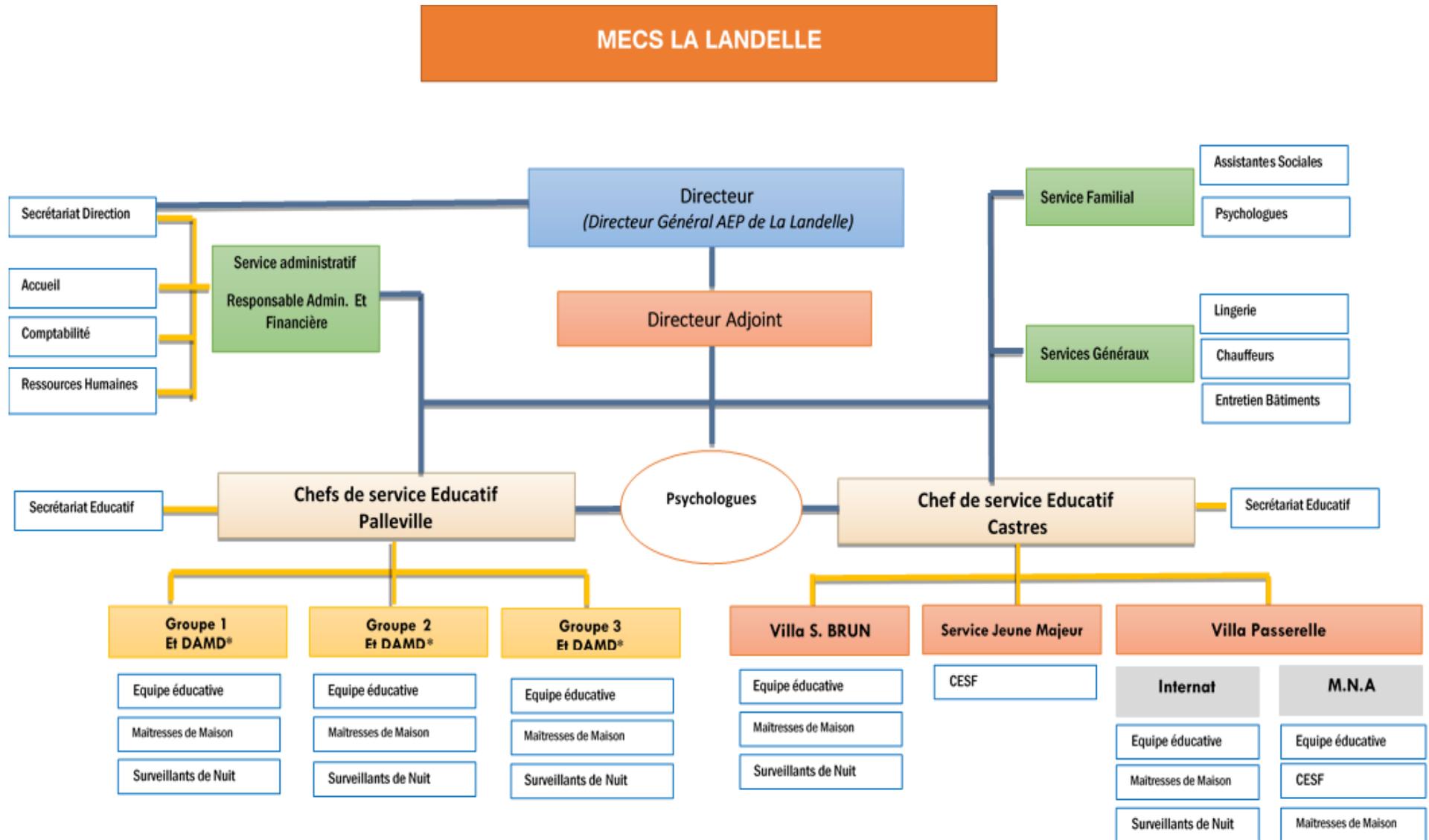
Les deux organigrammes, présentés ci-après, permettent de visualiser la M.E.C.S. La Landelle dans l'ensemble d'établissements et services portés par l'A.E.P. de La Landelle.



L'organigramme qui suit, détaille l'organisation de la MECS La Landelle.



*Dispositif d'Accompagnement et de Maintien à Domicile



*Dispositif d'Aide et de Maintien à Domicile



Sous la conduite du chef de service de la Villa Passerelle, et en complément de l'équipe de la villa, les personnels suivants interviendront spécifiquement auprès des M.N.A. :

- **1 ETP d'Educateur spécialisé**
- **1 ETP de Conseillère en économie sociale et familiale (CESF)**
- **0,2 ETP de Maîtresse de maison**
- **0,25 ETP de Psychologue**

Il s'agit d'une transformation de service. Si des moyens spécifiques sont sollicités pour mener à bien cette nouvelle activité, les personnels travailleront en étroite relation avec ceux de la villa Passerelle. Leur planning de travail va venir s'imbriquer dans le cycle de travail de cette équipe.

Le service est organisé autour de trajectoires particulières dans une prise en charge singulière.

Si l'accompagnement se veut personnalisé auprès des jeunes accueillis, la possibilité de croiser les savoir savoir-faire de chacun, favorise la participation des autres jeunes de la villa (ou des appartements) en permettant au Mineur Non Accompagné de devenir sujets de son histoire.

Cette proximité peut être un atout pour stimuler une dynamique d'entraide mutuelle (partage d'expérience, de contact, de réseau...), lors de l'accueil sur la villa Passerelle.

Journée type

Les horaires de cette journée type ne sont pas indiqués car ils sont adaptés au projet de chaque jeune.

L'accompagnement s'organise autour des besoins de chacun :

- ✓ **Lever** : seul de préférence (réveil, portable...).
- ✓ **Petit-déjeuner** : pris seul ou en commun suivant son emploi du temps de la journée et le lieu d'accueil (villa Passerelle ou appartement en colocation).
- ✓ **L'entretien** de sa chambre et de son linge.
- ✓ **L'inscription dans un cursus scolaire et/ou professionnel**. Soutien dans sa scolarité, dans ses démarches administratives etc...
- ✓ **Gestion et organisation des repas** : confection de plats équilibrés conforme au budget alloué.
- ✓ **Les soirées** sont libres mais organisées : le jeune peut « se retrouver » dans sa chambre, peut partager un moment de convivialité avec les autres jeunes autour d'un film, d'un jeu ou s'inscrire dans une activité de son choix (sport...), au sein de la villa Passerelle ou des appartements en colocation.

A 23 heures le jeune doit regagner sa chambre.



Nous présentons ci-dessous un planning hebdomadaire type des personnels de la villa Passerelle et des intervenants M.N.A.. Ce planning sera revu en fonction des nécessités d'accompagnement des jeunes accueillis. Il sera notamment réévalué en permanence le besoin d'une présence plus importante le soir. Les horaires de l'éducateur et de la C.E.S.F. pourront être revus en conséquence et adaptés aux besoins, chaque fois que cela sera nécessaire.

Planning Semaine Service Passerelle & Intervenants M.N.A.							
Professionnel	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Educateur 1	7h – 14h	7h-16h30	-	14h – 23h	7h-16h30	RH	RH
Educateur 2	15h – 23h		Préparation	Réunion 3h		9h -21h	10h -22h
Educateur 3	14h – 22h	16h – 23h	14h – 23h	7h – 10h (+ 3h réunion)	17h – 22h	RH	RH
Educateur 4	Préparation 7h		7h-17h	13h – 23h	15h – 23h	RH	RH
Educateur MNA	10h -18h	14h – 22h	9h-16h	13h – 19h	12h – 17h	RH	RH
CESF	9h 17h	8h30 – 16h30	14h – 19h	11h – 18h	9h - 16h	RH	RH
Maîtresse de maison (MNA : 0.2 ETP)	9h – 18h	9h – 18h	-	9h – 18h	12h30 – 20h30	RH	RH
Surveillant de nuit	22h –7h30	22h –7h30				22h –9h	21h –7h
Surveillant de nuit			22h –7h30	22h –7h30	22h –7h30		

L'éducateur spécialisé pourrait intervenir sur des temps de week-end, soirées et levers en semaine, afin d'être au plus près des besoins des jeunes accompagnés, en relais avec les autres éducateurs de l'équipe de la villa Passerelle. La mise en place d'accueil en appartements « en ville » supplémentaires à ceux d'ores-et-déjà suivis, nécessite le poste sollicité en complément.

La C.E.S.F. interviendra pour sa part essentiellement en externat. Elle pourra pour autant être amenée à participer à des repas, au sein des appartements pour prolonger la présence éducative en soirée, auprès des M.N.A.

Le temps de travail supplémentaire de maîtresse de maison viendra renforcer l'accompagnement sur Passerelle, mais également soutenir les interventions sur les appartements.



La psychologue, outre son rôle d'aide à l'analyse des situations et soutien des actions éducatives portées par l'équipe, sera en contact avec les jeunes accueillis, pour les aider à exprimer leur parcours, leur histoire, leurs peurs, leurs projets, ...

Les modes de communication :

Les accès informatiques (ouverts à chaque salarié de l'A.E.P. de La Landelle, boîte mail et accès réseau), et le support du réseau interne, facilitent aujourd'hui la circulation sécurisée de l'information.

La mise en place d'un logiciel de constitution et de suivi du dossier de l'usager (en septembre 2017 pour l'ensemble de nos établissements et services) renforce cette coordination sous la responsabilité du chef de service.

L'accès de tout professionnel aux données favorise un accompagnement interdisciplinaire cohérent.

5.2 Matériels et financiers

Le manque de ressources propres de l'Association impose une prévision financière qui inclut bien toutes les charges d'exploitation courante, de personnel et de structure. Le tome 2 ANNEXES présente les projections budgétaires et les commentaires nécessaires à la compréhension des tableaux normalisés et de nos tableaux de synthèse.

La souplesse et l'adaptabilité recherchées pour la mise en place du projet se caractérisent également par des choix matériels et financiers. L'A.E.P. de La Landelle souhaite ainsi, d'une part, limiter au maximum les investissements « lourds » de structure, et d'autre part, faire en sorte que les personnels recrutés le soient le plus possible sur des fonctions d'accompagnements des enfants et leurs familles.

A travers une palette de prestations spécifiques et complémentaires, nous voulons respecter les trajectoires individuelles des enfants ainsi que celles de leurs familles. Pour cela, nous avons choisi dans la présentation budgétaire, d'identifier le prix de revient de chacun des services, mais de le traduire ensuite par un prix de journée unique.

Le mobilier : les locaux appelés à recevoir les activités des services devront bien évidemment être aménagés pour permettre l'accueil chaleureux et « confortable » des jeunes et de leur famille et des conditions de travail suffisamment bonnes pour les salariés.

La formation : à ce stade de la réflexion, nous nous permettons un commentaire lié à notre souci permanent pour la qualification des personnels. Comme nous l'avons dit, nous apporterons une attention particulière à cette question pour l'ensemble des personnels dans le cadre du développement de ce projet



VI. L'ÉVALUATION

Nous abordons cette question en commençant par la définition de notre approche de la qualité et des spécificités qui s'y rattachent.

Pour cela, nous citons ci-après le « *guide d'évaluation de la qualité et des bonnes pratiques* » du C.R.E.A.H.I.⁵¹ Poitou-Charentes dans son édition d'avril 2003.

La qualité étant entendue comme une amélioration continue des prestations, elle peut se schématiser comme suit :

La qualité (sociale et médico – sociale) = *La satisfaction de la personne accueillie + le développement (ou le maintien) de ses compétences*

123

Nous mettons l'accent sur la visibilité et la lisibilité des « services » et des « prestations de services » rendus.

Par-là, nous entendons :

- Effet(s) produit(s) chez la personne accueillie,
- Action(s) effectuée(s) par les professionnels.

Ces deux termes donnent à chaque partenaire son autonomie pour évaluer tour à tour la qualité attendue, la qualité voulue (projet personnalisé), la qualité mise en œuvre (démarche pédagogique et éducative) et la qualité réalisée (les effets voulus et non voulus).

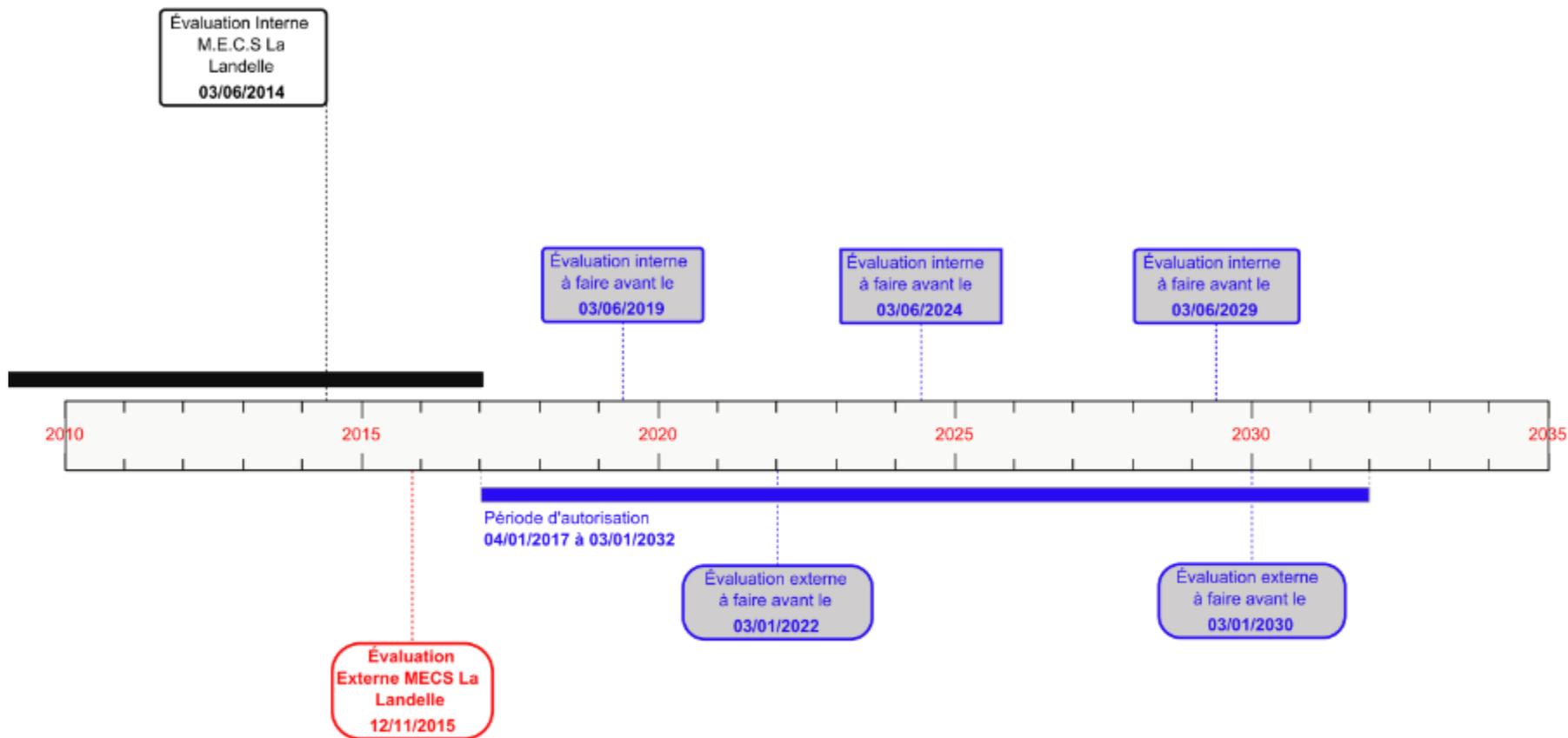
La démarche qualité dans les établissements sociaux ne peut aboutir qu'à la condition que tous les salariés, quel que soit leur champ d'action, y soient pleinement associés. Si chaque discipline est tentée d'imposer son point de vue, il est pourtant nécessaire d'abandonner les « langages d'experts » et de trouver des codes communs à l'ensemble des personnels.

Afin d'affiner cette approche, nous mettrons en place des grilles d'évaluations adaptées aux activités de chaque service. Ces grilles seront réalisées dans le cadre de la réécriture des projets pédagogiques de chacun d'eux.

⁵¹ Centre Régional d'Étude et d'Action pour le Handicap et l'Insertion Poitou-Charentes, 23 Bd du Grand Cerf 86000 POITIERS



Calendrier Évaluations internes et externes MECS La Landelle





Le calendrier ci-dessus met en évidence les étapes à venir des évaluations internes et externes de la M.E.C.S. La Landelle, durant la durée de validité de l'autorisation, renouvelée pour la période du 4 janvier 2017 au 3 janvier 2032.

La démarche d'évaluation interne a pour finalité d'apporter, de façon rigoureuse et argumentée, une appréciation sur les activités et la qualité des prestations délivrées au public accueilli sur les différents groupes et services de l'A.E.P. de La Landelle, au regard à la réglementation, des procédures, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles, mais aussi des valeurs de l'A.E.P. de La Landelle et du projet d'établissement.

En 2013-2014, tous les professionnels furent impliqués dans cette démarche, pour une phase d'auto-évaluation. Cette démarche, partagée avec les instances représentatives du personnel, a été pilotée par un cadre de l'équipe de direction, celui-ci assurant la supervision et l'animation d'un comité de pilotage transversal. La démarche a été accompagnée par la société EASIF, dans l'aide à la construction d'un référentiel adapté à nos activités et tenant compte des recommandations de l'A.N.E.S.M. en la matière.

Plusieurs groupes de travail pluri professionnels ont été mis en place, chaque groupe travailla sur des références du référentiel.

Pour optimiser la mise en œuvre de l'auto-évaluation, il a été demandé aux professionnels de :

- Prendre connaissance du référentiel et du guide méthodologique figurant dans les documents mis à disposition de l'ensemble des salariés,
- Tracer les données recueillies en vue de la formalisation de la gestion documentaire en utilisant **les fiches de synthèse** prévues à cet effet et présentées lors de la session de formation des groupes de travail.

Dès le second semestre 2018, nous envisageons de reprendre ce travail, en commençant par l'évaluation de la mise en œuvre des axes d'efforts issus de l'évaluation interne de 2014 et de l'évaluation externe de 2015.